



HAL
open science

Comparative practices in preventive archaeology in Europe. A look back at 30 years of the Valletta Convention (Malta)

Ricardo González Villaescusa, Marc Bouiron, Amala Marx

► To cite this version:

Ricardo González Villaescusa, Marc Bouiron, Amala Marx. Comparative practices in preventive archaeology in Europe. A look back at 30 years of the Valletta Convention (Malta). Université Paris Nanterre; Inrap. 2024. hal-04746973v2

HAL Id: hal-04746973

<https://hal.science/hal-04746973v2>

Submitted on 23 Oct 2024 (v2), last revised 20 Nov 2024 (v4)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Pratiques comparées de l'archéologie préventive en Europe. Retour sur 30 ans de la Convention de La Valette (Malte)

Ricardo GONZÁLEZ VILLAESCUSA, Marc BOUIRON, Amala MARX
(Éditeurs)

Christian RIGG
(Traduction et révision linguistique de la langue anglaise)

CIUITATES ET URBES EUROPÆ
(2024)



26
27
juin 2023

Le passé du continent au présent

30^e anniversaire de la Convention de La Valette (Malte)
pour la protection du patrimoine archéologique en Europe



Le palais des Grands Maîtres. À l'origine résidence des Grands Maîtres de l'Ordre de Malte, le palais abrite aujourd'hui le bureau de la présidence de Malte. © RGV 2022

The Past of the Continent in the Present. 30 Years of the La Valletta (Malta) Convention for the Protection of the Archaeological Heritage in Europe



Coordinateurs

Marc Bouiron (Inrap)
Christian Cribellier (Ministère de la Culture)
Ricardo González-Villaescusa (Chaire Ciuitates et urbes Europæ)
Amala Marx (Inrap)

Partenaires

Chaire Jean-Monnet (Université de Paris Nanterre)
UMR 7041 ArScAn
Institut national de recherches archéologiques préventives
Ministère de la Culture
Colegio de España en París
European Association of Archaeologists



Sommaire

Pratiques comparées de l'archéologie préventive en Europe. Retour sur 30 ans de la Convention de La Valette (Malte)	1
Sommaire	4
Nous fouillons, c'est une histoire européenne	6
Le passé du continent au présent.....	8
Rescue Archaeology in Europe: Public Service or Commercial Market?	18
Three decades of the Valletta Convention – nearly three decades of EAA, in a constantly changing archaeological context	26
Mise en œuvre de la Convention de La Valette en Italie et du Géoportail national pour l'archéologie.....	30
Cadre institutionnel, rapatriements et information du public contre le trafic illégal de biens culturels en Grèce par rapport la Convention de La Valette.....	42
Des grands chantiers à l'organisation du paysage : l'intégration de l'archéologie préventive au sein de procédures de l'aménagement territoire en Suisse.....	49
The Valletta Convention and preventive archaeology in the UK: from policy to practice	58
Archaeological Heritage protection in Serbia 30 years after Malta – has the Malta convention been misunderstood?	65
The impact of the evolving understanding of the Malta Convention on Polish heritage practices.....	75
The Malta Convention and Scientific Challenges in Archaeology: the French example.....	86
Les auteurs.....	96
Les participants	101
4 ^e de couverture.....	104

Nous fouillons, c'est une histoire européenne

Dominique GARCIA
Professeur des Universités et Président de l'Inrap

En France, après quelques soubresauts au XIX^e siècle, la nécessité de protéger le patrimoine archéologique n'a été ressentie que tardivement. C'est en 1941 que la loi Carcopino (validée en 1945) instaure l'autorisation et la surveillance des fouilles par l'État et rend obligatoire la déclaration de découverte fortuite.

Après la Seconde Guerre mondiale, avec les nombreux travaux d'aménagement du territoire, les destructions de vestiges sans étude préalable se multiplient. Divers scandales éclatent donnant lieu, en 1973, à la création de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (Afan) qui chargée de la mise en œuvre du fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage. Cependant, début 1997, « l'affaire de Rodez » met en évidence les limites du dispositif législatif et des conditions de financement de l'archéologie de sauvetage, ainsi que la position dominante de l'Afan comme opérateur privilégié de l'État. Une réforme s'impose.

Inspirée par le rapport Demoule-Pêcheur-Poignant, et basée sur la Convention européenne signée à Malte en 1992, la loi sur l'archéologie préventive est promulguée le 17 janvier 2001. Elle instaure une redevance visant à financer les diagnostics et les fouilles d'archéologie préventive, et stipule la création de l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives), établissement public administratif. Ce dispositif demeure en vigueur aujourd'hui, après modification en 2003 (ouverture de l'activité à la concurrence) puis récemment en 2016 par la loi relative à la liberté de la création, l'architecture et au patrimoine.

L'Inrap, opérateur majoritaire et fort de plus de 2 000 agents, réalise les diagnostics et les fouilles d'archéologie préventive mais, également, il « assure l'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et la diffusion de leurs résultats (...) [tout comme il] concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie. » (extrait de l'article L523-1 du *Code du patrimoine*). Les évolutions en cours et les défis à venir, pour l'Inrap comme pour l'ensemble des acteurs qui exercent dans ce domaine au niveau européen, visent à pérenniser la qualité de collecte des données, à largement les partager avec les communautés scientifiques nationales et internationales, et à développer une mise en perspective sociétale des apports de cette démarche patrimoniale originale.

Ce très rapide état de l'art, pour lequel le lecteur trouvera dans les actes du colloque *Le passé du continent au présent. 30^e anniversaire de la convention de La Valette (Malte) pour la protection du patrimoine archéologique en Europe* de très amples développements et précisions, dresse le cadre d'évolution législatif et réglementaire de l'archéologie préventive française. Mais le dispositif hexagonal, même s'il est trop souvent présenté comme un modèle, méritait d'être confronté aux pratiques, usages et ambitions des autres pays européens.

Lors de cette rencontre scientifique ce sont une trentaine de chercheurs, provenant d'une quinzaine de pays, qui ont apporté leur éclairage sur les répercussions de l'adoption et de la ratification de la convention par 46 Etats membres. C'est un bilan mais aussi des perspectives que ce colloque nous a permis d'analyser et de proposer.

Parmi de nombreux apports, on notera un paradoxe. Ce nouveau champ d'acquisition et d'interprétation des données qu'est l'archéologie préventive a été ouvert en France avec l'avènement de l'archéologie de sauvetage en contexte urbain comme les fouilles de la Bourse à Marseille (en 1967) ou celle du Grand Louvre à Paris (en 1970). Mais, aujourd'hui, c'est le développement des travaux d'aménagement du territoire – tracé de linéaires autoroutiers, ferroviaires, gazières ou autres – qui nourrissent la recherche et qui ont permis aux chercheurs d'aborder d'un point de vue nouveau les limites spatiales des sites, voire de développer une archéologie intersites. Ces explorations linéaires deviennent des transects au sens strict du terme : ruban où des occupations humaines successives peuvent être analysées et mises en perspective. À terme, ils constituent des référentiels qui autorisent le réexamen de données recueillies sur des espaces limités (fouille programmée, par exemple) et la redéfinition des réseaux territoriaux anciens. Ainsi, dans notre pays, ce n'est pas loin de la totalité du territoire qui est potentiellement devenue un site archéologique, ce qui permet de défricher de nouveaux champs d'étude et de porter un regard neuf sur l'histoire à l'échelle nationale.

Le cas de la France n'est pas unique comme le montrent les témoignages rassemblés dans cet ouvrage. Ainsi, depuis l'adoption et la ratification de la Convention de La Valette, c'est une meilleure connaissance des villes mais aussi des territoires européens dans leur diversité qui est mise en œuvre.

L'Inrap est heureux d'avoir été associé à cette initiative portée par la Chaire Jean-Monnet *Ciuitates et Urbes Europæ* (CivEUr) de l'université de Paris-Nanterre et, avec l'ensemble des participants, de pouvoir espérer énoncer, avec espoir et détermination, une variante du slogan de notre institut : « Nous fouillons, c'est une histoire européenne »

Le passé du continent au présent

Ricardo GONZÁLEZ VILLAESCUSA

Marc BOUIRON

Amala MARX

Le 16 janvier 1992 est signée, à La Valette, la convention pour la protection du patrimoine archéologique, dite convention de Malte. Elle remplace et met à jour la convention initiale de Londres de 1969. Ratifiée par la France le 26 octobre 1994 et transposée en droit par décret le 18 septembre 1995, elle entre en vigueur le 10 janvier 1996. Trente ans ont passé et 46 États ayant signé et ratifié le texte (dont deux « non-membres du Conseil de l'Europe »). Pour ce trentième anniversaire, l'Inrap et la chaire européenne CivEUr ont organisé un colloque à Paris les 26 et 27 juin 2023 à l'INHA, dont l'objectif était de comprendre si celle-ci avait réellement contribué à la connaissance scientifique du développement des villes de l'Europe. Ou si en réalité, la convergence de l'évolution des politiques d'aménagement du territoire et le sentiment de culpabilité de notre société vis-à-vis de la destruction du patrimoine archéologique n'avait pas trouvé un point d'équilibre, le texte de la convention de Malte n'étant alors qu'une étape dans un processus plus long. Une deuxième question, qui a émergé tout au long des discussions des deux journées, portait sur l'application effective de la convention, en dehors de la signature et de la ratification par les États, dans les différentes législations et dans la pratique archéologique¹. En définitive, il s'agit de déterminer à travers les différentes interventions si la pratique de l'archéologie et la connaissance des territoires et des villes d'Europe seraient les mêmes sans l'apport de la convention.

Législation et réglementation

Si les premières législations concernant l'archéologie et le patrimoine en Europe sont à mettre en rapport avec la construction des États nations et la protection de la souveraineté perdue (et parfois partiellement récupérée) en lien avec les épopées nationales et le nationalisme romantique, en Grèce (1834), quatre ans après son indépendance de l'Empire ottoman, ou en Serbie (1844), juste après les premières révoltes contre les Turcs, les reconstructions importantes des villes européennes après la Seconde Guerre mondiale ont fait ressurgir, souvent par le biais de destructions spectaculaires, la nécessité de dégager scientifiquement les vestiges archéologiques avant de laisser la place à un aménagement contemporain. Cette réflexion qui a mûri lentement au sein de nos sociétés, s'est pourtant imposée rapidement. Le texte signé dans « l'île du Miel » le 16 janvier 1992 en est à la fois l'aboutissement et le point de départ de l'archéologie du XXI^e siècle.

Les différentes interventions pendant le colloque et la lecture des communications écrites laissent parfois un sentiment ambigu ; la comparaison avec la longue littérature évoquant le

¹ L'absence de certains textes des participants au colloque nous amènera dans cette introduction à évoquer et aborder toutes les questions qui furent traitées dans leurs exposés, reproduits dans le site <https://civeur.parisnanterre.fr>, mais qui n'apparaissent pas dans cette publication.

sujet montre d'ailleurs parfois des interprétations contradictoires², signes d'évolution de la situation ou des pensées. D'une part, domine l'impression que la Convention de Malte a donné aux autorités administratives en charge du patrimoine des exigences minimales face à la destruction éventuelle du patrimoine enfoui des vestiges archéologiques. D'autre part, l'ambiguïté, que nous savons volontaire³, des rédacteurs de la convention concernant le financement de la recherche scientifique préalable à la construction et, par voie de conséquence, la destruction des sites archéologiques concernés⁴. Les intervenants de bon nombre des pays qui ont ratifié le texte regrettent d'ailleurs que les recommandations de la Convention n'aient jamais été appliquées plus strictement : le « système thatchérien » a continué à l'identique au Royaume-Uni dès le début des années 1990 sans changements significatifs ; l'exceptionnel système français aux yeux des collègues étrangers a été largement corrigé peu après de l'adoption de la loi 2001, et dont les modalités de financement (redevance affectée puis budgétisation) posent problème si l'on suit J.- P. Demoule. L'exemple de la Suisse montre que le système mis en œuvre dès les années 1960, en lien avec la création d'infrastructures routières, a évolué de manière indépendante à la ratification de la convention de Malte en 1996, au rythme du génie civil et de l'aménagement du territoire. En Croatie, la loi de protection du patrimoine culturel de 1999 anticipait déjà les exigences de la convention ratifiée en 2004. Enfin, la ratification tardive de la convention de Malte par l'Italie n'a pas empêché que les principes de celle-ci se retrouvent en partie dans la lettre et l'esprit de la norme. En réalité la rédaction et validation de la convention fut « la clôture » d'un long processus comme le rappelle V. Negri.

Lors de la réunion, une seule voix, Sanjin Mihelic de Croatie, s'est élevée pour réclamer une modification « Malte 2.0 » de la convention en raison des insuffisances structurelles du texte de 1992, tandis que d'autres participants estimaient que les politiques européennes actuelles tendraient plutôt à une réduction de l'ambition de la convention si elle devait être revue par le Conseil de l'Europe. La pratique de l'archéologie préventive a été présentée au travers de quatre exemples majeurs très avancés en matière de réglementation de l'activité et de la diffusion des données. Au Royaume-Uni, aucun n'agrément n'est obligatoire pour les entreprises d'archéologie; des directives leurs sont proposées par le *Chartered Institute for Archaeologists*⁵ qu'il est conseillé de respecter mais sans obligation légale. En France, a fortement évolué ces trente dernières années⁶. Elle est garantie par l'obtention d'un agrément (sociétés privées) ou d'une habilitation (services archéologiques de collectivité territoriale) en tant qu'opérateur d'archéologie préventive, accordé par la Direction générale des patrimoines

² Maria PIA GUERMANDI, Kai SALAS ROSSENBACH, *Twenty years after Malta: preventive archaeology in Europe and in Italy*, Bologna, IBC, 2013 (hal-04113132) ; Jean-Paul DEMOULE, (ed.), *L'archéologie préventive dans le monde. Apports de l'archéologie préventive à la connaissance du passé*, Paris, Éditions La Découverte, 2007 ; Predrag NOVAKOVIC, Milan HORNAK, Maria Pia GUERMANDI, Harald STÄUBLE, Pascal DEPEPE et Jean-Paul DEMOULE (éd.), *Recent Developments in Preventive Archaeology in Europe. Proceedings of the 22nd EAA Meeting in Vilnius*, Ljubljana, Ljubljana University Press, Faculty of Arts, 2016.

³ Willem J. H. WILLEMS, « Sur la genèse de la convention de Malte », *Archéopages*, Hors-série, 2008, (consulté le 04 octobre 2024). [En ligne: <http://journals.openedition.org/archeopages/888>. Comme évoqué par Willem Willems, la difficulté était de proposer un texte acceptable par les supérieurs politiques des différents participants à la rédaction du texte de la convention.

⁴ Sans entrer dans le cas de la mauvaise traduction serbe de la carte qui comporte une interprétation fautive d'après Aleksandar ALEKSIC.

⁵ <https://www.archaeologists.net/>

⁶ Marc BOUIRON, « Trente ans de prise en compte du patrimoine archéologique », in Michel FIXOT et Véronique BLANC-BIJON (éd.), *Relire Paul-Albert Février, Actes du colloque, Aix-en-Provence, 7-9 avril 2022*, Turnhout, Bibliothèque de l'Antiquité Tardive, 43, 2024.

et de l'archéologie du Ministère de la Culture. Ainsi, la liste des opérateurs établie par le Ministère, est composée d'une soixantaine habilités et treize agréés, l'Inrap, en tant qu'établissement public du Ministère de la Culture, étant de droit reconnu comme opérateur⁷. Il est accordé en fonction du territoire d'action (pour les services de collectivité territoriale) et de la spécialisation chronologique de leurs personnels. Le modèle italien, quant à lui, a établi en 2014 des critères « sans ambiguïté » de qualification académique pour déterminer l'exercice de la pratique archéologique en fonction du niveau de responsabilité et a dernièrement réalisé une avancée en matière de normalisation et de publication des données. Cette démarche en accord avec les principes FAIR⁸ dont les lignes directrices ont été approuvées en 2022, a permis la mise en place d'une norme nationale et d'un support de publication des données produites et téléversées sur le *Geoportale Nazionale per l'Archeologia* créé par l'*Istituto Centrale per l'Archeologia*⁹. Enfin, un quatrième exemple régulé est la Tchéquie dont l'intervention de Jan Marik décrit le système supervisé par le Ministère de la culture et contrôlé par les autorités exécutives locales ou régionales, ainsi que les interventions réalisées par les musées, avec 95 opérateurs dotés d'un agrément, dont 16 privés. La perte d'une grande quantité d'archives de l'Institut d'archéologie à la suite des inondations de 2012 a stimulé la numérisation de l'ensemble de la documentation de base et sa mise à disposition du public.

La convention de 1992 pour la protection du patrimoine archéologique engageait chaque partie à mettre « en œuvre, selon les modalités propres à chaque État » (« *by means appropriate to the State in question* », dans la version anglaise) un régime juridique de protection du patrimoine... » (Art. 2). Tandis que l'article 6 oblige les signataires du texte à « prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux, en fonction de leurs compétences respectives » dont le financement « du secteur public ou du secteur privé » (Art. 6. ii. A), sous-entendu les aménageurs, devrait servir à soutenir non seulement les travaux archéologiques préalables mais aussi « les documents scientifiques de synthèse, de même que les communications et publications complètes des découvertes » (Art. 6. ii b). En d'autres termes, le texte laissait la possibilité aux États signataires d'adapter le système afin d'établir leurs propres modalités de financement, avec des recettes publiques ou privées et permettait de faire un choix en cohérence avec le modèle instauré par chaque pays. Surtout, il déterminait les objectifs à atteindre en matière d'analyse, de synthèse, de publication et des diffusons des résultats scientifiques comme étant ceux de toute recherche en Sciences humaines et sociales.

Trente ans plus tard, et d'une manière générale, les participants du colloque « Le passé du continent au présent » constatent les mêmes défauts d'application de la convention que ceux qui avaient été mis en évidence lors du dixième anniversaire par Gérard Aubin - « l'érosion documentaire, la conservation in situ, les choix et les priorités, et aussi un meilleur partage des connaissances »¹⁰ - ou de son vingtième anniversaire – « l'archéologie comme activité

⁷ <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/archeologie/Acteurs-formations/les-operateurs-d-archeologie-preventive> [Consulté le 17/09/2024].

⁸ Facile à trouver, Accessible, Interopérable, Réutilisable, des concepts anglais *Findable, Accessible, Interoperable, Reusable*.

⁹ <https://gna.cultura.gov.it/>

¹⁰ Marc GAUTHIER, « L'élaboration de la convention de Malte », in *La fabrique de l'archéologie en France*, Jean-Paul DEMOULE, Christian LANDES (dir.), Paris, La Découverte, 2009, p. 237 ; voir aussi le diagnostic espagnol en 2003 de l'un de nous lors d'une conférence du Forum Social Européen tenu à Paris en 2003 Ricardo GONZALEZ VILLAESCUSA, Josep Vicent LERMA, « Le service public (?) de l'archéologie en Espagne ou l'œuf du

commerciale est maintenant soumise aux fluctuations du marché et c'est les archéologues qui en payent les incertitudes »¹¹ Une thématique en effet récurrente dans les interventions comme dans les discussions fut celle des conditions de travail des acteurs de l'archéologie préventive. Pour les archéologues, les problèmes découlent avant tout du fait que l'archéologie préventive est devenue une activité contractualisée, gérée de manière concurrentielle y compris parfois dans le cadre de la vulgarisation des connaissances (c'est le cas de la Pologne). Au Royaume-Uni, le financement des opérations d'archéologie préventive est lié à la valeur foncière des terrains, soumettant l'exploration archéologique des différents niveaux d'occupation non pas à l'impact de l'aménagement sur le patrimoine archéologique mais au fonds financiers disponibles. En France, malgré l'exception française que représente la création de l'Inrap et, probablement, l'une des applications la plus rigoureuse de la Convention de Malte en Europe, la compétition des entreprises privées voulue par la loi de 2003, a entraîné une baisse globale des moyens affectés aux opérations, et donc à la qualité scientifique, malgré le renforcement du contrôle des services de l'État depuis 2017. De plus, les actions en justice répétées d'une entreprise privée pour concurrence déloyale contre l'Inrap, jusqu'au niveau européen, en parallèle de la réduction progressive des moyens de l'État, affectent le processus scientifique des travaux archéologiques. La pratique scientifique et les conditions de travail sont les plus affectées par cette situation.

Au regard des différentes interventions, on arrive à dessiner les fines et diverses graduations qui scandent le chemin entre l'archéologie de sauvetage et l'archéologie préventive. La pratique scientifique et la planification prennent le pas dès qu'on se rapproche de la prévention, tandis que l'aspect économique et l'urgence l'emportent quand il s'agit de sauver ce qu'il reste des vestiges archéologiques. Dans cette dernière situation, les archéologues passent souvent après les promoteurs. Sans aucun doute, c'est le manque de carte archéologique dans les cas les plus graves qui entraîne l'absence d'intervention des archéologues lors de la phase de planification des travaux publics (Art. 5. i. a), les pressions économiques envers les acteurs de l'archéologie ou, encore, les sirènes de l'archéologie « non destructive », dont les élus et les décideurs s'emparent pour remettre en cause les principes de la connaissance scientifique.

Ainsi, l'obligation pour les archéologues serbes de fournir les mesures d'atténuation de l'impact sur le patrimoine dans un délai de 15 à 30 jours, en contradiction avec les mesures prévues par la convention (art. 5. ii b), contribue à la dégradation de la pratique professionnelle de l'archéologie et à la précarisation salariale d'une partie des archéologues¹². Sans prétendre établir une norme, l'analyse des données salariales de 2014 montre que les archéologues sont moins bien payés lorsqu'ils exercent leur activité dans un pays où l'archéologie est davantage soumise aux lois du marché (l'Espagne et le Royaume-Uni).

serpent », *Forum Social Européen de Paris Saint-Denis – du 12 au 15 novembre 2003*, « Service public culturel et marchandisation », Nov 2003, Paris, Saint Denis, Bobigny, France. ([hal-04721216](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-04721216)).

¹¹ Pascal DEPAEPE et Kai SALAS ROSSENBAACH, « Preventive archaeology in France, review and point of view », in Maria Pia GUERMANDI, Kai SALAS ROSSENBAACH (dir.), *Twenty years after Malta: preventive archaeology in Europe and in Italy*, Bologna, Italie, IBC, 2013, p. 135.

¹² Kenneth AITCHISON *et al.*, « Discovering the Archaeologists of Europe 2012-14: Transnational Report », *York Archaeological Trust*, 2014, p. 40.

Société et attachement au patrimoine

Le recensement du nombre d'archéologues en Europe permet de constater, s'il le fallait, que les archéologues constituent une toute petite partie de la société. Si l'on compare la moyenne de 340 médecins pour 100 000 habitants dans les pays de l'OCDE, les professionnels de l'archéologie préventive sont un collectif bien plus petit : la Serbie dispose de 0,3 archéologue pour 100 000 habitants, tandis que le Royaume-Uni en dispose de 3, la France de 4,5, la Tchéquie de 5 et l'Espagne de 5,3¹³.

L'enquête coordonnée en 2017 par l'Inrap, dans le cadre du projet européen NEARCH, *Les Européens & l'Archéologie*¹⁴ révélait une perception très positive de la discipline qui ne semble pas s'être ternie depuis. Il suffit d'observer la programmation des télévisions publiques pour comprendre qu'il existe une forte demande de connaissances générées par cette discipline. Cependant, cette image pourrait rapidement évoluer et changer, surtout si se développe un discours plus populiste associant l'archéologie à un frein pour le développement du pays, ou à un facteur d'atteinte à l'environnement. En Pologne nos collègues perçoivent un certain ressentiment à l'égard d'un patrimoine non désiré, un malheur de la postmodernité, pourrions-nous dire, perçu comme un fardeau et qui nourrit une remise en question d'un sentiment d'appartenance à la communauté européenne. En Hongrie le gouvernement du premier ministre Orban change de manière systématique, jusqu'à 48 fois, les règles lorsqu'il s'agit de son intérêt dans la politique de la mémoire.

En France, malgré une forte implication en matière de communication des archéologues au sein de la société, perdure encore l'idée que les fouilles archéologiques entravent le bon déroulement de certains aménagements ; certains élus s'en font parfois l'écho mais la polémique reste alors très limitée. En effet, si l'archéologie préventive est consubstantielle au développement économique lié à l'aménagement du territoire, elle devient souvent une variable d'ajustement des coûts, c'est-à-dire, une pratique de *low-cost* inhérente à l'économie actuelle¹⁵. Un exemple tiré de la presse espagnole peut illustrer cette atmosphère de remise en question de l'archéologie. Le titre « *El Neolítico se cruza en los barrios de Madrid donde se construirán más de 100.000 viviendas* » en témoigne très clairement, laissant penser que la crise du logement est due à l'archéologie, sans réaliser que le coût de l'archéologie dans ce projet, ramené à l'unité de logement, est de 140 € par logement construit. Ce que l'auteur néglige est qu'en réalité il s'agit d'une obligation légale ayant la même importance que les mesures de sécurité de la construction et il cache surtout que le prix dépasse rarement 1 à 2 % du coût total qui, de toute façon, est récupéré dans le prix final des logements ou des péages des autoroutes, comme le rappelle J.-P. Demoule dans son texte.

En d'autres termes, le coût de l'archéologie est dérisoire comparé aux sommes manipulées et aux rendements générés par les projets d'aménagement du territoire. Rappelons également, que l'archéologie préventive est une activité scientifique au service des citoyens et qu'elle est régit par des lois adoptées par chaque pays.

¹³ D'après les déclarations des intervenants au colloque et nos propres estimations.

¹⁴ Amala MARX, Kai SALAS ROSSENBAACH (éd.), *Les Européens et l'archéologie. Un sondage sur la perception de l'archéologie et du patrimoine archéologique par les Européens*, Paris, NEARCH, 2017. DOI > <https://doi.org/10.5284/1043778>

¹⁵ Alfonso SIMON RUIZ, « *El Neolítico se cruza en los barrios de Madrid donde se construirán más de 100.000 viviendas* », *5 días*, 05/04/2024.

Crise de croissance et crises de l'archéologie

Le lien fort qui unit l'aménagement du territoire et l'urbanisme conditionne grandement la « santé » du secteur qui regroupe la construction de l'habitat et des infrastructures sur le territoire. La production de données archéologiques est à la hauteur de la transformation profonde des territoires et d'une dimension telle qu'il faudra quelques décennies pour bien assimiler et intégrer les connaissances des trois décennies comprises entre 1992-2023¹⁶. P. Jobin nous rappelle que l'archéologie est liée depuis ses origines au développement urbain au point de considérer la période de l'institutionnalisation académique de la discipline (entre le XIX^e et le milieu du XX^e) comme une anomalie dans la relation entre travaux publics et archéologie¹⁷. Depuis les travaux à Rome des papes de la Renaissance, ou la révélation de l'évidence archéologique à un Théodor Vacquer dans le Paris d'Hausmann, l'aménagement du territoire est à l'origine d'une série de pratiques et méthodologies qui précèdent la Convention de Malte. À partir du milieu du XX^e siècle l'accélération du développement économique lié aux Trente Glorieuses, est à l'origine de la mise en œuvre de mesures institutionnelles et méthodologiques pour protéger le patrimoine archéologique avant sa destruction définitive. Cette évolution a également fait évoluer les méthodes d'enregistrement¹⁸ ainsi que les problématiques et les questionnements propres de l'archéologie. En Suisse dès la décennie des années 1970 apparaissent les services archéologiques cantonaux et la carte archéologique. De même, la chute du mur de 1989 entraîna la libéralisation de l'économie avec le développement d'infrastructures et l'introduction de l'archéologie post-processuelle originaire du monde anglosaxon dans les pays de l'Europe de l'Est, comme l'attestent les textes sur la Hongrie ou la Serbie.

L'origine de cette évolution n'est que le résultat de la fin de la croissance « fordiste » et de la mise en concurrence des territoires dans un contexte de mondialisation. Désormais, dans une grande partie de l'Europe, l'archéologie ne sert plus à construire un récit historique des États-nations, mais à libérer les charges historiques du territoire avant de les mettre au service de l'aménagement du territoire¹⁹. Ce n'est pas un hasard si l'institutionnalisation de l'archéologie préventive est explicitement mentionnée dans le Préambule de la convention de Malte : « intégrer les préoccupations de sauvegarde archéologique dans les politiques d'aménagement urbain et rural, et de développement culturel » ; et dans son article 5, qui cherchait à « concilier des besoins respectivement de l'archéologie et de l'aménagement en veillant à ce que les archéologues participent (...) aux politiques de planification (...) au déroulement dans leurs diverses phases des programmes d'aménagement [et] à assurer une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs (...) afin de permettre (...) la modification des plans d'aménagement ».

¹⁶ On en prendra pour exemple l'atlas archéologique publié après 20 ans d'opérations archéologiques préventives et plus de 35 000 chantiers, Dominique GARCIA, Marc BOUIRON (dir.), *Atlas archéologique de la France*, Paris, Inrap-Tallandier, 2023, p. 334.

¹⁷ Marc-Antoine KAESER, *Archéologie et aménagement du territoire. Histoire et épistémologie de la sauvegarde du patrimoine, sous l'angle du développement durable*, Berne, Académie suisse des sciences humaines et sociales, Conférence de l'Académie, cahier 29, 2022, 85 p.

¹⁸ Edward C. HARRIS, *Principles of Archaeological Stratigraphy*, London-New-York, Academic Press, 1979, p. 136.

¹⁹ Ricardo GONZALEZ VILLAESCUSA, « L'évolution des disciplines géohistoriques. Une évolution de la postmodernité. Des cadastres aux paysages et à l'archéogéographie », in *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 157-158, 2019, p. 122.

Cette forte dépendance de la recherche scientifique à l'égard d'un secteur économique entraîne des répercussions importantes. Un problème mis en évidence en Pologne par A. Marciniak et M. Pawleta, et que l'on retrouve probablement quasiment partout, est que la discipline académique n'était en grande mesure pas préparée à « l'archéologie concurrentielle » et aux pratiques qu'impliquent une activité de marché. L'interrelation entre la production de données, l'étude, l'analyse et la publication touche des secteurs en principe opposés, mais qui est résolu de manière relativement satisfaisante en France grâce à l'insertion des agents de l'Inrap au sein des Unités Mixtes de Recherche (UMR) des organismes de recherche et de l'enseignement supérieur, et au financement de temps de recherche au sein même de l'institut. Cependant la chute de l'activité constructive en Espagne après 2008 a provoqué l'effondrement de l'activité du secteur de l'archéologie et la disparition des acteurs privés à hauteur de 60-70 % ou, dans le pire des cas, la disparition de services de collectivités territoriales²⁰. En Suisse, depuis le début du XXI^e siècle, la fin du réseau des routes nationales a entraîné une diminution des opérations préventives, auxquelles se sont ajoutées les conséquences de la crise des *subprimes*. En Croatie, les études post-fouilles et le travail de médiation ont été progressivement supprimés des appels d'offre des travaux archéologiques.

La portion congrue des moyens accordés à l'archéologie programmée en est une autre conséquence. Cette recherche qui n'a pas pour origine des aménagements ou des constructions mais répond à une problématique scientifique préalable n'existe presque plus en Europe. Or elle est très importante pour la compréhension de phénomènes que le délai trop court des fouilles préventives ne permet plus. Une autre crise globale, non exempte d'incidence sur l'activité archéologique future, est celle de l'artificialisation des sols, ou la « destruction silencieuse », comme l'appelle J.-P. Demoule dans sa contribution, en lien avec l'Objectif zéro artificialisation nette (ZAN) que la France veut atteindre en 2050²¹. L'urbanisation et l'artificialisation des sols entraînent non seulement des conséquences écologiques et socioéconomiques mais conditionnent aussi fortement l'avenir de la discipline. La réduction du nombre de sites archéologiques (non renouvelables par définition) limite en effet les possibilités de recherche sur le passé pour les générations futures avec de nouvelles méthodes et approches (voir la notion de « réserve archéologique » de la convention de Malte, art. 2. ii).

L'archéologie préventive contribue également à l'artificialisation du territoire, sans possibilité de conservation *in situ* et / ou capacité de négociation d'autres moyens de gestion du « risque patrimonial » comme a pu l'affirmer C. Cribellier. Pour le bien de la transition écologique il est nécessaire de trouver d'autres solutions à court et moyen terme. Parallèlement, l'objectif ZAN à l'horizon 2050, peut avoir des conséquences considérables sur un secteur économique, certes modeste, mais important quantitativement, et réduire la production de données nouvelles sur le passé. On sait bien que ces dernières ont un lien direct avec les problématiques à l'origine de leur création et, par voie de conséquence, les données des trente dernières années ne répondront pas nécessairement aux questions des archéologues de demain. Une souhaitable réussite de la ZAN réduirait drastiquement l'activité archéologique

²⁰ Esperança COSTA, « El patrimonio arqueológico espera bajo tierra el final de la crisis económica », in *El País*, 29/04/2012 ; Diego RUIZ MATA, « Desaparece la Unidad de Arqueología », in *Diario de Jerez*, 15/08/2012.

²¹ « Artificialisation des sols », Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, <https://www.ecologie.gouv.fr/artificialisation-des-sols> [consulté le 12/05/2024].

et conduirait les acteurs du futur à repenser en profondeur la discipline. Pour cette raison, il est aujourd'hui essentiel de développer des systèmes d'enregistrement interopérables permettant un enregistrement le plus exhaustif possible, produisant des données réutilisables qu'il nous faudra conserver et transmettre à nos collègues du futur. La sauvegarde, la création de protocoles et la pérennisation des données produites au cours de ces 30 dernières années constituent un enjeu majeur auquel les collègues italiens s'attaquent depuis 2016 avec la création du *Geoportale Nazionale per l'Archeologia* (GNA). Néanmoins, deux vides dotés d'une grande signification apparaissent sur la carte du GNA italien : la Région Autonome de la vallée d'Aoste, au Nord, et la Sicile au Sud. La décentralisation et la subsidiarité des services présentent des avantages, mais entraînent aussi des différences de pratiques et une hétérogénéité des données scientifiques au sein d'un même État, comme on peut le constater à la lecture des interventions concernant le Royaume-Uni, la Suisse ou l'Italie. Une comparaison future des données produites par l'archéologie préventive à l'échelle de l'Europe s'avérerait également difficile, comme dans tant d'autres sujets concernant la construction européenne.

Éléments pour un bilan

La convergence de pratiques antérieures à 1992 fait de la convention de Malte la clôture d'un processus, un point d'arrivée, qui n'est pas toujours appliqué partout en Europe ni dans l'esprit, ni dans la lettre du texte fondateur. Elle reste toujours la constitution d'un horizon utopique et un texte primordial, point de référence et niveau d'exigence minimal à tel point que nous pouvons affirmer que sans ce texte l'archéologie européenne ne serait pas la même, ni dans la pratique professionnelle ni dans la connaissance du passé de la ville et les territoires de l'Europe. Toutefois, malgré ses défauts et lacunes, il ne semble pas que le moment soit bien choisi pour entamer une révision du texte même si une partie de la communauté archéologique européenne le souhaiterait.

La genèse du texte de la convention marque profondément l'évolution de la pratique professionnelle. Malgré la diversité européenne et la hétérogénéité de modèles de l'archéologie préventive, l'ambiguïté volontaire du texte concernant le financement des travaux a conduit à une archéologie concurrentielle et commerciale avec de traits communs plus ou moins importants en fonction du niveau d'intervention et de régulation des administrations responsables dans chaque pays européen.

En guise de conclusion, voici une série de constats nous pouvons tirer de ces deux journées de présentations et de discussions sur la période analysée (1992-2023) organisées pour les 30 ans de la convention de Malte. Ils pourront être pris en compte pour l'avenir de la convention à l'horizon 2032, lors d'un éventuel évènement à l'occasion de son 40^e anniversaire.

1. La convention a contribué à consolider les principes essentiels de l'archéologie préventive, elle en a défini un cadre et un vocabulaire (le terme même d'« archéologie préventive ») et a acté définitivement la différence entre l'archéologie de sauvetage et l'archéologie préventive qui semble désormais définitivement comprise en Europe. Il a été possible d'apprécier une amélioration globale de la situation par rapport au 20^e anniversaire de la convention en 2012 même si dans certains pays d'Europe, l'organisation et le financement de l'archéologie préventive restent encore lacunaires.
2. La majeure partie des données produites en archéologie sur le territoire européen est issue de l'archéologie préventive. La convention de Malte et son application, même de manière

différenciés selon les pays, a permis de renouveler entièrement la connaissance que nous avons du passé pour certains territoires et époques.

3. L'enseignement supérieur de l'archéologie a intégré, avec plus ou moins de réussite, les critères de professionnalisation de la discipline, avec la création de plusieurs parcours de master comportant le concept d' « archéologie préventive ».
4. L'archéologie préventive a créé un nombre d'emplois très important pour les jeunes diplômés, par rapport à d'autres disciplines proches concernant les sciences de l'Antiquité, comme l'histoire ou les lettres classiques. Néanmoins, dans bon nombre de pays, en raison de la libéralisation du secteur, la précarisation du travail des diplômés supérieurs de l'archéologie est la norme car les salaires ne sont pas à la hauteur de leur catégorie professionnelle²².
5. Les sociétés privées ont pris de manière progressive une conscience de leur rôle majeur en tant que financeurs des travaux archéologiques. En l'absence d'intermédiaires étatiques ou territoriaux forts, les archéologues subissent la pression de la baisse des prix de leurs services, de l'absence de financement des coûts de post-fouille et même parfois d'une privation pure et simple de moyens de communication de leurs propres résultats de recherche.
6. Une considération scientifique plus importante de tous les professionnels de l'archéologie et leur meilleure intégration dans les organismes de recherche ne pourra que contribuer à une meilleure valorisation de la profession et à une seule et unique pratique scientifique de l'archéologie.
7. La prolifération des données archéologiques est incommensurable. Il est nécessaire de réfléchir aux conditions de production de données. Autrement dit, il faudra rationaliser l'activité en y intégrant les problématiques scientifiques issues d'orientation et de programmations prospectives²³.
8. L'interopérabilité, la conservation, la diffusion et la réutilisation de ces données doivent être une priorité. Deux types d'archives sont concernés. Les archives des archéologues (rapports, images, cartes, dessins, etc.) doivent être homogénéisées et mises à disposition de la communauté scientifique. Les dépôts qui conservent les vestiges issus des fouilles archéologiques doivent être accessibles et le matériel susceptible d'être réétudiés à la lumière de nouveaux questionnements.
9. Il est nécessaire de réfléchir à la notion de la durabilité dans la pratique de l'archéologie non seulement en considérant la notion de « réserve » pour les générations de futures mais aussi en tenant compte des effets de l'artificialisation des sols induites par les aménagements et précédées par l'activité archéologique elle-même.
10. Les résultats des recherches doivent faire l'objet de publications scientifiques et de diffusions auprès de tous les publics afin de conserver le sentiment d'attachement à cette

²² Par moments, ils ont des conditions de travail qui s'apparentent à celles du *cognitariat* : de plus en plus spécialisés, abstraction, construction intellectuelle, journées sans limites de temps, Franco BERARDI (BIFO), « What does Cognitariat Mean ? Work, Desire and Depression », *Cultural Studies Review*, vol. 11, n° 2, 2005, p. 57-63.

²³ MINISTERE DE LA CULTURE, *Programmation nationale de la recherche archéologique : 2023*, Paris, Ministère de la Culture, 2024, 243 p. NAKALA. <https://doi.org/10.34847/nkl.3a3b7882> « L'élaboration de la programmation nationale de la recherche archéologique est l'une des missions du Conseil national de la recherche archéologique. Les membres du Conseil, avec le concours d'archéologues et de spécialistes des domaines concernés, ont validé en fin d'année 2023 le projet d'actualisation de la programmation nationale ».

discipline de la majeure partie de la société et d'éviter les réactions populistes contre l'archéologie.

Rescue Archaeology in Europe: Public Service or Commercial Market?

Jean-Paul DEMOULE

In France, it wasn't until 2001 that a law was passed to ensure the protection of archaeological heritage, requiring developers to fund rescue excavations prior to large-scale construction projects. This same law also led to the creation of the Inrap—but only 150 years after the French School of Athens, known for its extensive excavations of Delphi, Delos, and Malia, was founded. Why did it take so long?

Archaeology and national identity

Modern archaeology essentially only developed after the Renaissance. But at its roots, it grew at least in part from the erudite interests of scholars, princes, and ecclesiastical dignitaries for the glorious antiquities of the Graeco-Roman world, which were being rediscovered at the time. Material remains of this prestigious past filled (initially private) museums in cities across Europe and inspired the first planned archaeological excavations, such as those carried out at Pompeii.

Soon after, however, at the end of the 18th century, the notion of 'Nations' developed alongside the rise of Romanticism and the French Revolution. Up until this time, kings ruled their 'subjects' under 'Divine Right' (i.e., by the will of God), and expanded or reduced their kingdoms through wars and marriages. The 'Nations' that followed, though, were seen as 'communities of citizens', animated by a single destiny, sometimes by a single 'race', and whose origins lay shrouded in the mists of time. Archaeology was henceforth vested with a new mission: to legitimise these nations by revealing their glorious past. Thus were constructed what we now often call 'national narratives.'

While every nation developed its own, unique narrative, France's had a particularly inauspicious opening chapter: the defeat at Alesia. In March 2012, during the inauguration of the new Tschumi-designed museum at Alesia, then Prime Minister François Fillon (shortly before his own defeat in the presidential election...) described the defeat at Alesia as a 'founding' moment. Alesia was first excavated in the 1860s during the reign of Emperor Napoleon III, who had a grandiose statue of the vanquished Gaulish leader, Vercingetorix, erected at the site's summit. (Numerous excavations have been carried out since then, most recently by the Franco-German team led by our colleague Michel Reddé). As an act of flattery, the sculptor Aimé Millet gave the Gaulish hero the features of the emperor. Incidentally, this proved an ill-fated choice, as Napoleon III was subsequently defeated at Sedan in 1870 during the Franco-Prussian War. That defeat led to the establishment of the 2nd Reich, proclaimed in the *Galerie des Glaces* at Versailles in 1871.

The Gaul's defeat at Alesia was, in fact, just the beginning. The Romans were themselves defeated a few centuries later by Germanic armies, under the leadership of the Frankish king

Clovis. And the Franks, in turn, were eventually absorbed within the cultural mass of the conquered Gallo-Romans, leaving only a few Germanic words in the French, our Latin-derived language. This is why, in contrast to all other capital cities, none of the artefacts housed at the National Museum in the Louvre in the centre of Paris were found on French soil. Rather, the museum features artefacts imported or pillaged from Italy, Greece, and the East—which the French elites of the 19th and 20th centuries saw as their true cultural roots.

In contrast, the German national narrative opens with a victory, that of the German Arminius over the Roman Legions led by Varus in the year 9 AD. This event is illustrated by the bas-relief frieze that still graces the stairwell of the Old National Gallery in Berlin. (The scene is followed by a depiction of the Christianisation of the Germans by Saint Boniface and then Charlemagne.) As with Vercingetorix at Alesia, a gigantic statue of Arminius was erected near Detmold, featuring a bronze bas-relief of Kaiser Wilhelm the First at its base, fashioned from cannons seized from the French army at Sedan. Echoing the inauguration of the museum at Alesia, the Varusschlachts Museum recently opened in Kalkriese. Chancellor Angela Merkel made no mention in her speech, though, of a ‘founding victory’, preferring instead calls for peace.

This helps explain why the trajectory of rescue archaeology in France has diverged so significantly from that of many other countries. In fact, up until the 1980s, most of the archaeological sites discovered over the course of large-scale development works (such as underground car parks, motorways, high-speed train lines, and quarries) were more or less abandoned to the bulldozers. Today, we know that any new railway or motorway corridor is likely to come across at least one important archaeological site per kilometre of length on average. Admittedly, the post-war reconstruction effort had to prioritise urgent needs and initially focused on providing accommodation and rebuilding the industrial infrastructure. However, by the 1960s, at the height of the ‘*Trente Glorieuses*’, the country was once again rich, and under the auspices of Minister André Malraux, matters of culture regained their prominence. Significant resources were dedicated to refurbishing the historic façades of the capital, for example.

All in the name of the Market

Thus, it took 150 years for the French government to take a genuine interest in preserving the country's archaeological heritage, finally passing legislation on preventive archaeology on January 17th, 2001, and thereby creating the Inrap. However, no sooner was the new law adopted that it came under attack by the new conservative parliamentary majority, and it has faced opposition ever since.

The most problematic measure was opening up the ‘market’ for rescue excavations to private archaeological companies. More specifically, if the Ministry for Culture deems it necessary to carry out an archaeological excavation prior to construction, the developer gets to choose which company will carry out the excavations, with the various actors competing directly against one another to do so. The body selected may be the Inrap, a regional archaeological service or, just as likely, a commercial archaeological company who can generally propose a cheaper and more rapid intervention—to the detriment of scientific quality. The services of the Ministry of Culture retain a watchdog status. But starved of resources and personnel, they have difficulty carrying out this role.

One of the reasons private companies are able to offer a cheaper solution is thanks to a significant Research Tax Credit (CIR). In other words, public money from French citizens is used to help private companies compete against and even threaten the very existence of public services (e.g., Inrap and regional services), while at the same time lowering the quality of archaeological excavations and thus endangering our archaeological heritage. Of course, the granting of this credit is subject to the opinion of scientific experts who determine if the companies' activities truly constitute scientific research. But this opinion is purely consultative. In their ultra-liberal zeal, administrators at the Ministry for Finance (who opposed the creation of the Inrap) often ignore it and subsidise these commercial entities anyway. The Court of Auditors turns a blind eye to this, as does the Competition Authority, a so-called 'independent'¹ body close to the Ministry for Finance.

What's more, complaints have even been lodged by some companies against Inrap for unfair competition. A first was submitted to the French Competition Council and was not upheld. A second, more important one was then submitted to the European Commission in Brussels and is currently being investigated. If Brussels rules in favour of these companies, the consequences for the entire system of preventive archaeology in France would be catastrophic. The price war between archaeological entities has already led several private companies to fold, and the largest of them frequently faces severe financial difficulty. But the highly ideological *Direction des Entreprises* at the Ministry of Finance enables it to survive each time.

Archaeology in France is also a favourite target of regulatory critics. For example, according to certain passages by MPs Alain Lambert (then UMP) and Jean-Claude Boulard (PS) in a 2013 report on administrative standards, the 'duty of archaeological memory' sometimes obstructs the 'duty of the future'. Preventive excavations, as a consequence, ought to be severely limited. This call was made partly reality with Measure No. 14 of the government's '50 new simplification measures for businesses', released in October 2014 under pressure from construction and public works lobbyists. It states—in somewhat obscure terms—that 'when the nature of the land is known to be unfavourable to the preservation of archaeological remains, alternative sounding techniques, especially non-destructive auscultation, should be used to make a diagnosis more rapidly.' In plain English, this means it would no longer be necessary to carry out a traditional preliminary archaeological survey on roughly 10% of developable land. Instead, archaeologists would have to content themselves with 'non-destructive' electrical prospecting, which comparative studies has shown misses 80% of the sites uncovered by so-called 'destructive' surveys.

Fortunately, not much changed on the ground as a result. But we are all aware of the persistent rhetoric pushing for simplified building standards. Such rhetoric has led to policies like the very recent law on the 'evolution of housing, development, and the digital economy' (Elan), which lowers accessibility requirements for the disabled. As far as buildings are concerned, it also effectively tied the hands of the *Architects des Bâtiments de France*, whose required 'assent' was downgraded to the rank of a simple, non-binding 'advisory opinion.' In the current context, there is every reason to fear that new assaults on preventive archaeology can be expected in the near future. As recently as 2024, the French government made new

¹ In this instance, the term 'independent' is used—or should we say, 'abused'—to mean a body whose members are nominated rather than elected by their peers.

reference to the heavy weight of ‘standards and regulations’, invoking the need for a ‘regulatory overhaul’. Of course, archaeology has not been mentioned for the moment, but it seems likely the subject will come up at some point, and archaeologists must remain vigilant. This is especially true considering that the rules governing archaeology can be especially vague, leaving room for regression. We saw these effects of this recently in Hungary, where a new law has greatly restricted the time and budget allocated to rescue archaeology.

Unfortunately, this is not unique to Hungary, and political threats to preventive archaeology, although much reduced, are always ready to reappear in France. In January 2024, for example, Éric Ciotti, deputy for the Alpes-Maritimes, had the Prefect annul the order imposing archaeological requirements on massive earthworks in the Vésubie valley, an order he described as "grotesque and ridiculous, drawn up by technocrats out of touch with reality". More seriously, on 4 and 5 April 2024, during the restoration of the castle of Dampierre-en-Yvelines, the Minister of Culture, Rachida Dati, declared that "one shouldn't excavate just to please oneself" and that she preferred "to put money into restoring our heritage rather than digging a hole just for the sake of digging a hole". At the same time, on the social networking site X (formerly Twitter), she stated that she wanted only 'essential archaeological requirements' to be retained and that 'exceptions to archaeological requirements' should be possible. These statements naturally provoked several reactions, including an article by archaeologists in *Le Monde* on 13 April,² and around fifteen media outlets picked up the story. The Conference of Regional Curators of Archaeology (CRA), the regional arm of the Ministry of Culture, was also moved by such a disavowal from their supervising minister.

In point of fact, though, neither the costs nor the delays associated with rescue excavations are prohibitive. There are myriad constraints (e.g., depollution, water table, geological testing, ecology, etc.) that attract little attention and that well-organised developers see to without issue. As regards the costs of archaeological investigations, they rarely exceed 1 to 2% of the total cost of the development and are, in any case, recouped via TGV tickets, tolls, and housing prices. Large developers are perfectly aware of this, and they now use their participation in archaeological works as an opportunity for self-promotion.

The destruction continues

Of the 50,000 hectares of land developed in France every year (roughly equivalent to an area the size of a French *Département* every decade), only about 15% to 20% are subject to archaeological testing. Of these, only one case in five results in a full excavation. This means that barely 4% of the developed land surface is actually excavated, and this work generally takes a matter of weeks or, at most, a few months. Finally, certain fields of daily activity, such as large-scale deforestation and especially agricultural work, entirely escape archaeological supervision. Modern agricultural machinery penetrates deep beneath the surface and is capable of gradually reducing ancient walls to dust, as attested by aerial imagery. This silent destruction currently accounts for at least half of the damage done to the archaeological record.

To this we must add the growing consequences of global warming: rising sea levels, desiccation of wetlands, and the melting of glaciers. This type of destruction is not covered by archaeological legislation, although it has been suggested that it could be covered by the

² Françoise BOSTYN *et al.*, « L'archéologie, ce n'est pas 'creuser un trou pour un trou' », *Le Monde*, 13/04/2024.

development tax earmarked for archaeology. Collected directly by Inrap, this tax was long in deficit, with Finance Ministry officials clearly unable to calculate it properly (i.e., in line with archaeological needs). Since 2022, it has been collected directly by the Ministry of Finance and, miraculously, it has reached the desired level. Nevertheless, the Ministry keeps a good quarter of the tax for itself and pays the rest to Inrap.

It would be useful to have equivalent statistics for all European countries, showing land areas subject to development each year and those that have been investigated archaeologically and actually excavated. These figures exist for certain countries but are seriously lacking for others. They are, however, vital when it comes to defining meaningful policies around rescue excavation, particularly in the context of the European Association of Archaeologists.

In terms of the history of what is now France, for want of a ‘national narrative’, archaeology has in fact turned our knowledge on its head and destroyed many clichés over the last three decades or so. Prehistoric man was not a thick brute, but lived in harmony with his environment and enjoyed a healthy diet. And we all carry Neanderthal genes within us. The invention of agriculture and animal husbandry—those millennia most often forgotten in our school education and culture—constituted the most radical revolution in history to date, responsible for humanity's demographic boom, the spread of warfare, and the emergence of the first social hierarchies, among other things. The Gauls didn't live in huts in the middle of the forest, and they didn't eat wild boar like Obelix in *Asterix*! Rather, they lived in real cities, surrounded by a countryside that was more deforested than it is today and criss-crossed by large agricultural estates. Antiquity didn't end in a sea of bloodthirsty ‘barbarians’, possessed by evil, but over a slow and gradual period of ethnic recomposition and cultural mixing. The Middle Ages were not a ‘long night’, but the first industrial revolution, paving the way for the 19th century. And so on.

Archaeology is—or could be—an opportunity to reflect on the identity of societies and their constant evolution, on migrations and continual intermingling, on the collapse of societies and their relationships with the environment, as well as on power and the resistance to power.

Despite the efforts of a number of individual educators, though, integrating all of this into school curricula remains a struggle. There is still a lack of regular archaeological programmes on television channels, in contrast to Great Britain, Scandinavia, and Japan. There have been plenty of attempts, but they always fall foul of the intellectual laziness of channel directors, who tend to transmit their own disinterest in the subject back to their audience. And compared to Scandinavia, the US, or Canada, France tends to lag behind in the field of museography.

The European Union's Political Choices

The issue of rescue archaeology is a European question, though, not just a French one. Since 1992, it has been regulated by the Malta Convention (also known as the Valetta Convention). However, the Malta Convention does not say anything about either the financing of rescue archaeology or its organisation, which is why the latter varies considerably from nation to nation. At present, depending on the country, two main approaches emerge: on the one hand, the state is seen as the principal actor, not only in the supervision but also the organisation of archaeology; on the other, archaeology is seen almost as an economic activity like any other and therefore part of the market economy.

These two scenarios can be found more generally in the overall administrative and political structures of Europe. The best option of all might be to build within Europe a common framework of public services by fusing the various national services. Thus, a single European postal system, a single public transport system, a single power supply service, a single health insurance system, and so on. The second option, in practice today, is essentially the opposite. We have opted to progressively eliminate the public services of each European nation and hand them over to the private sector (so-called ‘free and fair competition’, as they say in Brussels), in a process which is more advanced in some countries than in others. Consequently, we have a multitude of competitive private companies, each with the possibility of working anywhere within the European economic space. In the first case, we are dealing with public services whose only *raison d’être* is to serve public interest. In the second, we have private companies whose overriding goal to be profitable. In doing so, they are meant to offer the best possible service to the consumer—assuming, of course, they have all the objective information they need to make an informed choice.

The first model belongs to the social-democratic political tradition—or, at least, a watered-down version of the same, sometimes referred to as ‘Rhineland capitalism’. The second belongs to the British and American traditions of economic liberalism or ultra-liberalism, which grew to considerable prominence under the leaderships of Ronald Reagan and Margaret Thatcher. Surprisingly, the citizens of Europe have never benefitted from an open political debate on the essential question of what type of society should be pursued. In practice, it is the liberal model that has come to the fore in common European policy. Admittedly the pressure exerted by this model is not limited to Europe. In fact, it originates in the US and is applied through international bodies such as the World Trade Organization, the International Monetary Fund, and the World Bank, among others.

In the case of Archaeology, the results of privatization have been pretty negative in many European countries. As we’ve seen in France, there has been an overall decline in quality and working conditions, scientific documentation has become dispersed, and levels of recording vary greatly depending on the companies and sites involved. This trend is even more pronounced in the United States. Some companies are known for having never found a single archaeological site during testing! In contrast, Japan is an industrialised country that devotes tremendous time and resources to archaeology (1 billion euros and 6000 archaeologists). For a long time, archaeology in Japan was largely a public service. It was administered by local governments, and there were practically no private companies, until the ultraliberal policies introduced by the present government.

When we speak of the current ‘crisis’ in Europe—or, more precisely, in the EU—we might ask ourselves if this particular vision of society, where everything is subject to competition, might not actually be a deep-rooted and primary cause of that crisis. Instead of solidarity between citizens, we have in fact been promised ‘*a condition of war of everyone against everyone*’, as described by the English philosopher Thomas Hobbs in the 17th century. It should be noted that while the EU has taken numerous initiatives to create a large financial and economic market, a common currency, increased commercial competition and privatisation of public services, it has done precious little in other essential areas such as taxation, pensions, social rights, labour laws, education and culture. Admittedly, it does award the title of European City of Culture to two European cities each year. And it has proclaimed this the ‘Year of European cultural heritage’. It has also attempted to unify European

university systems through the ‘Bologna Process’ of 1999, adopting the prevailing system used in the English-speaking world. A large part of the disillusionment currently felt by EU citizens is not due to immigration, an issue that has been manipulated by the far right in several countries, including France, Italy, Germany and several Central European countries; instead, it springs from this marked contrast between restrictive commercial and financial rules and a complete lack of ambition in the social, political, and cultural domains.

In this wider context, the problems facing archaeology are only symptoms of a much more serious and alarming affliction.

Beyond Europe

All that being said, rescue archaeology in Europe is far from being the worst in the world. The situation in developing countries is far more concerning. There are only a few dozen archaeologists employed on the entire continent of Africa, which is three times larger than geographical Europe and six times larger than the European Union, which itself boasts between 25000 and 30000 archaeologists. Even China, which is a highly organised state, has only 2000 professional archaeologists for an area similar in size to geographical Europe.

It is significant that, while there are UNESCO Conventions governing a wide variety of subjects, none deal with rescue archaeology, with the exception of the very old *Recommendation on International Principles Applicable to Archaeological Excavations*, issued in New Delhi in 1956. As its title indicates, it is a non-binding recommendation that has had little real influence.

Under the auspices of UNESCO, however, a number of decisions have been made which highlight the interest taken by states in archaeological heritage. The signing of the *International Charter for the Conservation and Restoration of Monuments and Sites* (known as the ‘Venice Charter’) in 1964 led to the creation of the *International Council on Monuments and Sites* (or ICOMOS) in Warsaw in 1965. Likewise, 1964 saw the launch of a mammoth UNESCO campaign to save the temples of Nubia and Egypt, threatened by the rising waters of Lake Nasser after the construction of the Aswan Dam. A certain number of countries took part in the campaign, and it is paradoxical that, fifty years on, no other large-scale international rescue operations of the like have seen the light of day. The large dams erected on the Euphrates in the 1990s, for instance, submerged thousands of archaeological sites without any kind of large-scale intervention. The ancient Greek city of Zeugma in Turkey underwent only very summary and insufficient rescue excavations, undertaken in very difficult conditions by international teams.

The early 1970s saw the Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property, which was signed in Paris in 1970 (UNESCO 1970) and the *Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage*, also signed in Paris in 1972 (UNESCO 1972). The latter gave rise, exactly forty years ago, to the World Heritage Center, which has since drawn up a list of almost 1,000 archaeological sites throughout the world that are considered to be of global significance to humanity. Some of these sites, such as Angkor in Cambodia, have been included in the separate List of World Heritage in Danger. Lascaux Cave in France was recently considered for inclusion on this list as well. In any case, inclusion on the list doesn’t guarantee UNESCO financial aid, since the organization itself has relatively limited funds.

Instead, the list is intended to encourage each country concerned to better protect the sites in question. It should also be mentioned that the 1,000 sites on the list are all high profile, prestigious sites. Without exaggeration, if we extrapolate from the statistics I quoted earlier for France, it is likely that up to 1,000 archaeological sites are destroyed in the world every day due to development work, and this destruction occurs most of the time without any rescue excavation.

The Past in the Future?

For all these reasons, it's clear that archaeologists cannot just be scholars, confined to their erudite research. They are also citizens, and it is their responsibility to protect the archaeological heritage, both in their own country and internationally. Just as it is their responsibility to prevent the manipulation of the past in the service of some of today's more reprehensible ideologies.

However, I do not wish to end on a pessimistic note. In recent years, archaeological research has contributed greatly to our knowledge of Europe's past. Even if archaeological heritage is by definition non-renewable, many sites have been preserved—at least through documentation—thanks to preventive archaeology. What's more, archaeological methods and techniques are constantly evolving. To take just a few examples, laser and Lidar (light detection and ranging) prospection now enables us to discover sites in mountainous and forested areas. Physico-chemical analyses tell us more and more about the composition and circulation of materials. Strontium analysis allows us to highlight kinship relationships. Genetics studies also shed light on kinship as well as the movements of individuals and populations. (Although, we must be careful not to fall back into the errors of 19th-century physical anthropology, where, according to a model that could also be called 'Kossinian', the terms 'people' and 'race' were used interchangeably. This year's recent genetic results from the Bell Beaker Culture clearly show that there is no coincidence between genetic heritage and material culture.)

In any event, by way of conclusion and a return to Europe, we face an important choice: to accept commercial competition as fate, with all its negative consequences; or to continue to argue that scientific quality, ensured by public scientific bodies, is more important than the Holy Rules of the market economy and its 'free and undistorted competition.'

Three decades of the Valletta Convention – nearly three decades of EAA, in a constantly changing archaeological context

Eszter BÁNFFY

Shortly after I was invited to give a talk as the President of the European Association of Archaeologists (EAA), I learned that my colleague and friend and our former Vice President, Hrvoje Potrebica, had also been asked to say a few words on the EAA's behalf. As a result, I felt I could expand the scope of my own talk a little. I will start by discussing the current state of affairs in two countries where I've recently worked, Hungary and Germany, in the aftermath of the Valletta Convention and with special attention given to its impact. I'll also present some conclusions for the EAA and its role in addressing challenges both old and new, then examine some of the threats faced by Europe's archaeological heritage.

I would like to begin with a rather banal statement: namely, that the Valletta Convention kick-started a new era in the field of archaeology. It must have been clear, 30 years ago, that future events both foreseen and unforeseen would come to shape its implementation. The Convention offers guidelines for reconciling the requirements of archaeologists and developers and states that sufficient time and resources must be allocated to scientific study. At the time of its publication, one important historic change had already occurred: the fall of the Iron Curtain, which granted Western and former Socialist countries the opportunity to begin rebuilding bridges and working towards a unified European archaeological heritage and field of study.

One main objective was to reconnect the distinct and isolated Eastern and Western archaeologies and lead to dialogue. Bereft of the Western European theoretical debates and literature of the early nineties, many experts living and working in post-Socialist countries were hearing about movements like post-processual archaeology for the first time in their lives. At the same time and very quickly after the fall of the Berlin Wall, an increasing number of large-scale construction projects, such as motorways, quickly appeared on the scene. With them came systematic preventive archaeological field operations to a degree never before imagined. This included documentation, increasingly unified standards, aerial archaeology (previously forbidden outright as a military secret)—all accelerating rapidly. Many smaller and some large, nationwide initiatives and organizations were established to fulfil the tasks of diagnosing, excavating, documenting, proceeding, and publishing, as well as disseminating the results to the public.

It was at this time and for this reason that the EAA was established in 1994. The EAA is a membership-based organisation open to all professional archaeologists in Europe. Although it can bring no sanctions to bear and it has no legal authority to enforce its codes of practice, it represents professional archaeologists working in Europe as they endeavour to protect and interpret the archaeological heritage for future generations.

In the examples to follow, I will show just how much has been accomplished in the last three decades—and also how much more is left to be done!

In Hungary, things moved as described above. Large-scale construction archaeology turned the discipline and its practice upside down. Since 2010 and the time of the right-wing government, the original and fairly transparent structure of cultural heritage management has been changed no fewer than 48 times (June 2023). After a decades-long period of destruction, we daresay that a well-functioning system of some kind has finally been established at the National Museum for development-led contract archaeology, with some useful solutions and rules governing archaeological assessments. Unfortunately, this doesn't come close to compensating for the minimal effort seen in museum maintenance, higher education in archaeology, and everything else necessary to advance beyond a vegetative state. The only exceptions where high subventions occur are the several newly established parallel institutions founded by the nationalistic government. The activities of these institutes often represent pseudoscience, as they do not follow scientific research questions, methodology, and procedures. It must also be noted that the government is quite ruthless in changing the rules when it comes to history politics (e.g., the glorious, invented past, as part of the often far-right nationalistic discourse) or even mere financial interests, preferring to maintain their freedom to tear buildings down or build them up as it suits their taste and appetite. In terms of saving important landscapes and historic sites, the effects are devastating.

One possible example of this is the Hungarian government's last-minute withdrawal of their support to see the Roman *limes* that flank several countries registered on the UNESCO World Heritage List. Doing so put the remaining countries' chances of success at significant risk. Today, most of the Roman *limes* are contained within World Heritage sites, except for the section in Pannonia (modern-day Western Hungary).

On a more positive note, there are numerous, well-meaning, often successful initiatives that have come out of Germany. Each of the federal states works a bit differently from a regulatory standpoint, unlike the German Archaeological Institute (DAI), where I worked for a decade. Established back in the early 19th century, it operates above the federal level and works to meet the cultural and diplomatic needs of archaeologists worldwide.

The DAI introduced pioneering programs for Syrian archaeologists fleeing Syria during the Syrian War. For example, using 3D imaging, the DAI and Syrian archaeologists and museum curators worked together to create virtual reconstructions of destroyed heritage monuments in Syria. Likewise, immediately after the start of Russian aggression against Ukraine, the DAI launched a campaign of robust support to save exhibited and stored finds in museums, digitalise documentation, and publish a profound book on Ukrainian archaeological research. The Institute also distributed stipends for colleagues, both for those who had the chance to travel and those working internally in Ukraine.

Overall, the goal of the DAI is to decrease threats to and actively promote the preservation of archaeological heritage, as evidence by programs like *Stunde Null*, the Archaeological Heritage Network, and its strong participation in the European Union's "European Cultural Heritage Year" in 2018. Another important initiative of note is the new Groundcheck program, which works to save (or at least monitor) archaeological heritage in danger of destruction due to climate change, from the Scottish Orkney Islands, already partly submerged, to melting glacier and desert sites.

Now, I put on my hat as EAA president and come to you with a plea.

During our study of challenges and opportunities in heritage preservation, we came to realise that all 17 of UNESCO's Sustainable Development Goals (2016) are archaeologically relevant. However, at present, awareness of these goals varies greatly from region to region. In Great Britain, for example, each new plan or lecture given at the British Academy starts by relating the material to a relevant SDG and explaining how it might contribute to this goal. Likewise, the colourful etiquettes of the 17 SDGs are displayed on the glass walls of the largest German state-owned investment and development bank, based in Frankfurt. But even so, the visibility of these goals across the continent (including in Germany) and specifically as they relate to the world of archaeology and heritage management is incomplete. Their relevance to the past is poorly known or integrated. This observation leads me to urge UNESCO to consider updating the SDGs to include a diachronic perspective. By incorporating insights from archaeology, we can enrich our understanding of historical adaptation, resilience, and creative solutions, and better address almost all of the goals.

Finally, allow me to highlight how the EAA plans to address upcoming challenges and explore some new opportunities for the future.

The EAA's primary mission has always been to support archaeology across Europe in its broadest sense. In 2008, during the global financial crisis, we saw the traditional East-West divide give way to a new North-South fault line. This shift required the EAA and European archaeology more generally to develop novel strategies to address a new set of rapidly expanding inequalities.

INRAP and other leading heritage institutions worked hard to identify the causes and suggest improvements for job opportunities and contract archaeology. The EAA became a valuable forum for debating different approaches to archaeological heritage management across Europe. At the 2009 Riva del Garda meeting, for example, European archaeologists discussed the various issues caused by the economic crisis, focusing on its impact on experts and employment. The resulting papers were published, and the book became a widely used resource, serving almost as a handbook.

The EAA 2016 meeting in Vilnius represented another significant milestone. In light of the 25th anniversary of the Valletta Convention, three distinct sessions were dedicated to preventive archaeology, leading to a widely cited publication.

The EAA acknowledges that the climate emergency and biodiversity crisis are among the most profound challenges of our time. The climate crisis transcends political, national, and organizational boundaries. Archaeologists have a moral and ethical responsibility to not only react to the impacts of climate change on cultural heritage but also to address climate change in all aspects of their work, regardless of statutory requirements. Archaeologists can lead by example in climate action and should adopt a proactive approach to the climate crisis. Such a stance is the focus of the EAA Community entitled *Climate Change and Heritage*, which primarily acts across two main themes:

1. Challenges posed by climate change to archaeological heritage; and
2. Archaeology leads to understanding! Reflection on past human behaviour is critical for ensuring continued human existence.

The EAA Statement for the year 2020 was all about mitigating the effects of climate change on heritage.

Looking back a few years, we remember how shocked much of the world was by the results of the Brexit referendum in 2016. UK archaeologists form an essential part of EAA membership, adding to the challenges of international cooperation. We must work to maintain ties with our British colleagues, their universities and academic world, and support their participation in European grant schemes. The EAA and European archaeology extend beyond the borders of the European Union.

Of course, everyone is already familiar with what came next: the Covid19 pandemic, with all of its terrible consequences and a handful of benefits (e.g. improvements to virtual meetings). The EAA took a pioneering role by organizing a fully hybrid annual meeting in 2022. Moving forward, our plan is to continue with hybrid conferences, maximizing onsite attendance while including members who cannot travel.

Along with these changes, the EAA adopted a new structure in 2021. The goal was to increase, extend, and partially delegate knowledge and expertise, which is crucial as our membership, now exceeding 4,000 members, continues to grow. This structure includes top-down advisory committees and several bottom-up communities, one of which is the Climate Change and Heritage Committee.

Finally, I must address the once unimaginable situation of Russian aggression against Ukraine and its consequences in Europe. From the first day of the war in Ukraine, the EAA has endeavoured to offer extensive support to its Ukrainian members, ensuring they remain integral to the European archaeological community. Ukrainian colleagues can participate in our annual meetings without membership and registration fees, and the hybrid format has provided a valuable opportunity for online attendance. Meanwhile, all cooperation with Russian and Belarusian institutions has been immediately suspended. However, as a gesture of our sympathy, Russian and Belarusian members are still invited to attend our meetings as individuals, without institutional affiliations.

To conclude: the Valletta Agreement marked the beginning of a new era in archaeology and heritage management. It laid the cornerstones, acknowledging that change is a constant in life. Over the past 30 years, we have faced numerous changing circumstances. Nevertheless, we remain committed to our vision, even if the path to achieving our goals now seems more challenging than it did in 1992.

Mise en œuvre de la Convention de La Valette en Italie et du Géoportail national pour l'archéologie¹

Elena CALANDRA
Valeria ACCONCIA
Valeria BOI
Annalisa FALCONE

Convention de Malte et gestion des recherches archéologiques en Italie²

Bien que la Convention de Malte ait été ratifiée assez tardivement, par la loi 57/2015, les politiques de protection du patrimoine archéologique sont profondément ancrées dans le cadre réglementaire italien. C'est pourquoi la ratification n'a pas nécessité de modifications majeures de la loi, dont les principes étaient déjà pleinement conformes à celle-ci. Par exemple, la gestion d'un inventaire des découvertes et des zones soumises à des mesures de protection spécifiques³, l'obligation de signaler toute découverte accidentelle aux pouvoirs publics⁴, mais aussi les mesures visant à empêcher l'exportation permanente d'objets protégés, de propriété publique ou privée⁵.

Un des domaines dans lequel la Convention de Malte a eu le plus profond impact en Europe est celui de la réglementation des recherches archéologiques liées à la réalisation de travaux publics, et plus généralement celui se rapportant aux transformations territoriales et urbaines. En effet, on peut dire que le développement de l'archéologie préventive a également entraîné le développement de la figure de l'archéologue professionnel et des entreprises du secteur, ainsi que la prise de conscience de l'importance des bases de données archéologiques, de leur mise à jour et de leur degré d'ouverture au public. À cet égard, nous analyserons ici les différentes modalités d'exécution des fouilles archéologiques en Italie, avec une attention particulière aux fouilles préventives. Nous présenterons ensuite le Géoportail National pour l'Archéologie (Geoportale Nazionale per l'Archeologia, GNA) qui, selon la définition proposée dans la page d'accueil du projet, « ... est le point de collecte et de partage en ligne des données résultant des recherches archéologiques menées sur le territoire italien. L'objectif premier du projet est la création d'une carte archéologique dynamique du territoire national,

¹ Certains passages de cet article apparaissent également, en anglais, dans Elena CALANDRA, Valeria ACCONCIA, Valeria BOI, Annalisa FALCONE, « The Central Institute for Archeology (Rome) and the National Geoportal for Archaeology », dans *Big Data in Anthropology and Archaeology: From Italy and the Old World*, Francesca FULMINANTE and Emeri FARINETTI (éds), en cours de publication.

² Elena CALANDRA.

³ Les biens soumis à des mesures de protection spécifiques sont publiés dans le Catalogue national du patrimoine culturel et peuvent être librement consultés sur le portail web de l'Istituto Centrale per il Catalogo e la Documentazione (Institut central de catalogage et de documentation, ICCD) : <https://catalogo.beniculturali.it/>

⁴ Code du patrimoine culturel et du paysage (Décret législatif n° 42/2004), article 90.

⁵ Code du patrimoine culturel et du paysage (Décret législatif n° 42/2004), Chapitre V « La circulation dans le contexte international ».

pouvant évoluer facilement au fil du temps, libre d'accès et aisée à consulter, ouverte à la réutilisation et à l'intégration par tous les utilisateurs⁶ ».

Le besoin d'une base de données archéologiques se faisait sentir depuis un certain temps. Immédiatement après l'introduction de la discipline de l'archéologie préventive (L. 109/2005 et, l'année suivante, le décret législatif 63/2006), le Ministère de la Culture (l'ancien MIBACT) et les universités ont travaillé conjointement à la « Première Commission mixte pour la création du système d'information archéologique des villes italiennes et de leurs territoires » (2007), suivie en 2009 par la « Deuxième Commission mixte pour le développement et l'élaboration d'un projet de création du système d'information territorial du patrimoine archéologique italien ». Les deux commissions auraient dû aboutir au Système National d'Information Archéologique Territoriale (SITAN). Le projet n'a pas complètement été mis en œuvre, à l'exception d'un accord signé en 2011 pour concrétiser le réseau de recherche NADIR (web-gis contenant des données territoriales résultant de recherches archéologiques menées par les Universités de Bologne, l'Université Sapienza de Rome, l'Université de Sienne, ainsi que celle de Lecce⁷).

Au cours de ces mêmes années, une commission d'archéologie préventive, présidée par Stefano De Caro, Directeur Général des Antiquité du Ministère de la Culture, a été responsable d'une importante réflexion sur le sujet, basée sur les besoins spécifiques de l'aménagement du territoire⁸. C'est précisément dans ce contexte, en collaboration avec l'Institut Central de Catalogage et de Documentation du même Ministère (Istituto Centrale per il Catalogo e la Documentazione, ICCD), qu'un modèle de classement spécifique, appelé MODI (module d'information), a été identifié comme norme descriptive des données territoriales, qui constitue désormais la base du modèle de données développé pour le GNA. Le travail réalisé par cette commission appelé De Caro fut inclus dans les circulaires ministérielles de 2012⁹ et 2016¹⁰ qui conduira, avec les transformations dues à l'évolution législative, aux *Linee guida* (Lignes directrices) publiées en 2022 et toujours en vigueur¹¹.

C'est aussi en 2016 que va naître l'Institut central pour l'archéologie (Istituto Centrale per l'Archeologia, ICA), créé pour l'étude et la recherche, notamment en ce qui concerne l'élaboration des lignes directrices et des normes standards¹². Son objectif principal est la conception d'une carte archéologique du territoire national, collectant à la fois les données d'archives et les nouvelles découvertes, et définissant une norme unique pour la collecte de la documentation des nouvelles études.

Entre la circulaire de 2012 et celle de 2016, il y eu une loi, en 2014, qui peut idéalement être considérée comme l'incipit du GNA, à savoir le « Protocole d'accord pour la création d'un Géoportail National d'Archéologie » entre ministère de la Culture et le Conseil national de la

⁶ <https://gna.cultura.gov.it/>

⁷ Antonio GOTTARELLI, Giuseppe SASSATELLI, « Strategia progetto e sviluppo tecnologico del portale NADIR – Network archeologico di Ricerca », dans *Archeologia e Calcolatori*, Supplemento 7, 2015, pp. 179-185.

⁸ Stefano DE CARO « L'Archeologia Preventiva e la standardizzazione dei dati », dans *SITAR - Sistema Informativo Territoriale Archeologico di Roma - Atti del I Convegno di Studi, Roma 26 ottobre 2010*, Mirella SERLORENZI (éd), Roma, Iuno Edizioni, 2012, pp. 47-51.

⁹ http://www.archeologiapreventiva.beniculturali.it/documenti/Circolare_010_2012.pdf

¹⁰ https://www.archeologi.org/sites/default/files/inline-files/Circolare_01_2016-archeo%20preventiva.pdf

¹¹ Decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 14 febbraio 2022.

¹² Decreto del Ministro della Cultura n. 46 del 3 febbraio 2022, art. 21, c. 2, e.

recherche, qui avait pour objectif de créer une infrastructure géographique nationale pour la protection et la valorisation du patrimoine culturel.

Le GNA rassemble les tentatives antérieures et les met en œuvre dans un système plus large et plus organique, aidé par le perfectionnement continu des moyens technologiques au cours des dernières années. En outre, le changement se fait également ressentir, au niveau législatif, dans le passage des lignes directrices internes, confiées à des circulaires qui n'avaient aucune force juridique en tant que telles et étaient adressées aux Surintendances (à l'époque uniquement archéologiques), aux *Lignes Directrices* de 2022 dérivant de l'art. 25 du décret législatif 50/2016 qui restent toujours en vigueur en vertu du décret législatif 36/2023.

Fouilles archéologiques. Les interventions réalisées à des fins de protection¹³

Jusqu'à la formalisation de la réglementation de l'archéologie préventive, la loi réduisait la recherche archéologique à deux options : les fouilles promues directement par l'État via le ministère compétent, et celles confiées en concession à des universités ou à d'autres organismes de recherche. Depuis des décennies, les Surintendances avaient déjà pris l'habitude de suivre, par l'intermédiaire d'archéologues professionnels ou d'entreprises privées, les activités de fouilles lors des grands travaux publics. Quoi qu'il en soit, il s'agissait d'une simple assistance aux travaux publics et non d'une évaluation préliminaire archéologique à proprement parler¹⁴.

Pour la première fois, en 2005, l'archéologie préventive est officiellement instaurée, introduisant légalement l'adoption de la recherche archéologique comme outil de protection du patrimoine culturel visant à orienter et à soutenir les projets de travaux publics¹⁵.

Un autre aspect profondément lié aux dispositions de la Convention de Malte est celui du choix des professionnels pouvant intervenir dans le cadre de l'archéologie préventive : c'est dans cette loi qu'est précisé pour la première fois, en Italie, le niveau de formation des archéologues professionnels chargés d'activités spécifiques. Elle exige que l'auteur de l'étude préliminaire, qui consiste en la collecte et l'évaluation des données déjà connues, ait obtenu un doctorat ou « une école de spécialisation », c'est-à-dire un diplôme académique spécifiquement italien qui correspond à un cursus de deux ans après le master. À l'époque, le mot archéologue n'était jamais mentionné dans le Code Italien du Patrimoine Culturel, en vigueur depuis 2004. Le Code fut modifié en 2014 à l'issue de la promulgation de la loi 110 de 2014. Cette loi a assurément ouvert la voie au Ministère de la Culture pour établir, enfin, des critères sans ambiguïté de qualification académique et d'expérience professionnelle, équivalents au cadre de qualification européen, afin de définir l'identité professionnelle des archéologues et autres professionnels du patrimoine culturel. Le décret approuvé en 2019 scinde les catégories d'archéologues en trois domaines : ceux qui peuvent travailler en tant que professionnels de terrain), avec la coordination de collègues plus experts, après avoir obtenu un diplôme de trois ans et avec un an d'expérience (premier cycle) ; ceux dont les fonctions peuvent être plus articulées une fois le master obtenu (deuxième cycle) ; et enfin les

¹³ Valeria BOI.

¹⁴ Luigi MALNATI 2005, « La verifica preventiva dell'interesse archeologico », dans *Aedon. Rivista di arti e diritto online*, 3, <http://www.aedon.mulino.it/archivio/2005/3/malnati.htm> (consulté le 18 avril 2024)

¹⁵ Loi 109/2005: <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:2005-06-25;109>

archéologues titulaires d'un diplôme de troisième cycle, possédant une expérience adéquate (niveau EQF8), pouvant réaliser les activités de planification et de coordination.

Depuis sa première rédaction jusqu'à sa formulation actuelle, la législation sur l'archéologie préventive en Italie ne concerne que les travaux publics, donc ceux entièrement financés par l'État. Quant aux travaux réalisés par des particuliers mais destinés à l'utilité publique, l'ampleur du financement public accordé est estimé de la sorte : si au moins 50 % du financement de la construction provient du secteur public, les travaux font l'objet de procédures d'archéologie préventive.

Les procédures d'archéologie préventive en Italie suivent un déroulement des opérations (« *workflow* »/« flux de travail ») standardisé, dans lequel la séquence des activités est restée sensiblement inchangée en presque 20 ans depuis la première loi. La première opération, que l'on peut définir comme « phase zéro », consiste en une « étude préliminaire » : la collecte et la structuration des documents d'archives et bibliographiques, intégrées par la prospection archéologique du territoire, les données géomorphologiques et la prospection aérienne.

Ensuite sont réalisées les investigations archéologiques directes, qui sont constituées de niveaux d'approfondissement progressifs : la première phase comprend l'exécution de carottages, de prospections géophysiques et géochimiques et de tranchées archéologiques ; la deuxième phase, réalisée en cas de découvertes lors de la précédente phase, prévoit la réalisation de tranchées nouvelles/plus grandes et/ou fouilles en aire ouverte. Ce processus d'opération vis-à-vis des phases du projet reste inchangé dans la formulation ultérieure de la loi sur l'archéologie préventive, qui est insérée dans le Code des marchés publics avec le décret législatif 163/2006, approuvant formellement son application aux seuls travaux soumis à cette norme, comme mentionné précédemment.

En 2016, avec l'approbation du décret législatif 50/2016 (Code des marchés publics), la situation change radicalement et toutes les enquêtes archéologiques, y compris les éventuelles fouilles à ciel ouvert, sont prescrites par la loi comme « complémentaires au projet de faisabilité », c'est-à-dire faisant partie de la première phase du projet, avant le choix du lieu de réalisation des travaux. L'application réelle de cette règle est difficile, notamment en raison des problèmes d'accès aux terres qui ne sont pas encore soumises aux procédures d'expropriation.

Dans ce contexte déjà complexe se sont insérées des règles spécifiques à la suite de la pandémie de Covid 19, lié à la nécessité de promouvoir la reprise économique (plan européen Next Generation EU). Le résultat est une conciliation maximale entre les besoins de planification et ceux de protection des contextes archéologiques. Donc, le nouveau Code des marchés publics (le décret législatif 36/2023) approuvé en mars 2023 et pleinement en vigueur depuis le 1er janvier 2024, modifie substantiellement le paysage, conformément à la stratégie initialement adoptée pour un nombre limité de grands travaux publics, financés avec les ressources du Plan national de relance et résilience (PNRR), le plan national de relance financé avec des ressources européennes post-Covid. Maintenant, seule la phase zéro, soit l'étude préliminaire, est réalisée avant l'approbation du projet, tandis que toutes les interventions qui doivent être réalisées directement sur le terrain, y compris les carottages et les investigations géophysiques, sont réalisées plus tard. De cette manière, les investigations sont encore formellement « préventives » en fonction du début des travaux, mais, en revanche, en cas de découvertes archéologiques d'une certaine importance, il devient

extrêmement difficile de modifier l'emplacement des travaux pour éviter toute interférence avec les découvertes.

Par conséquent, une réforme visant à raccourcir les délais et à limiter les coûts pourrait, au contraire, conduire à leur augmentation, dans les cas où il faudrait apporter de grandes modifications au projet, ou s'il fallait attendre des fouilles archéologiques complètes. Pire encore, un tel système réglementaire pourrait obliger à renoncer à des recherches archéologiques approfondies ou à la valorisation des nouveaux sites découverts, en raison de l'impossibilité de concilier de telles initiatives avec les travaux de construction.

Aux questions critiques qui viennent d'être soulignées concernant le délai de l'archéologie préventive aujourd'hui, il faut ajouter une réflexion globale sur le manque de grandes campagnes de diagnostic approfondies en Italie, à l'exception de rares contextes particulièrement adaptés du point de vue géomorphologique, parmi lesquels la Vallée fluviale du Po, la plaine de Tavoliere dans les Pouilles et certaines régions de la Toscane¹⁶.

Après la fouille : stockage et diffusion des données dans le GNA¹⁷

Le cadre décrit jusqu'à présent souligne l'importance d'un accès facile aux données qui contribuent à la documentation de la « phase zéro » : en particulier les informations bibliographiques et les résultats des fouilles précédentes, qui pourraient rendre l'évaluation préliminaire plus utile et plus précise.

En effet, un autre facteur clé souligné par la Convention de Malte est représenté par la publication des données : les fonds alloués à l'archéologie préventive devraient couvrir non seulement les coûts du travail sur le terrain, mais aussi l'étude et la publication/communication ultérieures ; les articles 6 et 7 distinguent également les publications scientifiques des documents de synthèse, moins détaillés, mais plus rapides à partager et également utiles à un public plus large.

Au cours des dix dernières années, les *Lignes directrices* publiées par le ministère de la Culture ont approfondi le sujet. Les premières, publiées en 2012, déclarent la nécessité de simplifier et de faciliter l'accès aux archives, et d'assurer la publication et la diffusion des résultats des fouilles préventives, en prévoyant l'implication des archéologues professionnels qui ont participé au travail sur le terrain dans l'étude et dans la publication (le droit de publication par des professionnels extérieurs à l'administration de l'État est une autre question très débattue en Italie).

Quelques années plus tard, en 2016, les nouvelles *Lignes directrices* font un pas en avant substantiel, en annonçant que la documentation collectée devra être publiée sur une plateforme web librement accessible.

Enfin, les *Lignes directrices* approuvées en 2022 et actuellement en vigueur complètent ce processus en fournissant une norme nationale, basée sur un modèle QGIS, pour enregistrer les données collectées lors des études préliminaires. Cette solution, comme nous le verrons plus tard, permet au Ministère de recevoir des données déjà standardisées, représentées dans des

¹⁶ Valeria BOI 2023, *Standardizzazione e pubblicazione dei dati esito di indagini non invasive. Problematiche, prospettive e proposte per l'elaborazione di buone pratiche* (pp. 69-81) DOI: 10.60978/BAO_XIV_01_05 https://bollettinodiarcheologiaonline.beniculturali.it/wp-content/uploads/2023/06/2023_1_BOI.pdf

¹⁷ Valeria BOI.

formats géospatiaux ouverts, et de les publier en Open Data sans opération ultérieure, les mettant immédiatement à disposition de la communauté scientifique.

Comme déjà souligné au début de cet article, la conception du GNA vise à surmonter certains des principaux problèmes critiques de la gestion des données d'archives des Surintendances, qui peuvent principalement être résumés en deux points : le premier est représenté par l'extrême manque d'homogénéité des solutions adoptées précédemment par les Surintendances – dans ses bureaux dédiés à la protection du patrimoine culturel sur le territoire – dans la conception de systèmes de gestion pour la normalisation et la numérisation des données, une activité résultant d'une planification autonome, qui a par conséquent déterminé des différences notables tant dans le niveau d'ouverture que dans la méthode de publication de l'information ; le second consiste en la variété des choix relatifs à la description et à la représentation des données, avec un respect extrêmement varié des normes ministérielles. Pour compliquer encore la situation, il y a les problèmes critiques d'accessibilité physique à la documentation stockée dans les archives, qui est devenue de plus en plus difficile depuis la pandémie et qui se font particulièrement sentir dans les bureaux touchés par les scissions et les fusions à la suite des réformes de la structure des bureaux.

Compte tenu de la situation de départ, le GNA s'est fixé comme objectif principal la structuration d'un modèle de données unique au niveau national (standard GNA) comme langage commun pour la description et la représentation des données archéologiques, à partir des normes établies au niveau national par l'ICCD, et en simplifiant le modèle de données, également grâce à l'adoption de champs de compilation guidée et, surtout, avec l'adoption d'un vocabulaire fermé pour orienter l'utilisateur lors de la saisie des données et, par la suite, faciliter les fonctions de thématisation et de recherche.

Comme nous l'avons mentionné, l'un des objectifs poursuivis dès les premières étapes de la planification, et qui peut aujourd'hui être compté parmi les points forts du GNA, était la volonté de récupérer les expériences antérieures, afin d'éviter la duplication ou la dispersion des données déjà collectées. En particulier, les projets actifs (RAPTOR - Archives et pratiques de recherche pour la protection opérationnelle régionale, utilisés par diverses surintendances de l'Italie du Nord¹⁸, le ArcheoDB par le Secrétariat Régional de l'Emilia-Romagna¹⁹, SITAR - Système d'information territoriale archéologique de Rome - par la Surintendance spéciale d'archéologie, des beaux-arts et du paysage de Rome²⁰, MAGOH de l'Université de Pise²¹), fourniraient automatiquement les données au GNA, en sauvegardant la structure et les pratiques opérationnelles consolidées des utilisateurs internes et externes à l'administration, mais en contribuant enfin à la création d'une carte archéologique nationale.

¹⁸ Matteo FRASSINE, Stefania DE FRANCESCO, Alessandro ZAMBETTI 2021, « RAPTOR reloaded. Un geodatabase gestionale per la tutela archeologica: nuovi aggiornamenti per un sistema aperto », in *Archeologia e Calcolatori*, 32.1, pp. 307-324.

¹⁹ Mattia Francesco Antonio CANTATORE, Ilaria DI COCCO, Cecilia MOINE, Marco PODINI, Matteo SERICOLA, « ArcheoDB, a new geodatabase of archaeological findings for conservation and research in the Emilia-Romagna Region (Italy): the case of the Soprintendenza of Parma and Piacenza », in *Groma* 8, 2023, c.s.

²⁰ Mirella SERLORENZI, Ascanio D'ANDREA, Riccardo MONTALBANO, *SITAR: an open data platform for digital archaeology of Rome. From data collecting towards shared knowledge*, https://www.archeositarproject.it/wp-content/uploads/2022/09/ADA_ppt_Delta_SITAR_040622.pdf (consulté le 18 avril 2024)

²¹ Francesca ANICHINI, Nevio DUBBINI, Fabio FABIANI, Gabriele GATTIGLIA, Maria Letizia GUALANDI *Mappa. Metodologie Applicate alla Predittività del Potenziale Archaeologico* 2, Edizioni Nuova Cultura, Pisa 2013..

Après une première expérimentation sur des données d'archives, le standard GNA a été étendu en 2022 aux procédures d'archéologie préventive, sur lesquelles nous nous sommes largement concentrés ; il y a quelques semaines à peine, avec la Circulaire no. 9 du 28 mars 2024, la norme a été adoptée pour toutes les interventions réalisées sous la direction scientifique du ministère de la Culture. En effet, le développement de cette tentative a mis en évidence la nécessité de cesser "d'accumuler des données issues des expériences antérieures". Par ailleurs, on s'est rendu compte que pour rendre durable au fil du temps la mise à jour constante du portail avec de nouvelles acquisitions, il était nécessaire de confier la saisie des données directement à ceux qui mènent les activités sur le terrain, en insérant la phase de collecte des données au Géoportail parmi les pratiques obligatoires en fin de travail. La collecte de données pour le GNA a été donc confiée à un projet SIG prédéfini (« *template* ») développé à l'aide du logiciel open source QGIS²². L'utilisateur enregistre les informations relatives au contexte de collecte des données (MOPR, fiche projet), aux recherches réalisées (intervention DSC-fouille) et aux données archéologiques elles-mêmes (site/zone archéologique MOSI).

Le GNA est accessible à tous, en consultation gratuite ; l'utilisateur de base peut télécharger les données par téléchargement direct au format GeoJSON ou utiliser les services OGC WMS/WFS pour télécharger les données sur son propre projet SIG. Pour interagir avec la base de données, il est cependant nécessaire de télécharger un plugin QGIS, qui est un module logiciel spécifiquement conçu par les développeurs du GNA qui permet le téléchargement des données présentes sur le portail, l'enregistrement de nouvelles fiches venant d'être rédigées ou la mise à jour/correction de celles déjà existantes.

Aujourd'hui, ceux qui accèdent aux archives pour leurs propres recherches (aussi bien pour les celles réalisées dans le domaine de l'archéologie préventive ou autres recherches archéologiques, que pour celles liées à des mémoires, des thèses ou à des recherches indépendantes) disposent d'un système standard pour structurer leurs données et, surtout, peuvent consulter les données déjà collectées par ceux qui ont examiné le même territoire et peuvent donc les utiliser comme base pour leurs recherches. En vue de construire un flux de travail circulaire, dans lequel la réutilisation gratuite s'accompagne du partage des recherches de chaque professionnel ou universitaire, ceux qui utilisent le modèle disposent de toutes les données existantes, mais sont à leur tour invités à partager le fruit de leur travail, de leurs recherches et leur traitement, tant en termes d'insertion de nouvelles données que de correction/intégration d'archives existantes.

De plus, ceux qui effectuent une fouille saisissent directement les données nouvellement acquises, avec une précision beaucoup plus grande que la récupération des données d'archives, notamment en ce qui concerne l'exactitude du positionnement, les détails planimétriques et les données altimétriques.

Les enquêtes à résultat négatif, indicateur précieux notamment dans le cadre de la protection, entrent également dans ce processus de collecte. De cette manière, un cercle vertueux se crée dans lequel l'individu soutient la collecte progressive des données et leur partage (et si

²²Ada GABUCCI, *Un Template QGIS al servizio del Geoportale Nazionale per l'Archeologia (GNA)*. DOI:10.60974/GNA_05

possible leur vérification/correction) et en même temps dispose des données collectées par d'autres.

Fouilles réalisées par les universités et autres organismes de recherche²³

L'élaboration du Géoportail National d'Archéologie implique aussi naturellement les fouilles réalisées dans le cadre de recherches sous la direction scientifique d'instituts autres que le MIC, tels que les universités étrangères et les écoles archéologiques opérant en Italie, communément définies comme des « fouilles sous concession » (Art. 88-89 du Code du patrimoine culturel). En Italie, la recherche archéologique est une prérogative de l'État exercée par l'intermédiaire du ministère de la Culture, dont la tâche fondamentale est la protection et la valorisation du patrimoine culturel. La direction scientifique des fouilles est confiée à 42 Surintendances de l'Archéologie, des Beaux-Arts et du Paysage, ayant compétence sur une ou plusieurs provinces, coordonnées centralement par la Direction Générale de l'Archéologie, des Beaux-Arts et du Paysage (DG ABAP) à travers son Service II, « fouilles et protection du patrimoine archéologique ».

La Direction générale elle-même peut confier à des universités ou à d'autres organismes de recherche l'exécution de fouilles archéologiques, dans le cadre d'une « concession », disposition par laquelle le ministère transfère la direction scientifique à un autre organisme, après avoir vérifié la possession d'exigences spécifiques.

Parallèlement aux premières activités de planification du GNA, l'ICA, conformément à sa mission, a soutenu la DG ABAP dans le démarrage d'un projet visant à rationaliser et standardiser, au niveau national, les procédures de soumission et de traitement des demandes de subvention, bénéficiant à la fois aux demandeurs et au personnel du ministère impliqué dans le processus.

Les résultats positifs observés depuis 2019, comme par exemple la nette diminution du besoin de demandes d'informations supplémentaires et d'enquêtes auprès des surintendances et des parcs archéologiques, ont motivé l'ICA à établir des normes pour la soumission des documents requis par les concessionnaires à la fin de chaque campagne d'enquête sur le terrain.

Dans ce cas, les données d'information minimales fournies par les représentants de la recherche scientifique sont publiées en ligne, à travers les normes GNA, dont la plateforme D4GNA (Datasets for the National Geoportal for Archaeology) représente une section totalement interdisciplinaire. Suite à la conclusion du projet *Ariadne Plus* en 2022, un accord signé entre l'ICA et le CNR-ISTI garantit la mise en œuvre et la maintenance de la plateforme. Outre les ensembles de données provenant d'enquêtes nationales sous concession ministérielle, le portail héberge une première sélection d'ensembles de données provenant des missions archéologiques italiennes à l'étranger. Cet effort de collaboration, développé en consultation avec le Bureau d'archéologie du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, s'aligne sur la mission de l'ICA afin de promouvoir l'archéologie italienne à l'échelle internationale. Les contributions des missions étrangères sont volontaires

²³ Annalisa FALCONE.

et visent à diffuser les résultats et les méthodologies de recherche en ligne, favorisant ainsi une sensibilisation et un engagement plus larges au fil du temps.

D4GNA a été conceptualisé et développé dans le cadre de l'infrastructure D4Science, dirigée par le CNR-ISTI et financée par des projets de recherche commandés par la Commission européenne. Son objectif principal est de fournir des services et des solutions technologiques sur mesure à diverses communautés d'utilisateurs opérant dans des contextes d'application variés.

La plateforme comprend deux environnements centraux : une section de saisie des données, accessible aux utilisateurs accrédités, et un espace de consultation, ouvert à tous. Le téléchargement des données s'effectue via une interface conviviale, permettant aux contributeurs de se saisir du contenu scientifique et des métadonnées associées. Les champs de saisie initiaux concernent les éléments descriptifs du projet : titre, résumé de la recherche, auteurs, commanditaires et titulaires des droits d'auteur. Par la suite, des fichiers textuels sont téléchargés, comprenant le résumé du rapport scientifique et le rapport lui-même (ce dernier facultatif). Pour promouvoir la publication et le partage de données en ligne, des codes DOI sont appliqués aux ensembles de données, afin de permettre aux données minimales d'être liées en permanence à leur publication sous diverses formes dans le monde numérique (pour plus de détails, voir le paragraphe suivant).

De plus, des fichiers images (généralement 2 à 4 photographies clés) et des fichiers topographiques au format vectoriel géo-référencés sont téléchargés, comportant le positionnement de la zone d'investigation (obligatoire) et des plans simplifiés des structures ou des traces émergées (facultatif). Une fois les tâches de saisie de données terminées, l'ensemble de données est examiné par les gestionnaires de données de la plateforme, passant au statut « en attente d'approbation » jusqu'à ce qu'il soit validé par les administrateurs du système. Une fois approuvé, l'ensemble de données est publié en ligne sous une licence CC-BY 4.0.

L'outil de visualisation (Data Viewer) permet à tous les utilisateurs d'explorer les ensembles de données publiés via une carte Web géographique interactive montrant les centroïdes du projet. Les utilisateurs peuvent rechercher des ensembles de données à l'aide de requêtes textuelles (par exemple, nom du projet, directeur des fouilles) ou de fonctionnalités de zoom dynamique, accédant à des informations détaillées et à du contenu téléchargeable tel que des résumés, des images et des rapports scientifiques via des fenêtres contextuelles d'aperçu.

Le GNA, de la publication de données minimales à la valorisation des contenus éditoriaux²⁴

Les données publiées dans le GNA sont pour la plupart inscrites dans des formats spécifiques, mais peuvent également être collectées à partir d'autres bases de données déjà établies ou à partir de travaux de thèse de doctorat ou de mémoires, en utilisant les normes du GNA. Ces contenus numériques peuvent donc également être conçus comme des produits éditoriaux.

Dès le début de la phase de conception du projet, les questions de traçabilité, d'ouverture de l'information et de protection de la propriété intellectuelle et du patrimoine culturel ont été abordées avec des solutions conformes aux orientations réglementaires nationales et

²⁴ Valeria ACCONCIA.

supranationales, qui visent de plus en plus le partage des informations détenues par les administrations publiques. Les services du ministère de la Culture peuvent accéder et gérer les données de recherche archéologique car ils sont compétents pour la protection du patrimoine culturel, mais ne possèdent pas de droit de propriété sur ces données dans leur forme originale. Ils peuvent en revanche promouvoir la publication de contenus, puisque la loi prévoit que leur communication sous forme de « résumé, citation ou reproduction de passages ou de parties d'une œuvre » est gratuite si elle est réalisée à des fins éducatives ou de recherche scientifique, selon la Loi 633/1941, art. 70, suivant les principes de la dichotomie Idée/Expression, des soi-disant « FAIR data Principles » et de la Directive sur les données ouvertes, mise en œuvre par l'Italie avec le décret législatif 200/2021.

L'ICA a abordé les problèmes mentionnés ci-dessus de diverses manières, en gérant certains des outils récemment développés pour l'édition numérique et pour la protection des contenus placés sur le Web. Tout d'abord, pour chaque document accessible dans le GNA, les auteurs et les responsables du contenu sont clairement indiqués. De plus, les données sont protégées par des licences *Creative Commons*, principalement CCBY 4.0, qui vous permettent de « distribuer, modifier, créer des œuvres dérivées de l'original, y compris à des fins commerciales, à condition qu'un crédit adéquat soit accordé »²⁵. En complément de ces mesures, l'ICA renforcera la connaissance des contenus numériques hébergés dans le GNA, et par conséquent leur traçabilité et leur propriété intellectuelle, à travers l'attribution de codes DOI. Comme on le sait, il s'agit d'identifiants numériques permanents, enrichis par des métadonnées pertinentes. Le programme d'enregistrement du DOI sera mis en place à partir des bases de données relatives aux investigations sous concession pour lesquelles le rapport de fouille et le plan détaillé de fin de campagne auront été remis au GNA, dont la publication est facultative. De cette manière, les contributeurs du GNA (dans un premier temps, principalement des chercheurs universitaires) seront encouragés à rendre accessibles les données liées à leurs travaux de terrain et à alimenter l'infrastructure Web avec des informations complètes.

A l'avenir, cette procédure sera également étendue à d'autres types de données hébergées dans le GNA, principalement celles relatives aux investigations d'archéologie préventive (mais aussi provenant de travaux privés, de recherches non invasives, etc.), dès qu'un portail destiné à contenir les archives de ce que l'on appelle la "littérature grise" archéologique sera créé. Enfin, l'enregistrement du DOI augmentera le potentiel informationnel des données présentes dans le GNA, également grâce à la connexion de celui-ci au Bulletin d'archéologie en ligne²⁶, une des ressources éditoriales publiées directement par le ministère de la Culture, dans une nouvelle section du journal dédiée à la connexion avec les données téléchargées sur le Géoportail, via leurs codes DOI.

Perspectives d'avenir du Géoportail

La mise à jour en temps réel du Géoportail avec les résultats de toutes les fouilles, instituée par la lettre circulaire publiée le 28 mars 2024 n. 9 et déjà citée, n'est que le fondement d'un travail qui se réalisera à moyen terme, élargissant les fonctions du GNA vers un « hub » pour le domaine archéologique. Celui-ci devra rediriger les utilisateurs vers des contenus spécialisés et plus approfondis à travers des modules spécifiques (contenant la description, par

²⁵ <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.it>

²⁶ <https://bollettinodiarcheologiaonline.beniculturali.it/>

exemple, de matériel mobilier, de typologies funéraires, ou de découvertes numismatiques) pouvant eux-mêmes rediriger vers d'autres bases de données ou vers des projets spécialisés en la matière. D'autre part, le GNA peut constituer le point de jonction entre une base de données strictement descriptives et géospatiales et le monde plus vaste des archives graphiques, photographiques et documentaires, tant au format numérique qu'au format papier (à cet égard, les perspectives d'interaction avec les projets du PNRR seront fondamentales).

En avril 2024, moment où nous concluons cette contribution, le GNA publie environ 37 300 découvertes archéologiques représentées sous forme de points, un peu moins de 2 000 représentées sous forme d'éléments linéaires et près de 16 000 sous forme d'éléments polygonaux. À cela s'ajoutent plus de 500 recherches réalisées dans le cadre de « fouilles sous concession » et 26.600 éléments sous forme de points publiés dans la section "autres bases de données", c'est-à-dire des données provenant de projets déjà terminés, enregistrées avec des modèles différents et rendues visibles par le Géoportail dans une section séparée pour en garantir la consultation²⁷.

La base de données du GNA a connu une croissance exponentielle au cours des premiers mois de sa mise en ligne. Ceci est le témoin d'une confiance grandissante des entreprises, des professionnels et des chercheurs, et d'une meilleure sensibilisation du personnel du ministère quant à l'importance du recueil des données. D'ailleurs, dans les mois qui ont suivi la publication du Géoportail et suite à une lettre circulaire publiée par la Direction Générale de l'Archéologie, des Beaux-Arts et du Paysage (Lettre circulaire n° 32/2023 de la DG ABAP) annonçant la possibilité d'utiliser la norme GNA pour toutes les recherches archéologiques, de nombreuses Surintendances ont spontanément commencé à demander aux entreprises et aux professionnels d'adhérer à cette méthode sur leurs territoires, anticipant ainsi de plusieurs mois l'inauguration de cette procédure à l'échelle nationale.

Par rapport au passé et pour la première fois, le Ministère porte un regard totalement nouveau sur son patrimoine d'information, et notamment sur les données des opérations de protection provenant le plus souvent d'interventions archéologiques préventive : en effet, le MiC se limitait jusqu'ici à collecter et à archiver ces informations, généralement au format papier, et à en permettre la consultation par ceux qui en faisaient la demande, en imposant des conditions pour leur éventuelle publication. De plus, les fonds d'archives, déjà difficilement accessibles, ont été touchés ces dernières années par le problème de l'obsolescence des supports numériques utilisés pour le stockage des données : disquettes, CD, DVD, clés USB et disques durs, qui pourrait rendre l'ensemble des données illisibles.

Le problème est plus grave pour les données d'archéologie préventive, et en règle générale pour les interventions de protection : les résultats y sont souvent partiels et fragmentaires (allant même jusqu'à l'absence de découvertes archéologiques). Ces caractéristiques, combinées aux problèmes de calendrier et de financement, font que ces données ne sont presque jamais publiées de manière traditionnelle. C'est dans cette optique que le Géoportail devient enfin une solution permettant de faire émerger ces données et de les faire connaître à

²⁷ Cette section publie actuellement les résultats du « *Progetto Censimento per la carta archeologica d'Italia* » (« Projet de Recensement pour la carte archéologique de l'Italie »), une campagne de collecte de données bibliographique et d'archive réalisée entre 2002 et 2008 sous la coordination des Universités de Rome et de Foggia (<https://gna.cultura.gov.it/collaborazioni.html>) ; et les résultats du projet « TESS », pour le recensement des sols anciens (<https://tess.beniculturali.unipd.it/web/home/>).

un public plus large²⁸. De plus, le « *workflow* » du GNA prend en compte l'ensemble du « cycle de vie des données » : dès leur dépôt, elles sont partagées en ligne, et l'État garantit leur intégrité et leur conservation à long terme. D'autre part, la possibilité qu'elles puissent être réutilisées et modifiées par n'importe qui en fait des données « vivantes », soumises en permanence au processus de mise à jour, d'approfondissement et de correction au fur et à mesure de l'avancement de la recherche et garantissant ainsi une base de données toujours à jour.

²⁸ Une situation similaire est présente en Ecosse : Peter MCKEAGUE, « The whole is other than the sum of its parts : the untapped potential of spatial data from archaeological fieldwork », [version 1; peer review: 2 approved with reservations]. *F1000Research*, 2023, <https://doi.org/10.12688/f1000research.126361.1> (consulté le 18 avril 2024).

Cadre institutionnel, rapatriements et information du public contre le trafic illégal de biens culturels en Grèce par rapport la Convention de La Valette

Polyxène ADAM-VELENI

La Grèce est un pays avec une longue préhistoire et une histoire de plusieurs millénaires car c'est l'une des premières civilisations à s'être développées en Méditerranée. Sur son territoire, les sciences, la philosophie, le théâtre, la démocratie, les lettres et les arts se sont développés, créant de grands bâtiments et œuvres d'art qui ont catalysé l'évolution de la pensée et de la culture européennes. En raison de cet intérêt archéologique multiple, elle attirera très tôt des admirateurs, des imitateurs et des usurpateurs de son patrimoine culturel. Les Romains ont été les premiers à adopter ses réalisations scientifiques et culturelles, transférant ses œuvres d'art originales pour orner des bâtiments ou des espaces publics et privés à Rome¹. Ensuite, ils ont copié avec respect (heureusement pour les chercheurs modernes de l'antiquité grecque) de nombreux chefs-d'œuvre de l'Antiquité et nous pouvons donc aujourd'hui les connaître même si les œuvres originales ont été perdues. C'est ainsi que fut créée la civilisation gréco-romaine, sur laquelle reposa par la suite tout le développement intellectuel et culturel de l'Europe.

Le retour à l'Antiquité grecque s'intensifie à la Renaissance². Le phénomène du voyager pour connaître autre pays qui s'est amorcé après la Renaissance, au XVII^e siècle, par la volonté des dirigeants, des intellectuels et des aristocrates de connaître les sources de la culture grecque et romaine a grandement contribué à la constitution des premières grandes collections archéologiques privées et un peu plus tard, vers la fin du XVII^e siècle, pour l'implantation des premiers grands Musées dans les capitales européennes.

Ce phénomène dans les deux siècles et demi à venir ne cesse d'augmenter. Bientôt, le célèbre Grand Tour vers les lieux où sont nés la philosophie grecque antique, la démocratie, les sciences, les arts et surtout le théâtre, est considéré comme une étape nécessaire de la maturité des jeunes enfants des familles aristocratiques européennes. Parallèlement, d'ambitieux marchands d'art excellent à approvisionner les musées nationaux nouvellement créés, dans les capitales européennes et les grandes villes : à Paris, Madrid, Londres, Berlin, Vienne et dans de nombreuses autres villes, en œuvres de art de l'antiquité grecque et romaine³. L'intérêt des États, de leurs dirigeants et de la classe supérieure qui les entoure, dont de nombreux intellectuels, alimente une concurrence incontrôlée entre les puissances européennes

¹ Gianfranco AGOSTI, « Classicism, paedeia, religion », in *The Strange Death of Pagan Rome. Reflections on a Historiographical Controversy*, Rita LIZZI TESTA (éd.), Turnhout, Brepols, 2014, p. 123-140.

² Roberto WEISS, *The Renaissance Discovery of Classical Antiquity*, Oxford, 1969 ; Jeremy BLACK, *The British abroad : The Grand Tour in the Eighteenth Century*, Stroud, Sutton, 2003.

³ Guillaume FAROULT, Christophe LERIBAUT et Guilhem SCHERF (éd.), *L'Antiquité rêvée. Innovation et résistance au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard / Musée du Louvre, 2010.

dominantes, dont plusieurs se sont développées à travers le colonialisme en exploitant le stock culturel des peuples qui leur sont soumis. La toute-puissance coloniale britannique rivalise avec le français, et tour à tour avec l'espagnol et l'allemand. Les grands Musées de ces pays sont constamment à la recherche de nouvelles acquisitions pour enrichir leurs collections de chefs-d'œuvre de l'Antiquité grecque et romaine⁴.

Célèbre est le mouvement Gout à la Grecque qui n'a duré que 10 ans à Paris et en France où il est né dans la continuité du style empire imposé par Napoléon imitant la richesse et l'affluence de la société hellénistique des royaumes hellénistiques après les conquêtes d'Alexandre au profondeurs de l'Asie. Tout dans le luxueux quotidien des bourgeois et méga-bourgeois français ils sont tournés et décorés à l'imitation de l'antiquité grecque. Ce style affecte également d'autres pays européens tels que par ex. Angleterre et Allemagne, et les arts de la scène tels que le théâtre. Dans ces circonstances, un vaste pillage d'œuvres d'art et de monuments commence afin que chaque État se dote d'importantes collections archéologiques et par là puisse « construire » leur origine en revendiquant une partie des acquis spirituels et artistiques de l'Antiquité gréco-romaine. partie intégrante de leur propre identité⁵.

Bien sûr, les Grecs esclaves des Ottomans ne restèrent pas indifférents à ce phénomène qu'ils voyaient se produire sous leurs yeux et tentèrent par tous les moyens d'empêcher ces phénomènes d'usurpation du riche patrimoine culturel de leur patrie. Mais l'administration ottomane est indifférente, corrompue, et souvent avec son consentement des monuments entiers sont démantelés voire détruits. Le nouvel État indépendant grec, à partir de la date de sa fondation en 1830, s'est trouvé confronté au pillage systématique de ses trésors archéologiques, une pratique bien implantée depuis longtemps à la recherche de la grandeur de la Grèce Antique. Au fil du temps, cette « fièvre des marbres », s'est transformée en « grécomanie » ayant comme résultat l'hémorragie des antiquités expédiées clandestinement à l'étranger. Dès 1834, la Grèce s'est dotée de sa « première loi archéologique ». Dans cette loi pionnière, ainsi que dans les deux autres qui lui ont succédé, en 1899 et 1932, l'objectif du législateur est d'édicter les conditions de possession et de circulation des antiquités, en déclarant l'État propriétaire des antiquités décrétées comme « un bien national commun à tous les Grecs ». Dans la loi en vigueur ratifiée par la loi 4858/2021⁶ ce principe fondamental reste inchangé. En plus, les dispositions concernant toute atteinte aux biens culturels, comme le pillage et sa résultante le trafic illicite, ont été renforcés et harmonisés avec les règles des conventions européennes et internationales signées par la Grèce, créant ainsi une base solide pour protéger le patrimoine culturel du pays. Dans ce cadre, la Grèce a également signé le Traité de La Valette, qui concerne principalement la protection des biens culturels souterrains et la manière dont ils sont recherchés au sein du tissu urbain d'une ville historique. Ce traité a établi des règles et des acceptations européennes communes pour l'égalité de traitement du

⁴ Elisabeth WÅGHÅLL NIVRE avec Anna CARLSTEDT, Anders CULLHED, Carin FRANZEN, Peter GILLGREN, Kerstin LUNDSTROM et Erland SELBERG (éd.), *Allusions and Reflections: Greek and Roman Mythology in Renaissance Europe*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2015.

⁵ Marie-Laure de Rochebrune, Catherine Gougeon (dir.), *Le goût à la grecque. La naissance du néoclassicisme dans l'art français : chef-d'œuvre du musée du Louvre*, Pinacothèque nationale / Musée Alexandros Soutsos, Athènes, 2009.

⁶ Loi 3028/2002 - Loi no 4858, Journal Officiel A/220/19.11.2021 « Ratification du Code de législation pour la protection des antiquités et du patrimoine culturel en général ».

patrimoine culturel et constitue pour cette raison une étape très importante en matière de protection des biens culturels.

Néanmoins, le phénomène de l'«*αρχαιοκαπηλία*»⁷ est toujours présent et sa répression reste une priorité cruciale pour le Ministère de la Culture. En 2008, l'État a renforcé l'arsenal législatif de la protection du patrimoine culturel en créant une nouvelle structure administrative, spécialement chargée du trafic illicite, la *Direction de Documentation et de la Protection des Biens Culturels (DDPBC)* attachée à la *Direction Générale des Antiquités et du Patrimoine Culturel*. Ce service spécialisé assure : le traitement des dossiers sensibles concernant la traçabilité, la provenance et la documentation archéologique des biens culturels ainsi que la revendication de restitution des objets illégalement exportés à l'étranger.

La citation emblématique de l'ICOM «*Aucun pays n'est épargné par le fléau du trafic illicite des biens culturels et tous les types d'objets sont concernés* » reflète la ligne directrice de la politique de la Grèce au sujet de la protection du patrimoine culturel. La trilogie sacrée: prévention, répression, sensibilisation est la ligne directrice de notre politique qui est visée d'un côté au respect des normes internationales sur le sujet et de l'autre côté au renforcement du cadre opérationnel entre différentes administrations, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale pour freiner le phénomène⁸.

Notre pays, faisant partie de la catégorie des pays appelés « sources » présente des particularités qui rendent la lutte contre le trafic illicite des biens culturels une tâche extrêmement exigeante. Disons tout d'abord qu'il s'agit d'une région méditerranéenne où la présence humaine est attestée sans cesse depuis la période paléolithique jusqu'à nos jours. Le pays possède une immense réserve culturelle et archéologique qui est recherchée au moins depuis le XIX^e siècle. Ajoutons aussi, sa géomorphologie unique composée d'un long littoral, de 2500 îles avec des épaves de navires anciens dispersées dans les fonds marins et d'un paysage montagneux avec plein des monuments et des sites archéologiques dans des zones reculées. Mise à part ces traits, il faut signaler que le patrimoine archéologique du pays est en croissance constante alimentée par un programme régulier de fouilles. La protection de ce patrimoine et la lutte contre le trafic en question posent des défis nécessitant des réponses adaptées tant au niveau institutionnel et juridique qu'au niveau opérationnel⁹.

La *Direction de la Documentation et de la Protection des Biens Culturels*, qu'on a déjà mentionné assure la politique de l'État ayant dans son arsenal de nombreuses dispositions innovantes, parmi lesquelles on note l'institution d'un procureur chargé de la protection des biens culturels, l'introduction pour la première fois au droit grec de la pénalisation du trafic des faux objets archéologiques et l'élargissement de la compétence des tribunaux grecs au sujet des infractions contre les biens culturels commises à l'étranger.

⁷ Le mot «*αρχαιοκαπηλία*» (*archeokapilia*) est très difficile à traduire dans une autre langue. Il se compose de la composition de deux mots grecs et signifie « exploitation » des antiquités du pays pour son propre bénéfice et pour un gain financier au détriment des anciens. Le mot est utilisé à la fois pour le trafic illégal de biens culturels et pour les fouilles illégales visant à trouver des découvertes archéologiques mobiles destinées à la vente illégale.

⁸ La convention de Nicosie en 10 questions et réponses, Conseil de L'Europe, Mars 2023, www.coe.int/cultural-property, www.coe.int/nicosia.

⁹ Elena KORKA (éd.), *Cultural Heritage, Protection and Risk Response, Proceedings of the Conference on the Occasion of the 60th anniversary of Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the event of armed conflict, May 29th 2015*, Athens, 2018.

Concernant la coopération internationale, au cours des dernières années, un accent particulier a été mis au niveau mondial sur la création d'un réseau de coopération internationale pour neutraliser efficacement le commerce illicite des biens culturels. Pour la Grèce le souci de sauvegarder les traces du passé éloignées du pays est une volonté de promouvoir dans la continuité ininterrompue de la civilisation grecque et représente une source d'espoir pour l'avenir.

Dans cet esprit, on est en dialogue constant avec les pays qui partagent cette opinion pour leur patrimoine culturel et cherche à créer des synergies tant au niveau des organisations nationales qu'au niveau de sensibilisation du public. Le Ministère Hellénique de la Culture et des Sports, afin d'avoir des résultats concrets de l'application des principes exposés dans les conventions internationales concernant la lutte contre le trafic illicite, cherche également la création d'un réseau de protocoles de collaboration avec des états, des institutions culturelles ou des musées à l'étrangers. Le cadre de cette collaboration comporte une échelle qui s'étend du simple échange d'informations jusqu'aux efforts pour l'unification des règles législatives. Dans ce sens, les accords bilatéraux relatifs à la lutte contre le trafic en question occupent une place prépondérante. L'objectif est de signer des accords, non seulement avec des États confrontés à des problèmes similaires à ceux de la Grèce et qui partagent les mêmes défis en matière des leurs biens culturels pillés, mais plus tôt d'approcher les États par lesquels passe une grande partie du marché légal et illégal des antiquités.

Dans le même contexte international, signalons que notre pays a ratifié toutes les conventions internationales qui concernent la protection des biens culturels - à l'exception de celle concernant la protection du patrimoine culturel subaquatique- et en tant que membre de l'Union Européenne a transposé en droit national la Directive 2016/60. Grèce ayant ratifié les deux Conventions majeures basées sur ces principes – Convention UNESCO 1970 et celle de l'UNIDROIT - attache une importance particulière et soutient toute initiative pour promouvoir les objectifs de ces conventions. Conformément à l'article 9 de la Convention de l'UNESCO de 1970, l'État grec a signé jusqu'à aujourd'hui 7 accords bilatéraux spécifiques au trafic illicite avec les Etats-Unis, la Chine, la Suisse, la Turquie, le Pérou, la Russie et l'Italie, ainsi qu'un premier accord tripartite signé en 2018 entre Grèce, Chypre et Jordanie.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Grèce, victime du pillage des conquérants, revendique et obtient son premier rapatriement. La statue d'une femme du marché romain de Thessalonique, qui a été mise au jour par des prisonniers polonais lors d'activités de fouilles illégales sur le site pendant l'occupation allemande et a été envoyée par les nazis en Allemagne pour décorer le manoir d'Hitler. Pour des raisons inconnues, la statue est restée entreposée dans les mines de sel de Salzbourg et de là, elle a été renvoyée en 1947. Il s'agit du premier rapatriement en tant que butin de guerre, elle est aujourd'hui exposée au Musée¹⁰ archéologique de Thessalonique.

Pendant de nombreuses décennies, il n'y a pas eu d'autres revendications. La question des rapatriements a été bousculée sous le ministère de Mélina Mercouri qui, en 1982, lors de la Conférence internationale de l'UNESCO sur la politique culturelle au Mexique, a relancé une question principale qui avait commencé sous le règne d'Ottoman et n'est autre que la revendication du retour de ses marbres Parthénon. Cette affirmation a soulevé des problèmes

¹⁰ Elena KORKA, *The Reunification of the Parthenon sculptures*, Athens, Hellenic Ministry of Culture and Sports, General Directorate of Antiquities and Cultural Heritage / Melina Merkouri Foundation, 2015.

de trafic illégal d'antiquités en général, de sorte que dans les années 1990, la Grèce a réussi à rapatrier le célèbre trésor des Rossignols, prouvant qu'ils avaient été illégalement déplacés de leur lieu, comme des pièces identiques des offrandes ont été retrouvées dans le même cimetière lorsque la fouille systématique par le service archéologique s'est poursuivie après les antiquités. Dans les années 2000, les choses se sont encore améliorées lorsque les autorités grecques ont coopéré étroitement avec les Italiens, avec le corps spécial des carabinieri qui ont arrêté deux antiquaires italiens avec 17 000 photographies en leur possession, dont beaucoup représentaient des antiquaires grecs avec des trouvailles et des objets commercialisés illégalement qui devenaient par des pillages¹¹. Depuis lors, une importante activité de nombreux rapatriements a commencé à la fois dans la première décennie du 21^{ème} siècle et dans la dernière décennie avec des preuves très réconfortantes pour les antiquités et menaçantes pour les trafiquants illégaux. Les rapatriements qui ont eu lieu de la fin des années 90 à la première décennie des années 2000 ont fait l'objet d'une exposition conjointe avec les Italiens, intitulée *Nostos*, suivie d'une seconde intitulée « Il furto de la Storia » (le pillage de l'Histoire) et les catalogues correspondants ont été publiés. L'exposition a été répétée dans le musée de l'Acropole alors récemment rénové a ensuite voyagé en Grèce¹².

En 2012, une exposition intitulée « Trafic illégal de biens culturels : arrêtez-le »¹³ a été organisée au Musée archéologique de Thessalonique à l'occasion d'une importante saisie de biens culturels pillés et de fouilles illégales sur le territoire grec. L'exposition a également voyagé à Athènes et a été un exemple de bonne pratique pour le trafic illégal de marchandises par l'École française d'archéologie lors d'une conférence internationale organisée à Belgrade en 2014, et le signataire de cet article a été invité à présenter le rapport et son impact.

De même en 2018, il y avait une nouvelle exposition sur le pillage illicite (« Archaocapilia ») intitulée « Stolen Past Lost Future »¹⁴ qui a commencé à Heidelberg, s'est rendue à Karlsruhe, est sur le point d'arriver à Muenster et de voyager dans de nombreux autres pays d'Europe. De cette manière, une prise de conscience plus large des dommages causés par le pillage et le trafic illégal de biens culturels a commencé à être faite au public.

Je veux dire, en d'autres termes, la destruction causée à la stratigraphie de l'objet afin de l'extraire par quelque non-spécialiste de l'environnement dans lequel il a été caché pendant des siècles. Cet enlèvement violent d'un objet ou d'un ensemble impressionnant qui va détruire toutes les couches laissées par le temps à son passage, et ces couches sont "lues" par des experts et interprètent les objets en les replaçant dans leur contexte spatial et chronologique. Au sujet du pillage, ajoutons que la pratique du détectorisme occupe désormais une place importante. L'évolution technique a popularisé l'usage des détecteurs de métaux qui sont utilisés plus systématiquement dans les affaires de trafic illicite. Le Ministère de la Culture et des Sports, afin de contrôler la tendance croissante de l'usage, a adopté l'inscription obligatoire de tous les détecteurs de métaux lors de l'achat, sur un registre tenu par le Service Archéologique.

¹¹ Vasilis VASILOPOULOU, *The protection of cultural goods from illegal trafficking and their claim, Proceedings of Two Days, September 24-25, 2008*, Athens, New Acropolis Museum, 2008.

¹² Dimitrios PANDERMALIS (éd.), *Nostos, repatriated masterpieces, Catalog of the Exhibition, 24-9 to 31-12 2008, New Acropolis Museum*, Athens, Hellenic Ministry of Culture and Sports, 2008.

¹³ Polyxène ADAM-VELENI, *Illicit trafficking: Stop it!*, Archaeological Museum of Thessaloniki, no 16, Hellenic Ministry of Culture and Tourism, Archaeological Museum of Thessaloniki, Thessaloniki, 2012.

¹⁴ Maria A. LAZARIDOU, *Stolen Past, Lost Future*, Athens, Hellenic Ministry of Culture and Sports, 2020.

Mais ce ne sont pas seulement les trafics illégaux et les fouilles de biens culturels qui inquiètent les autorités grecques. L'État grec doit faire face à de nombreux problèmes concernant ses antiquités souterraines et visibles. Elle aborde la gestion des antiquités mobilières et des sites archéologiques dans un cadre législatif strict conforme aux principes de la Convention de La Valette. Il existe de nombreuses antiquités visibles et sites archéologiques identifiés en Grèce, tandis que les services archéologiques identifient constamment de nouveaux sites d'intérêt archéologique. De nombreux sites archéologiques identifiés, en raison de leur situation géographique exceptionnelle, présentent encore un grand intérêt pour l'exploitation immobilière, tandis que de nombreuses villes grecques modernes ont été construites sur des villes anciennes. Cette identification et la poursuite de la vie des villes depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours n'est pas toujours agréable car elle crée des problèmes pour la protection des antiquités souterraines mais aussi pour les constructeurs/entrepreneurs modernes de projets de construction car elle augmente les coûts financiers et temporels de la construction, puisqu'elle doit être précédée d'une enquête d'excavation. Il s'ensuit que très souvent des excavations doivent être effectuées avant de pouvoir ériger un bâtiment moderne.

Comme le montre clairement ce qui précède, en Grèce, des mesures ont été prises pour protéger les antiquités souterraines bien avant 1992, lorsque la Convention de La Valette a été signée à Malte pour la protection des antiquités et des biens culturels meubles. Basées sur une législation stricte et sur un vaste réseau de services archéologiques régionaux, tous détenus et gérés par les directions centrales du ministère de la Culture, les fouilles sont menées partout en Grèce sous la seule responsabilité des archéologues travaillant dans les éphories des antiquités sur tout le territoire grec. C'est-à-dire par le Service Archéologique du Ministère de la Culture. Les fouilles fondées sur la loi archéologique peuvent être de deux catégories : 1) les fouilles de sauvetage qui sont réalisées lorsqu'un projet privé ou d'utilité publique doit être réalisé et que des antiquités sont trouvées sous terre, parfois connues du service archéologique et parfois non. 2) des fouilles systématiques réalisées dans des sites archéologiques connus ou nouvellement identifiés. Les fouilles systématiques sont effectuées soit par des archéologues du service archéologique, soit par des archéologues d'universités ou d'instituts étrangers à l'étranger ou par des missions d'écoles archéologiques étrangères, à condition que l'autorisation correspondante soit obtenue du ministère de la Culture et que certaines conditions soient remplies. Chaque organisation a le droit de réaliser un nombre limité de fouilles, dont le nombre est défini par la loi archéologique grecque et a l'obligation d'enregistrer et de publier les découvertes mobilières et immobilières ainsi que de réaliser une étude pour protéger et mettre en valeur les vestiges architecturaux du site archéologique.

Le 30^e anniversaire (16 janvier 1992) de l'adoption à Malte de la Convention de La Valette du Conseil de l'Europe¹⁵ pour la protection de notre patrimoine archéologique est une très bonne occasion pour évaluer les conséquences, les résultats et les perspectives de ce texte fondamental. Ratifiée par 46 États, l'impact de cette convention a été sans précédent tant sur le plan scientifique que culture. En restructurant profondément la dimension disciplinaire, juridique et administrative de l'archéologie, la Convention de La Valette a permis l'acquisition de nouvelles connaissances sur le passé archéologique et historique du continent, et a sans doute rapproché le passé archéologique des citoyens européens, tout en favorisant le développement d'archéologie préventive dans certains pays qui en manquent encore. Dans le

¹⁵ https://www.coe.int/fr/web/culture-and-heritage/valletta-convention/accées_26/2/24.

même temps, il a créé un cadre pour la gestion commune du patrimoine culturel sur le continent européen. Les efforts visant à protéger les antiquités souterraines en Grèce, même s'ils sont régis par un cadre de protection juridique strict, ne sont pas toujours couronnés de succès car ils entrent en conflit avec divers intérêts, principalement économiques. Pour que cette protection se déroule sans obstacles, il faudra une synergie des communautés locales, des municipalités et des agences impliquées dans des projets privés et publics. Dans le même temps, les citoyens eux-mêmes devraient être sensibilisés à la valeur et à l'importance de la recherche, du sauvetage et de la promotion de leur patrimoine culturel pour leur territoire. A ce niveau il y a encore beaucoup de travail à faire car l'intérêt des citoyens à travers notre ère technologique moderne a pris une direction complètement différente qui est loin des valeurs humanitaires de protection des vestiges du passé. Les citoyens devraient être informés de l'importance de la mise en œuvre du traité de La Valette pour leur pays et des avantages qui en découlent.

Le monde est de plus en plus conscient que le pillage des sites et le trafic illicite des biens culturels, ne constituent pas seulement un enjeu majeur pour tous les pays, mais sont désormais reconnus en tant que partie intégrante du crime organisé. Dans ce contexte, présenté très brièvement sur la situation en Grèce, on pense que les synergies internationales ainsi que le titre « agir ensemble » du Colloque actuel qu'on est fiers d'avoir été invité, deviennent un outil indispensable pour surveiller l'évolution du phénomène du trafic illicite et mettre en place les moyens les plus efficaces pour le limiter. Il est clair que le trafic illicite du patrimoine culturel et l'effort pour la protection des antiquités dans les villes modernes de l'Europe est une pratique intemporelle avec des caractéristiques qui changent rapidement et qui s'adaptent aux circonstances particulières de chaque pays et de chaque époque.

La lutte contre le pillage et la protection des antiquités dans les villes modernes doit être un devoir moral au service de la protection du patrimoine culturel et de l'identité des peuples. La Grèce est pleinement engagée en ce sens.

Des grands chantiers à l'organisation du paysage : l'intégration de l'archéologie préventive au sein de procédures de l'aménagement territoire en Suisse

Paul JOBIN

Les particularismes helvétiques de l'archéologie préventive

L'archéologie préventive en Suisse se singularise par son organisation décentralisée¹. En effet, conformément aux principes du fédéralisme en vigueur dans le pays, les 26 cantons et demi-cantons qui composent la Suisse, un pays dont la superficie est comparable à celle d'une région française ou d'un Land d'Allemagne², organisent chacun et de manière autonome la gestion du patrimoine archéologique sur leurs territoires respectifs. La quasi-totalité des cantons dispose d'une entité administrative dévolue spécifiquement à cette tâche. Il s'agit des « services cantonaux d'archéologie »³ dont les ressources allouées peuvent fortement varier d'un canton à l'autre. Cependant, dans la majorité des administrations, l'archéologie préventive est intégralement étatisée. Les opérations sont à la fois ordonnées et réalisées par le service cantonal d'archéologie. Généralement, les opérations préventives sont financées par des moyens publics, c'est-à-dire cantonaux, auxquels peuvent s'ajouter des contributions fédérales ainsi qu'une participation du maître d'ouvrage ou de l'aménageur. Dans une minorité de cantons, l'archéologie est une activité contractualisée, comme dans la plupart des états européens⁴. Les opérations préventives y sont généralement financées selon le principe de l'aménageur-payeur et sont confiées à des entreprises privées. Enfin, quelques cantons ne disposent pas de service cantonal d'archéologie ni d'une organisation spécifique pour la mise

¹ Cynthia DUNNING, « Le rôle des services archéologiques cantonaux dans la gestion du patrimoine archéologique », in *Archéologie Suisse*, vol. 30, n° 4, 2007, p. 2-7 ; Cynthia DUNNING, « L'archéologie en Suisse : une et unique ? », in *Bulletin NIKE*, vol. 6, 2010, p. 38-45 ; Paul JOBIN, « Preventive archaeology should not be reified! The case of the Swiss motorway archaeology », in Predrag NOVAKOVIC, Milan HORNAK, Maria Pia GUERMANDI, HARALD STAUBLE, Pascal DEPAEPE (dir.), *Recent Developments in Preventive Archaeology in Europe*, Proceedings of the 22nd Meeting in Vilnius, Ljubljana, Ljubljana University Press – Faculty of Arts, 2016, p. 109-122; Gilbert KAENEL, « Autoroutes et archéologie en Suisse », in *Revue du Nord*, 348, 2002, p. 33-41; Gilbert KAENEL, « Les archéologies en Suisse : un regard critique », in *Annuaire d'Archéologie Suisse*, vol. 90, 2007, p. 37-40 ; Gilbert KAENEL, « L'archéologie préventive suisse », in *Archeopages : Nouveaux champs de la recherche archéologique*, Hors-série 3, 2013, p. 40-41 ; Urs NIFFELER, « Der Vorhof zum Paradies? Die Schweizer Archäologie: Strukturen, Möglichkeiten, Gefahren. », in *Archäologische Informationen*, vol. 25, n°1 & 2, 2002, p. 69-78; SYNDICAT SUISSE DES SERVICES PUBLICS (SSP), « Des politiques de l'archéologie en Europe. Les services publics et l'archéologie en Suisse : quelles perspectives pour la recherche, le personnel et les administrations ? », in *Les Nouvelles de l'Archéologie*, vol. 89, 2002, p. 5-20 ; Claus WOLF, « Struktur, Ausstattung und Finanzierung der Kantonsarchäologien in der Schweiz », in *Archäologisches Nachrichtenblatt*, vol. 15, n° 3, 2010, p. 252-260.

² Superficie de la Suisse = 41 285 km².

³ Par commodité, on utilisera dans cet article le terme générique de « service cantonal d'archéologie » pour désigner ces entités administratives. Dans les faits et à proprement parler, il s'agit souvent d'offices ou de sections d'office.

⁴ Frédéric ROSSI, « L'archéologie privée a-t-elle sa place dans le paysage archéologique suisse et/ou européen ? », in *Archéologie Suisse*, vol. 30, n° 4, 2007, p. 8-13.

en œuvre de l'archéologie préventive. À noter encore qu'aucune organisation faitière n'existe à l'échelle nationale pour coordonner les différentes archéologies cantonales entre elles ni pour encadrer leurs interactions avec les institutions académiques, les musées ou les associations et les acteurs privés. Excepté dans le cadre des travaux fédéraux liés aux réseaux autoroutier et ferroviaire du pays, aucun standard ni aucune norme ne sont appliqués communément dans l'ensemble des cantons. Chaque entité a développé ses propres procédures opérationnelles pour la gestion du risque archéologique. Par conséquent, on observe 26 organisations différentes pour l'archéologie préventive en Suisse.

La seconde particularité de l'archéologie préventive en Suisse réside dans son développement et sa professionnalisation très précoces. C'est en effet à l'aube des années soixante qu'on observe, lors de la construction du réseau autoroutier du pays, l'organisation d'un premier programme d'opérations de sauvetage. En raison des contraintes du fédéralisme, la construction de l'intégralité d'un réseau de routes nationales s'est déroulée dans le cadre d'un seul et unique programme de génie civil adopté en 1960⁵. Il s'agit d'un projet titanesque pour le pays et certains des tronçons prévus dans le plan initial du réseau demeurent toujours en cours de réalisation à l'heure actuelle. Dès 1957, un groupe d'archéologues réunis au sein de la Société Suisse de Préhistoire⁶ a initié des interactions avec les responsables fédéraux du projet⁷ afin d'organiser des fouilles de sauvetage sur les sites menacés par les constructions. Grâce à ces démarches proactives, les autorités fédérales ont finalement décidé d'inclure les frais liés aux opérations de sauvetage dans les budgets des travaux⁸. Cette décision s'avère exceptionnelle puisque, rappelons-le, l'archéologie est d'ordinaire une prérogative à la charge des cantons. Elle a ainsi stimulé la réalisation de nombreuses et importantes fouilles archéologiques dans tout le pays dès 1961 jusqu'à nos jours⁹. Surtout, les opérations liées à la construction des routes nationales ont constitué le principal contexte du développement des pratiques, des stratégies et des institutions de l'archéologie préventive en Suisse. Pour résumer, les opérations de sauvetage réalisées dès 1961 lors des travaux autoroutiers nous offrent un exceptionnel recul sur l'évolution de l'archéologie de sauvetage jusqu'à l'archéologie préventive d'aujourd'hui. En outre, les étapes successives de ce développement

⁵ Michel BASSAND, Thérèse BURNIER, Pierre MEYER, Robert STUSSI et Léopold VEUVE, *Politique des routes nationales. Acteurs et mise en œuvre*, Lausanne, Presses polytechniques romandes, 1986, 160 p.

Thérèse BURNIER, *La démocratie du rouleau compresseur : la politique des autoroutes en Suisse*, Lausanne, Editions d'en bas, 1985, 139 p.

Ueli HAEFELI, *Mobilität im Alltag in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert, Unterwegs sein können, wollen und müssen*, Zurich, Chronos Verlag, Verkehrsgeschichte Schweiz, Band 4, 2022, 224 p.

Markus SIEBER, *Schneller, weiter, billiger, mehr ? Mobilität und Verkehr in der Schweiz seit 1918*, Zurich, Chronos Verlag, Verkehrsgeschichte Schweiz, Band 3, 2022, 360 p.

⁶ Aujourd'hui nommée « Archéologie Suisse »

⁷ Il s'agit de l'Office fédéral des routes (OFROU) et du Département fédéral de l'Intérieur.

⁸ Cette décision a été prise par le Conseil fédéral, c'est-à-dire le gouvernement, dans le cadre d'un Arrêté fédéral, le 13 mars 1961.

⁹ Hans-Gerog BANDI et Urs NIFFELER, « Ein halbes Jahrhundert archäologische Betreuung des Nationalstrassenbaus in der Schweiz », in *Annuaire d'Archéologie Suisse*, vol. 90, 2007, p. 41-52.

Paul JOBIN, *Entre patrimoine culturel et génie civil : L'intégration de l'archéologie au sein de la construction des routes nationales (1958-2012), l'exemple de la Suisse occidentale*, thèse de doctorat sous la direction de Marc-Antoine KAESER et Laurent TISSOT, Sciences humaines et sociales, Université de Neuchâtel, 2023.

Gilbert KAENEL, « Autoroutes et archéologie en Suisse », in *Revue du Nord*, 348, 2002, p. 33-41.

Catherine MAY CASTELLA, « Archéologie vaudoise et autoroutes. Un bilan », in *Archéologie vaudoise, chroniques 2014*, 2014, p. 58-71.

Denis WEIDMANN, « Les autoroutes de l'archéologie : des petits sondages aux grands travaux », in *Archéologie Suisse*, vol. 21, n° 2, 1998, p. 80-84.

se déroulent au sein de plusieurs cantons, c'est-à-dire d'institutions étatiques différentes, mais toujours dans le cadre du même projet de génie civil. En conséquence, l'archéologie des routes nationales en Suisse constitue un cas d'étude particulièrement propice à l'analyse de l'émergence de l'archéologie préventive à l'échelle d'un pays et sous l'angle d'un processus historique¹⁰.

L'émergence de l'archéologie préventive en Suisse

L'analyse historique de l'archéologie des routes nationales montre que des pratiques et des stratégies opérationnelles très variées ont été mises en œuvre dans les différents cantons et au fil du temps. Les opérations archéologiques réalisées dépendent bien entendu d'une multitude de facteurs conjoncturels liés au contexte local des travaux, aux relations entretenues entre ingénieurs et archéologues ainsi qu'aux ambitions scientifiques des responsables des recherches. De ce fait, on ne discerne pas, dans l'ensemble de ces interventions, d'évolution progressive, linéaire et mesurable des opérations de sauvetage qui tendrait vers l'organisation de l'archéologie préventive telle que nous la connaissons aujourd'hui. En revanche, un autre processus graduel peut être observé. On remarque en effet que les opérations archéologiques sont progressivement intégrées de plus en plus durablement et profondément dans les pratiques et les procédures habituelles des projets autoroutiers. Cette tendance aboutit alors à l'intégration complète de l'archéologie au sein du secteur économique du génie civil et en tant que domaine d'activité à part entière. C'est alors ce processus qui permet de retracer l'émergence véritable de l'archéologie préventive¹¹.

On remarque en effet que l'intégration des opérations de sauvetage au sein des procédures du génie civil entraîne d'importantes transformations des cadres pratiques et réflexifs de l'archéologie. Par exemple, ce processus favorise un renforcement ainsi qu'une professionnalisation des institutions publiques et régionales de l'archéologie qui, exerçant un contrôle total sur les vestiges, tendent à s'autonomiser de la recherche académique. On observe également l'apparition progressive de nouvelles pratiques scientifiques et patrimoniales telle que l'introduction du diagnostic archéologique ou la réalisation de fouilles sur de grandes surfaces. Ce processus tend aussi à transformer l'objet d'étude des opérations archéologiques qui n'est plus lié au concept de site, mais concerne plus largement l'emprise ou le territoire impactés par les travaux d'aménagement. En parallèle, on remarque également une transformation du rôle de l'archéologie au sein du secteur du génie civil. Plus que de limiter l'impact des travaux sur le patrimoine archéologique, les opérations de sauvetage ont également produit, auprès de la population, des représentations sociales plurielles sur le projet de génie civil, sur la compétence de ses responsables ou sur le territoire qu'il va impacter. Ces représentations sociales ont alors été parfois sciemment ou inconsciemment mobilisées par les aménageurs dans la promotion des travaux autoroutiers, contribuant ainsi à favoriser l'adhésion générale à un projet d'équipement du territoire. L'intégration de l'archéologie au sein du génie civil a donc entraîné des mutations bivalentes de ses deux domaines : d'une part elles ont transformé les cadres pratiques et philosophiques de l'archéologie, d'autre part les

¹⁰ Il s'agit justement du sujet de la thèse de doctorat que l'auteur de cet article a soutenu en octobre 2023 à l'Université de Neuchâtel (Jobin 2023). De fait, ce présent article s'appuie largement sur des constatations issues de cette thèse qui paraîtra prochainement.

¹¹ Paul JOBIN, *Entre patrimoine culturel et génie civil : l'intégration de l'archéologie au sein de la construction des routes nationales (1958-2012), l'exemple de la Suisse occidentale*, thèse de doctorat sous la direction de Marc-Antoine KAESER et Laurent TISSOT, Sciences humaines et sociales, Université de Neuchâtel, 2023.

représentations sociales produites par les opérations préventives ont participé à définir les projets d'aménagement au sein des différents acteurs concernés par les travaux ainsi qu'à en assumer une certaine promotion auprès de la population, favorisant par-là même leur acceptation. Les mutations qui s'opèrent lors de l'intégration des opérations scientifiques au sein du secteur du génie civil ont bel et bien constitué les différents processus qui ont conduit à l'émergence de l'archéologie préventive¹².

Initié au début des années soixante, le processus d'intégration de l'archéologie au sein du secteur du génie civil semble s'interrompre, en Suisse, au tournant des années deux mille dix. Cette période correspond à l'achèvement progressif des principaux tronçons autoroutiers du réseau des routes nationales. Logiquement, les opérations préventives qui leur étaient liées diminuent progressivement à cette période. Dès 2008 déjà, ces dernières sont mises en œuvre dans le cadre d'une nouvelle procédure¹³. Beaucoup mieux maîtrisée et encadrée sur le plan opérationnel, cette nouvelle procédure ne permet plus d'importantes innovations dans le cadre des fouilles autoroutières, qui tendent à se standardiser dans l'ensemble du pays. Plus globalement, cette période correspond aussi à celle d'un ralentissement des projets d'infrastructures routières et d'équipement du territoire lié à la crise bancaire et financière de 2008. Dans ce contexte, le nombre et l'importance des opérations préventives réalisées dans le pays diminuent drastiquement. De nombreux archéologues ayant été actifs sur les chantiers autoroutiers se retrouvent alors subitement sans perspectives d'engagement. Comparée à l'intensité des opérations préventives dans le pays lors des années précédentes, cette période de transition a des allures de lendemain de fête pour l'archéologie en Suisse¹⁴. Dans une perspective plus large, ce tournant marque la fin de la transformation des cadres pratique et philosophique de l'archéologie préventive au sein des chantiers autoroutiers et des grands projets d'aménagement du secteur économique du génie civil.

Archéologie et aménagement du territoire

Pourtant, la fin des chantiers autoroutiers ne marque bien entendu pas le terme de l'évolution de l'archéologie préventive en Suisse. Parallèlement à son intégration au sein du secteur économique du génie civil depuis les années soixante, on remarque que l'archéologie s'intègre également, dès les années septante et quatre-vingt, aux procédures ainsi qu'aux politiques de l'aménagement du territoire dans le pays. Ce processus constitue alors une seconde vague de transformation des cadres pratiques et réflexifs de l'archéologie inhérents à

¹² *Ibid.*

¹³ OFFICE FEDERAL DES ROUTES (OFROU), *Procédure applicable en cas de découverte archéologique ou paléontologique lors de la construction des routes nationales*, Instructions, ASTRA 7A020, Berne, Office fédéral des routes, 2012, 11 p.

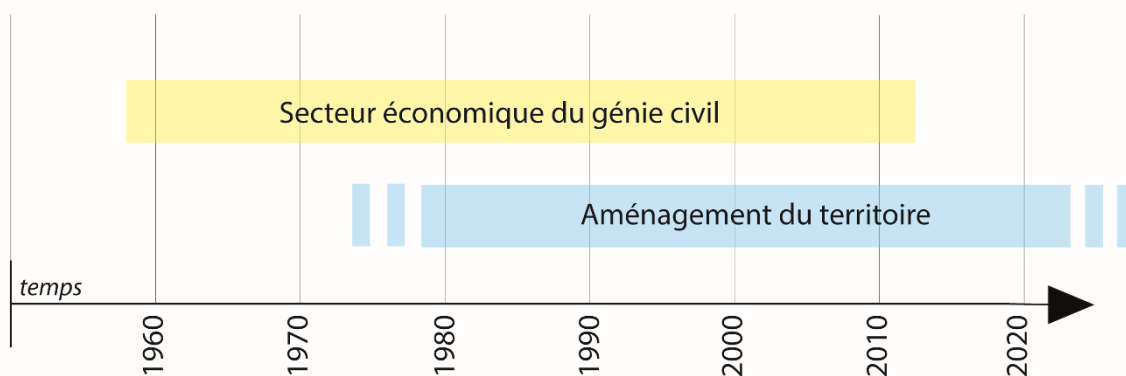
OFFICE FEDERAL DES ROUTES (OFROU), *Archéologie et paléontologie dans les projets d'aménagement, d'entretien et d'élimination des goulets d'étranglement des routes nationales*, Aide à la conception, N494-2524 (f), Berne, Office fédéral des routes, 2013, 14 p.

¹⁴ Denise LEESCH, Françoise BACHMANN et Robert MICHEL, « Quel avenir pour l'archéologie préventive en Suisse après les grands travaux ? », in *Les Nouvelles de l'archéologie*, vol. 73, 1998, p. 27-34.

Denise LEESCH, Françoise BACHMANN et Robert MICHEL, « Welche Zukunft hat die präventive Archäologie in der Schweiz nach den Grossprojekten? », in *Archéologie Suisse*, vol. 23, n° 3, 2000, p. 131-134.

SYNDICAT SUISSE DES SERVICES PUBLICS (SSP), « Des politiques de l'archéologie en Europe. Les services publics et l'archéologie en Suisse : quelles perspectives pour la recherche, le personnel et les administrations ? », in *Les Nouvelles de l'Archéologie*, vol. 89, 2002, p. 5-20.

l'émergence et à l'évolution de la recherche préventive (fig. 1).



< Figure 1 : Chronologie de l'intégration de l'archéologie au sein du secteur du génie civil et de l'aménagement du territoire (Infographie : P. Jobin) >

Comme la construction du réseau des routes nationales, l'aménagement du territoire en Suisse constitue lui-aussi, en quelque sorte, un projet fédéral. À l'origine, il s'agissait en effet d'une compétence cantonale et chaque administration pouvait organiser son territoire de manière autonome. L'adoption, en 1978, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)¹⁵, va changer cette situation. Dans les grandes lignes, le nouveau cadre légal a introduit des procédures et des fonctionnements communs pour tous les cantons et a permis la définition d'une politique de l'organisation du territoire à l'échelle nationale. Plus concrètement, la LAT contraint les cantons à affecter chaque parcelle de leurs territoires à une utilisation définie et dont les activités sont régies par une réglementation. Les autorités cantonales sont également tenues de mettre en place des procédures systématiques de demande de permis de construire et d'en organiser leur évaluation. Enfin, les cantons sont chargés d'adopter un plan directeur afin de gérer le développement de leurs territoires. Malgré les avantages évidents de ce nouveau système, les dispositions de la LAT s'avèrent constituer pour les autorités cantonales un cadre très contraignant dans la gestion de leurs territoires. En ce sens, la mise en application de cette nouvelle loi par les cantons s'avèrera donc très lente. Ce n'est en effet que vers le milieu des années nonante que toutes ses dispositions seront finalement appliquées dans l'ensemble de la Suisse¹⁶.

En parallèle, dès les années septante, des services archéologiques apparaissent dans la plupart des administrations cantonales. Avant même l'adoption de la LAT, les archéologues qui travaillent au sein de ces entités mettent déjà en place des outils patrimoniaux intégrés aux procédures cantonales de l'aménagement du territoire. Dans ce cadre, ils constituent ou réactualisent les cartes archéologiques cantonales sur lesquelles figure l'emplacement des sites connus ou des lieux de découvertes de vestiges¹⁷. À l'aide de cet outil cartographique, les archéologues sont à même de vérifier si des travaux peuvent potentiellement menacer des

¹⁵ Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) du 22 juin 1979, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1980, RS 700.

¹⁶ Michel MATTHEY, Martin SCHULER, *Aménager le territoire. La gestion d'un bien commun*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, Collection « Le savoir suisse », 2017, 153 p.

¹⁷ Par exemple, pour le cas du canton de Vaud : Denis WEIDMANN, « Archéologie cantonale », in Laurent FLUTSCH, Gilbert KAENEL et Frédéric ROSSI (dir.), *Archéologie en terre vaudoise*, Gollion, Infolio, 2009, p. 11-19.

sites connus. Surtout, ces données permettent de définir des périmètres ou des régions archéologiques intégrés dans les plans d'aménagement locaux issus des pratiques de l'aménagement du territoire. Ainsi, le service archéologique est consulté lorsqu'une demande de permis de construire est émise au sein d'un de ces périmètres archéologiques. Un préavis au permis de bâtir sera alors émis par le service archéologique, précisant les mesures exigées pour garantir la préservation des vestiges anthropiques. Il peut notamment s'agir d'un suivi du chantier lors des travaux d'excavation, de la réalisation d'une série de sondages de diagnostique ou alors d'une fouille préventive. Ainsi, les outils de l'aménagement, conjugués à ceux de la protection du patrimoine dont notamment la carte archéologique, permettent aux archéologues d'appliquer à l'échelle du territoire et de manière systématique ce qui a été fait jusqu'alors dans le cadre des chantiers autoroutiers. Ce processus marque ainsi le passage d'une archéologie de sauvetage pratiquée au sein de grands projets d'aménagement à une véritable archéologie préventive, qui intervient systématiquement dans le cadre des politiques et de la gestion du territoire.

Durant les années quatre-vingt et le début des années nonante, le développement des pratiques de l'archéologie préventive est assurément favorisé par l'application progressive des dispositions issues de la Loi sur l'aménagement du territoire. Dans ce contexte, l'approbation de la Convention de Malte par l'Assemblée fédérale en décembre 1995 arrive à point nommé¹⁸. La ratification de ce traité international par les autorités fédérales confère aux archéologues suisses une véritable légitimité dans leurs démarches, au sein des cantons, pour la mise en œuvre des procédures de l'archéologie préventive. Globalement, on observe en effet à cette période un renforcement notable des bases légales, financières et institutionnelles de l'archéologie au sein des cantons. Cependant, les archéologues suisses sont alors à cette période très investis dans les événements locaux et conjoncturels du secteur des constructions, notamment les chantiers autoroutiers. Quoiqu'il en soit, aucun groupe d'archéologues ne semble avoir cherché à intégrer, au sein des procédures fédérales de l'aménagement du territoire, une définition commune des principes et des objectifs de l'archéologie préventive sur laquelle les archéologues suisses pourraient s'appuyer pour le développement de leur politique patrimoniale à l'échelle de chaque canton. En conséquence, on observe logiquement d'importantes différences entre les cantons dans la mise en œuvre des procédures et des pratiques de l'archéologie préventive à l'échelle de leur propre territoire.

Les vestiges archéologiques en tant que géodonnées

L'intégration de l'archéologie au sein de l'aménagement du territoire connaît de nouveaux développements, dès 2007, à la suite de l'adoption de la Loi fédérale sur la Géoinformation (LGéo)¹⁹. La LGéo vise à renforcer la qualité, l'homogénéité et l'accessibilité générale des géodonnées concernant le territoire helvétique afin d'en favoriser leur utilisation par les autorités publiques, les entreprises et associations privées, la recherche scientifique, ainsi que la population. La LGéo introduit également la mise en œuvre d'un nouveau cadastre des

¹⁸ Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), conclue à La Valette le 16 janvier 1992, approuvée par l'Assemblée fédérale le 6 décembre 1995 et entrée en vigueur pour la Suisse le 28 septembre 1996, RS 0.440.5.

¹⁹ Loi fédérale sur la géoinformation (LGéo) du 5 octobre 2007, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008, RS 510.62. Ordonnance fédérale sur la géoinformation (OGéo) du 21 mai 2008, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008, RS 510.620.

Ordonnance fédérale sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OCRDP) du 2 septembre 2009, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2009, RS 510.622.4.

restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF) où figurent les différents objets et périmètres de protections ayant un effet restrictif sur la jouissance de la propriété foncière. Ce nouvel outil permet notamment de renseigner les propriétaires et les maîtres d'ouvrage sur les contraintes qui peuvent affecter l'utilisation du sol ou la réalisation de travaux. Afin de diffuser les géodonnées concernant leur territoire, les cantons ont progressivement développé des géoportails publiquement accessibles sur Internet, y compris depuis l'extérieur du pays. En plus des données cadastrales issues de la mensuration officielle, de l'aménagement du territoire et du cadastre RDPPF, les services cantonaux de l'aménagement du territoire y diffusent également de nombreuses géodonnées, tels que des modèles numériques de terrain produits par des relevés LiDAR ou des cartes historiques, par exemple. Cette nouvelle politique sur la géoinformation a également un effet sur l'organisation de l'archéologie préventive, puisque certaines données issues des cartes archéologiques, telles que les périmètres archéologiques, font partie intégrante des géodonnées cantonales largement diffusées entre les institutions et les acteurs de la société, de l'économie et de la politique du pays.

À ce moment, l'évolution des logiciels de SIG (système d'information géographique), et leur accès de plus en plus aisé, permettent aux services cantonaux d'archéologie de transformer leur carte archéologique en véritables bases de données géographiques. Grâce à ce nouvel outil, les archéologues sont à même de diffuser des données patrimoniales aux autres acteurs du territoire, mais également d'avoir accès à de nombreuses autres géodonnées à exploiter dans le cadre de leur travail pour l'évaluation du risque archéologique²⁰. Malgré l'absence de coordination et de concertation explicite entre les cantons, on remarque alors que la plupart des services archéologiques organisent le SIG de leur carte archéologique autour de trois principaux types de géodonnées. Il s'agit d'informations liées aux interventions réalisées, aux sites archéologiques connus et aux périmètres de protection²¹. Succédant à la notion de site tel qu'auparavant représenté sur les cartes archéologiques, cette nouvelle ontologie patrimoniale semble s'imposer naturellement dans les SIG des différents cantons. Toutefois, cette homogénéisation n'est manifestement pas issue d'un effort de coordination entre les cantons, mais résulte plutôt de l'effet structurant des SIG, en tant qu'outil, sur la définition des données scientifiques et patrimoniales produites par la démarche préventive. Étant régis par la législation fédérale et donc commune à tous les cantons, les procédures de l'aménagement du territoire et les usages liés aux géodonnées participent également à une uniformisation de certaines procédures et de certains outils de l'archéologie préventive entre les cantons. Soumise à cette multitude de facteurs, les démarches de l'archéologie préventive en Suisse, intégrées au sein de la gestion du territoire, tendent ainsi à s'homogénéiser.

De l'administration du territoire à un discours scientifique

Cette tendance s'avère toutefois très limitée aux outils et aux pratiques liés à l'aménagement du territoire. La vision et la mise en œuvre de l'archéologie préventive en Suisse demeurent globalement très hétérogènes entre administrations. Si des synergies intercantionales sont parfois mises en œuvre, ou souhaitées, on ne constate actuellement pas de volonté affirmée de

²⁰ La diffusion des périmètres archéologiques sous la forme de géodonnées permet notamment aux archéologues d'intégrer les procédures informatisées des demandes de permis de construire organisées par les services cantonaux de l'aménagement du territoire.

²¹ Certains cantons ont également élaboré une base de données sur les potentialités archéologiques afin de distinguer les sites archéologiques confirmés par une intervention de ceux qui demeurent à vérifier.

développer une coordination plus conséquente de l'archéologie préventive dans le pays. En réalité, cette situation présente plusieurs avantages. Elle octroie notamment beaucoup d'autonomie aux acteurs locaux de l'archéologie et permet une organisation optimale de l'exploration et de la protection du patrimoine en fonction des spécificités et des conjonctures des situations locales. Cependant, la décentralisation de l'archéologie préventive en Suisse s'avère néanmoins présenter un fort désavantage sur le plan scientifique. Elle conduit en effet à la production de données hétérogènes sur le territoire du pays tandis que l'absence d'une coordination plus marquée entre les institutions cantonales défavorise le développement d'axes ou de thématiques de recherche au-delà de l'échelle locale. De plus, les milieux académiques sont de toute évidence trop peu impliqués dans l'archéologie préventive. En conséquence, le manque de coordination entre les différents acteurs de l'archéologie en Suisse pénalise grandement l'élaboration de discours interprétatifs à l'échelle régionale ou nationale. Ce problème, déjà identifié durant les années nonante²², s'avère persister encore aujourd'hui.

Une solution à ce problème pourrait peut-être résider dans l'intégration de l'archéologie au sein de l'aménagement du territoire. Il s'agit en effet d'un processus qui demeure encore en cours aujourd'hui. L'application de nouvelles technologies de la gestion et de la diffusion de l'information ainsi que le développement de procédés ayant recourt à l'intelligence artificielle sont par exemple susceptibles d'entraîner de nouvelles transformations des procédures de l'archéologie préventive à l'avenir. En ce sens, il serait peut-être possible, pour les archéologues suisses, d'y développer de nouvelles pratiques ou de nouveaux outils afin d'homogénéiser la production de données scientifiques dans le pays ainsi que développer des axes de recherche communs dans le cadre de la mise en œuvre de l'archéologie préventive au sein des différents cantons. De plus, les outils de l'aménagement du territoire représentent également de nouvelles possibilités pour la médiation culturelle de l'archéologie. Les géoportails cantonaux constituent en effet des plateformes largement accessibles sur lesquelles des informations concernant les connaissances scientifiques pourraient être transmises au public. Cela est déjà le cas dans le canton de Fribourg, par exemple, où des notices concernant les interventions préventives sont librement consultables sur le géoportail cantonal²³. Il s'avère donc primordial d'initier de nouvelles réflexions sur l'introduction de l'archéologie préventive au sein des pratiques et des procédures de l'aménagement du territoire. Ce processus constitue en effet un cadre opportun pour le développement de nouvelles procédures et de nouveaux outils qui, s'ils sont maîtrisés, pourraient significativement améliorer l'efficacité des résultats patrimoniaux et scientifiques de l'archéologie préventive dans le pays.

²² Alain GALLAY, « Autoroutes suisses et archéologie : quel bilan ? », in Gilbert KAENEL (dir.), *30 ans de grands travaux. Quel bilan pour la préhistoire suisse ?*, Actes du colloque du Groupe de travail pour les recherches préhistoriques en Suisse (GPS/AGUS), Basel, 13-14 mars 1998, Lausanne : Documents du GPS, 1998, p. 85-89. Marc-Antoine KAESER, « Archéologie Suisse, *quo vadis?* Quelques réflexions personnelles », in *Archéologie Suisse*, vol. 18, n° 3, 1995, p. 125-128.

Denise LEESCH, « Prise de position suite au bilan pessimiste des recherches archéologiques sur les tracés des routes nationales », in Gilbert KAENEL (dir.), *30 ans de grands travaux. Quel bilan pour la préhistoire suisse ?*, Actes du colloque du Groupe de travail pour les recherches préhistoriques en Suisse (GPS/AGUS), Basel, 13-14 mars 1998, Lausanne : Documents du GPS, 1998, p. 91-93.

²³ <https://map.geo.fr.ch/>, dernière consultation le 24 février 2024.

Le territoire : une responsabilité des archéologues

Comme dans le cas de l'intégration de l'archéologie au sein du secteur du génie civil, il est fort à parier que son intégration au sein de l'aménagement du territoire constitue également un processus bivalent. Faisant partie intégrante des différents acteurs réunis autour de l'aménagement du territoire, l'archéologie est intensément impliquée dans les négociations liées aux politiques économiques et sociales du territoire²⁴. Par exemple, on remarque que les données diffusées en libre accès sur les géoportails cantonaux, comprenant entre autres les périmètres archéologiques, participent à la justification des politiques fédérales et cantonales du territoire. Bien plus qu'opportun, il s'avère donc crucial de déterminer les rôles exacts de l'archéologie préventive au sein de l'aménagement du territoire afin de comprendre à quelles politiques les archéologues participent et engagent leurs responsabilités.

²⁴ Voir : Marc-Antoine KAESER, *Archéologie et aménagement du territoire. Histoire et épistémologie de la sauvegarde du patrimoine, sous l'angle du développement durable*, Berne, Académie suisse des sciences humaines et sociales, Conférence de l'Académie, cahier 29, 2022, 85 p.

The Valletta Convention and preventive archaeology in the UK: from policy to practice

Sadie WATSON

Introduction: the UK context

The Valletta Convention was ratified by the UK Government in 2000. Although it is a legal document, in many ways its ratification did not result in significant changes to existing archaeological practice in terms of legislation or professional standards, given the presence of pre-existing legislation. For example, signatories of the Valletta convention are expected to establish systems of legal protection for buried archaeological remains (including underwater and marine) and ensure that these systems can operate within the relevant planning and development control models used in each state. This expectation adopted parts of the UK Planning Policy Guidance 16: Archaeology and Planning¹. The degree to which the UK Government has failed to properly embed meaningful aspects of Valletta will be discussed later in this paper, but it is worth noting here that the existing model and operation of planning control (curatorial) archaeology in the UK functions within a commercialised sector, which remains relatively unusual even today. It is perhaps the reason for the challenges we've had to deal with in the UK, including how to embed and ensure the provision of aspirational legislation like the Valletta (and Faro) conventions within a market-driven environment.

There have been some legislative developments since ratification, however. The UK consists of four devolved nations, which makes things more complex, as each nation is largely responsible for its own cultural heritage and deals with planning in different ways, albeit without serious divergence. The various devolution settlements have been amended since 2010, largely due to public spending pressures instigated by the UK Parliament in Whitehall², but the planning control aspects have not changed dramatically.

Cadw is responsible for the historic environment and archaeology in Wales. In Northern Ireland it falls under the remit of the Department for Communities. In England and Scotland, we have Historic England and Historic Environment Scotland. Devolution has proved an interesting challenge for a largely politically cautious nation such as the UK, particularly after Brexit³. Notably, there are nationalist movements in England, Scotland, and Wales. In Scotland and Wales, they tend to arise from the left of the political spectrum, whereas in England they broadly represent right-wing opinion. Northern Ireland has a traumatic recent

¹ DOE (Department of the Environment), *Planning Policy Guidance 16, Archaeology and Planning*, 1990, <https://www.communities.gov.uk/documents/planningandbuilding/pdf/156777.pdf> (Accessed 11/02/2024).

² Aron CHEUNG, Aksah PAUN, and Lucy VALSAMIDIS, *Devolution at 20*, Institute for Government, 2019 <https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/Devolution%20at%2020.pdf> (Accessed 11/02/2024): p. 4.

³ *Ibid.*, p. 69-71.

past, which adds to the complexity of dealing with the archaeology and the cultural heritage in those areas. Nonetheless, leading archaeologists retain a focus on public benefit and the need to ‘welcome wider society into the process’⁴.

All four nations have legislation that acknowledges heritage as an irreplaceable resource. In England, the National Planning Policy Framework (NPPF)⁵ states that this resource, embedded within the historic environment, offers a broad range of social, cultural, economic and environmental benefits. In Northern Ireland, the Strategic Planning Policy Statement states that if managed in a sustainable way, the cultural heritage can make a valuable contribution to the environment, economy and society⁶. The Scottish Government’s National Planning Framework states that the social, environmental and economic value of our historic environment is critical to economy and cultural identity⁷. Finally, in Wales, the legislation theoretically provides a particularly advanced way of combining the well-being of the Welsh nation and its culture. Heritage is considered essential to that, and the framework expects planners to consider whether the proposed development is sustainable in terms of its contribution to the social, economic and cultural well-being of the people⁸. A key component of the Faro Convention is the moving away from mere protection or mitigation of damage towards access and democratic engagement, and in many ways, there are aspects of this threaded throughout these policies, as much as there are aspects of Valletta, although as always it could be said that the practical implementation diverges from the intention.

Archaeology in the UK: persistent challenges

Understanding the current, post-Valletta situation in the UK requires a rapid dive into the commercial nature of the sector. While some signatories used the Convention to establish systems which were state-funded and largely operated through a state body (such as those seen in France), the UK model persisted with the system developed in the preceding Thatcherite years of the early 1990s⁹, sustained through a spirit of deregulation that welcomes a market-driven, competitive approach to archaeological work conducted as a result of planning control. And, despite the wording of the Valletta Convention (Article 3), we have no barriers to entry to the profession, no licencing for practice, and no way of conferring expertise beyond accredited membership of the Chartered Institute for Archaeologists

⁴ John O’KEEFE, *Archaeology 2030: A Strategic Approach for Northern Ireland*, *Internet Archaeology* 57, 2021 <https://doi.org/10.11141/ia.57.3> (Accessed 11/02/2024).

⁵ DLUHC (Department for Levelling Up, Housing and Communities), *National Planning Policy Framework*, 2023, https://assets.publishing.service.gov.uk/media/65a11af7e8f5ec000f1f8c46/NPPF_December_2023.pdf (Accessed 11/02/2024).

⁶ DOENI (Department of the Environment Northern Ireland, *Strategic Planning Policy Statement for Northern Ireland (SPPS): Planning for Sustainable Development*, 2015, <https://www.infrastructure-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/infrastructure/SPPS.pdf> (Accessed 11/02/2024).

⁷ Scottish Government, *National Planning Policy Framework 4*, 2023, <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/02/national-planning-framework-4/documents/national-planning-framework-4-revised-draft/national-planning-framework-4-revised-draft/govscot%3Adocument/national-planning-framework-4.pdf> (Accessed 11/02/2024).

⁸ Welsh Government, *Planning Policy Wales Edition 12*, 2024, https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2024-02/planning-policy-wales-edition-12_1.pdf (Accessed 11/02/2024).

⁹ DOE (Department of the Environment), *Planning Policy Guidance*, *op. cit.*; Harald FREDHEIM and Sadie WATSON, *Understanding Public Benefit from UK Development-led Archaeology*, 2023, MO LA, <https://doi.org/10.48583/jjhm-je58> (Accessed 11/02/2024), p. 14-15.

(CIFA)¹⁰. The latter is not compulsory, although it is becoming increasingly expected on major projects and by some planning archaeologists, if mostly for roles at more senior levels. Membership is not yet a standard expectation for many curatorial or managerial roles, though, even at senior levels.

The most recent figures we have indicate that there are around 5000 archaeologists employed in our development-led sector, which was valued as contributing £247 million to the national economy in 2020/21¹¹, as well as contributing £218m to local economies in England, Scotland and Wales¹². The system is regionally organised in the UK. Each council or borough has an archaeological curator who informs planning and development locally, which is as critical for local economies as it is for the nation more widely. We also have reasonably widespread trade union representation in archaeology now, with over 2000 members across the various unions operating in our sector. This is no doubt partially a result of all the boom and bust that occurs when the market is so dependent on the construction sector for work, with mass redundancies for archaeologists closely following recession cycles. Generally, the majority of work (73% in 2020/21) comes directly from the private sector, with a significant 34% originating from housebuilding, although in recent years transport infrastructure projects provided a significant proportion.¹³ Notably, these are funded through direct taxation, so public funds. Wherever the source, as a percentage of project budgets, spend on archaeology is normally less than 1%. In the City of London, it's normally less than 0.1%, although these projects often have multibillion-pound budgets due to extremely high land values.

Crucially, the system is not research-led, and the over-riding assumption is that of preservation *in situ*. As a result, we can usually only ever excavate areas that are being damaged or impacted by development groundworks, often meaning we excavate to impact levels above the base of deposits or leave half of features in the ground, if they extend beyond the limit of excavation. Nevertheless, it would be churlish to complain about the negative aspects of our buoyant UK sector after having heard from colleagues elsewhere in Europe who work within very small teams, with little or no funding.

Two examples: metal detecting and archives

There are some aspects of the Valletta Convention that successive UK Governments have largely failed to adopt in any meaningful way. One of the most egregious of these is contained within Articles 3 and 4, which allude to artefacts removed from their context by metal detecting. The problems caused by enabling a market to arise whereby metal detectorists can openly sell their discoveries (often to local museums who must raise the funds through public donation) should have been foreseen, but here we have a hint as to the origin of the difficulty. Willem Willems attended various sessions in Strasbourg for the drafting of the Convention

¹⁰ CIFA (Chartered Institute for Archaeologists), *About*, 2024, <https://www.archaeologists.net/about> (Accessed 11/02/2024).

¹¹ Kenneth AITCHISON, Doug ROCKS-MACQUEEN, *Profiling the Profession*, Landward Research Ltd, Sheffield, 2021.

¹² Doug ROCKS-MACQUEEN, and Tim LEWIS, *Archaeology in Development Management: Its Contribution in England, Scotland and Wales*, Landward Research, Ltd, Sheffield, UK 2019, Scottish Government, National Planning Policy Framework 4, 2023, <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/02/national-planning-framework-4/documents/national-planning-framework-4-revised-draft/national-planning-framework-4-revised-draft/govscot%3Adocument/national-planning-framework-4.pdf> (Accessed 11/02/2024).

¹³ Kenneth AITCHISON, Doug ROCKS-MACQUEEN, *Profiling the Profession*, *op. cit.*, p. 20

and describes some rather unedifying discussions over the international illegal antiquities market and metal detecting, with the UK representative forming the vanguard against stricter control on both¹⁴. With the benefit of hindsight, perhaps the UK will introduce a system of licencing for metal detecting, like those operational in other nations and on the River Thames foreshore¹⁵. It is an example of the context within which these conventions and other legislation are negotiated, often at the limits of the professional convictions of the individuals' involved. The UK did instigate the Portable Antiquities Scheme for England and Wales, administered by the British Museum and Amgueddfa Cymru – National Museum Wales. This includes 40 local Finds Liaison Officers, who record artefacts brought in by the general public, significant numbers of whom are metal detectorists. This reporting is voluntary, unless the objects are deemed 'Treasure'¹⁶, and remain in the possession of the landowner. The latter can then sell them after valuation, sharing the profits with the finder. In Scotland, there is a legal obligation to report all finds. In Northern Ireland and the whole of the Republic of Ireland, all metal detecting requires a licence. This stricter enforcement of limited access to buried archaeological remains in Northern Ireland is usefully explained: 'The intention of the law ... [is] to support the interests of the public as a whole, to prevent damage to ancient sites, to prevent the looting of such sites for personal gain, and to encourage the reporting of discoveries of antiquities so that the information that such objects convey can be studied.'¹⁷ Such a clear statement is presumably useful and more in the spirit of the original intention of the Valletta Convention.

The other significant shortcoming relates to the provision of archives, which remains a growing concern for the UK sector. Many areas of the UK have no regional archives at all, and it's still not a statutory requirement. This is now being tackled by the Future for Archaeological Archives Programme¹⁸, led by Historic England. The programme has been set up to find a sustainable future for archaeological collections recovered from excavations in England, with funding plans for a national repository and new operational systems to reduce the volume of materials retained in the future. A commercial model such as ours should theoretically have ensured that the clients fund long term archive and storage, but this has failed to materialise, and so the public sector (in the form of Historic England) is taking up the challenge.

London as a case study

London, and its modern archaeological context, offers the opportunity to examine several of the points discussed above. In some ways, London is an unusual example even within the UK, due to the rapid and constant pace of development across much of its centre. Land value in London is so high that developers are willing to pay for double or triple basements, meaning

¹⁴ Willem WILLEMS, The work of making Malta: The Council of Europe's archaeology and planning committee 1988–1996. *European Journal of Archaeology*. 2007, 10 (1), <https://doi.org/10.1177/1461957108091482> (Accessed 11/02/2024), p. 61-63.

¹⁵ PLA (Port of London Authority), *Thames foreshore permits*, 2024, <https://www.pla.co.uk/Environment/Thames-foreshore-permits> (Accessed 11/02/2024).

¹⁶ PAS (Portable Antiquities Scheme), *The Treasure Act*, 2024, <https://finds.org.uk/treasure> (Accessed 11/02/2024).

¹⁷ Department for Communities NI, *Metal detecting and the law*, 2024, <https://www.communities-ni.gov.uk/articles/guide-metal-detecting-archaeology-and-law> (Accessed 11/02/2024).

¹⁸ Historic England, *Future for Archaeological Archives Programme*, 2023, <https://historicengland.org.uk/research/support-and-collaboration/future-for-archaeological-archives-programme/> (Accessed 11/02/2024).

the archaeology is excavated all the way down to the geology. We often see the very bottom of the sequences, unlike in other English cities such as York, which has similarly important and waterlogged archaeology but lower land value, so less frequently excavated to such depths.

Some cities, such as Paris, have a well-preserved centre. London is not the same. There are legal protections in place for certain buildings, archaeological areas, and views, but even here, developments often take place in the context of internal alterations, lift pits, and other engineering requirements. These typically involve some degree of archaeological work. London has also seen major investments in transport infrastructure in recent years, requiring years of major excavations. The high level of adherence to the concept of preservation *in situ* means that sites are rarely, if ever, completely excavated. As a result, we can go back to the same sites several times over to excavate areas in between previous trenches.

The archival repository for materials excavated from Greater London *should be* the London Archaeological Archive, the largest such archive in the world. It was originally paid for through charitable funds from the National Heritage Lottery Fund, with responsibility for running costs taken over by the Museum of London¹⁹. Financial pressures and a major building project, however, have resulted in reductions in staff and capacity. The archive is closed to researchers, and archives are accepted just twice yearly. The Museum of London is not a publicly funded museum, and maintaining an archive is a costly endeavour.

The archaeological sector in London is particularly complex, consisting of many organisations operating at various levels. These include several commercially contracted organisations, planning archaeologists employed by London boroughs and Historic England, archaeologists employed by land-owning organisations such as the National Trust and the Historic Royal Palaces, museum archaeologists and archivists, as well as the many organisations who represent a strong and expert voluntary sector. Recently, there has been a renewed focus on bringing these myriad groups together to greater public benefit, including contributing to local research aims, providing opportunities for participation as well as engagement, and broadening access to archaeology generally. Here again, we stray into the realm of the Faro Convention, which protects the rights of citizens to access and participate in cultural heritage—although notably the UK is not yet a signatory.

The projects that urban archaeologists work on tend to be located next to very diverse communities, whose residents may have moved around a lot before they settled in that location. Some of them will have very few, if any, personal ties to their place of residence. Archaeology offers an authentic way to access both the deep and recent pasts of that place, from which we can shape the present for them. There are growing opportunities for archaeology conducted through the planning system to incorporate other forms of legislation and guidance that promote social value and wellbeing outcomes as part of our work²⁰ and ensure project designs respond to the United Nations Sustainable Development Goals. All four devolved nations have specified that development must be sustainable. This is further

¹⁹ Museum of London, *Museum of London Archaeological Archive*, 2023, <https://www.museumoflondon.org.uk/collections/other-collection-databases-and-libraries/museum-london-archaeological-archive> (Accessed 11/02/2024).

²⁰ Sadie WATSON and Harald FREDHEIM, Value from Development-Led Archaeology in the UK: Advancing the Narrative to Reflect Societal Changes. *Sustainability* 2022, 14, 3053. <https://doi.org/10.3390/su14053053> (Accessed 11/02/2024).

defined in the English NPPF as economic, environmental and social sustainability²¹, providing the space for a participation framework to flourish. Public archaeology was mentioned by every speaker at the Colloquium, but volunteers have largely disappeared due to professionalisation. As a result, the way we plan for participation (in fieldwork as well as other aspects of archaeology) needs to be rethought, particularly as public benefit often requires care at the micro level of local knowledge. Again, developer-funded archaeology is an inherently local activity, with local impacts as well as local beneficiaries, offering huge potential. Here we are once more straying towards the Faro Convention, with its onus on an inclusive social approach to archaeology and heritage management²².

Recent developments

The archaeological sector in the UK lobbies the Government in Westminster through the All Party Parliamentary Archaeology Group (APPAG)²³, steered by CIFA and the Council for British Archaeology (CBA), the largest organisation established to enable participation in archaeology²⁴. The CBA works across all four devolved nations and is a legally recognised ‘amenity society’. This ensures that its opinions are sought during its work as a key advocacy voice for the historic environment and for heritage²⁵. Together with CIFA and other groups, this advocacy in recent years has included working to organise debates in Parliament on relevant issues including extensive responses to emerging legislation and amendments to the Treasure Act²⁶, with a major consultation launched in early 2024 in Scotland on the Treasure Trove system²⁷. There have been some recent developments in advocacy that will provide a legislative basis for critical aspects of Valletta that the UK failed to provide. In particular, Article 2: the statutory requirement to provide an ‘inventory of its archaeological heritage and the designation of protected monuments and areas’²⁸. Happily, this has now been adopted by the UK Government in the Levelling Up and Regeneration Act, that secured statutory status for Historic Environment Records (HERs), now legally required by local authorities²⁹. In an acknowledgement of the peculiarly commercial sector operating in the UK, the Act will expect the service to be provided by private organisations if they currently provide curatorial advice on behalf of public bodies in out-sourced arrangements. There is also allowance for the

²¹ DLUHC, *National Planning Policy Framework*, 2023, op. cit.

²² Adrian OLIVIER, “The Valletta Convention: twenty years after - a convenient time, in *The Valletta Convention Twenty Years After - Benefits, Problems*”, Victoria M. VAN DER HAAS and Peter A. C. SCHUT (éd.), *Challenges, EAC Occasional Paper*, 9, 2014, p. 11-17 https://www.europae-archaeologiae-consilium.org/files/ugd/881a59_54c002784614442c8892cf0ef3991978.pdf (Accessed 11/02/2024)

²³ APPAG, *About the All Parliamentary Archaeology Group 2023*, <https://appgarchaeology.wordpress.com/about/> (Accessed 11/02/2024).

²⁴ CBA, *About us*, 2023, <https://www.archaeologyuk.org/about-us.html> (Accessed 11/02/2024).

²⁵ *Ibid.*

²⁶ APPAG, *Archaeology in Parliament*, 2023, <https://appgarchaeology.wordpress.com/archaeology-in-parliament/> (Accessed 11/02/2024).

²⁷ Museums Association, *Scotland launches review of Treasure Trove system*, 2024 <https://www.museumsassociation.org/museums-journal/news/2024/02/scotland-launches-review-of-treasure-trove-system/#:~:text=A%20large%2Dscale%20public%20consultation,for%20more%20than%2020%20years.> (Accessed 11/02/2024).

²⁸ CoE (Council of Europe), *European Convention on the Protection of the Archaeological Heritage (Revised)*, 1992, <https://rm.coe.int/168007bd25> (Accessed 11/02/2024).

²⁹ CIFA (Chartered Institute for Archaeologists), *Levelling Up and Regeneration Bill receives Royal assent*, 2023, <https://www.archaeologists.net/news/levelling-and-regeneration-bill-receives-royal-assent-1698938460> (Accessed 11/02/2024).

HERs to charge fees for their services, given that much of the data they distribute will be used by private archaeological organisations offering advice to private construction clients.

Concluding thoughts

There is still much to do to embed a more socially and environmentally responsible habitual practice within archaeology throughout the UK, but changing legislative frameworks and commercial expectations offer us many opportunities. Those of us who work within the developer-funded system belong to a very specific sector within the wider heritage profession, and as a group that provides services to the construction industry, we have unique pressures tied to funding as well as unique opportunities. The debate continues on whether planning-led archaeology should be funded by public grants or a 'developer tax,' as opinions are still divided. But in the meantime, it's crucial for the sector to highlight the value of our work, the benefits it provides to society, and its potential to address key challenges facing people across the UK and beyond.

Acknowledgements

I would like to send my grateful thanks to colleagues at INRAP and the University of Paris Nanterre for organising the wonderful Colloquium in Paris during June 2023, which was notable for its collegiate atmosphere, and to Ricardo Gonzalez Villaescusa for arranging the publication of the papers. Thanks also to Anne Degraeve for proposing me as the UK speaker. My slides were translated by Rebecca Hawkes-Reynolds and the INRAP team. This paper is written from my own perspective and does not represent the views of my employer or the UK sector more widely; other opinions would of course differ.

Archaeological Heritage protection in Serbia 30 years after Malta – has the Malta convention been misunderstood?

Aleksandar ALEKSIĆ

Cultural and Archaeological Heritage preservation in Serbia

Historical background

Serbia boasted of one of the most liberal constitutions of the first half of the 19th Century (the *Sretenje* or ‘Candlemas’ Constitution of the Principality of Serbia)¹. Heavily influenced by the principles of the French Revolution and the French Constitution, it championed the values of individual liberty, freedom, and human rights, rejecting the institution of feudalism and establishing an early democratic division of power within the government. The constitution was in force for just two weeks before being repealed under the influence of the Ottoman, Austrian, and Russian empires. Nonetheless, its impact on the Serbian struggle for statehood throughout the 19th century was considerable².

Serbia also enacted one of the earliest pieces of legislation concerning the preservation of cultural heritage in Southeastern Europe: The Decree on the Protection of Ancient Monuments, 1844³.

Serbia was also a member of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, which itself was a founding member of numerous international organizations, including the United Nations. It was also an early adopter of many international conventions and standards, including those concerning cultural heritage management, which are reflected in Serbia’s constitution and legal system today.

Archaeology as a discipline began in Serbia in the mid-19th century, alongside the establishment of the National Museum in Belgrade in 1844. Most of its museums and other institutes of cultural heritage were formed after Second World War⁴.

Contemporary legal framework of cultural heritage protection

The legal framework governing cultural heritage protection in Serbia is complex, like those of its neighbouring countries. In truth, there is no one explicitly defined schema of archaeology and archaeological heritage within the legislation, which has resulted in a fragmented legal approach to the field.

¹ Serbia is a country with ~ 6.6 million inhabitants with ~ 800.000 km² and 170 municipalities.

² Sima AVRAMOVIĆ, “The First Serbian Constitution of Sretenje (Candlemass) – 175 years after”, *УДК 342.4 (497.11) “1835”*, 2010, p. 36-65.

³ Tonko RAJKOVAČA, *Frameworks and Development Perspectives of Preventive Archaeology in Bosnia and Herzegovina and Serbia*, Belgrade, Institute of Archaeology, 2019, p. 91-112; Vladimir V. MIHAJLOVIĆ, *On the Frontiers of the Balkans*, Belgrade, Institute for Balkan Studie SASA, 2018, p. 126.

⁴ For more on the historical perspective on archaeology in Serbia, see: Rajkovača 2019, Novaković 2021.

Most archaeological practices are governed by the Law on Cultural Properties, enacted in 1994. A second Law on Cultural Properties was introduced in 2021, but many of the provisions remained the same. As a result, it offers a broad and largely outdated definition of archaeological research. Other legal acts address archaeology and archaeological heritage preservation indirectly, such as the Law on Culture (2009-2021), the Law on Museum Activity (2021), and the Law on Nature (2021).

The Criminal Code of RS (2019), Art. 353a, defines unauthorized archaeological research as a criminal act, punishable by up to 5 years in prison. Besides this, the Criminal Code includes several other definitions that relate to illegal archaeological research, which may constitute a more solid foundation for the preservation of archaeological heritage. As Serbia is both a country of origin and passage in the illegal international trade of antiquities, many of these serve to combat the looting and smuggling of artefacts.

In 2009, legislation was introduced to adopt the Malta Convention (i.e., the Convention for the Protection of the Archaeological Heritage of Europe - Revised), but it hasn't yet been reconciled with other legal acts or fully put into practice.

For example, the Law on Planning and Construction (2009 – 2013) is the main legal act impacting archaeological heritage today but unfortunately does not wholly align with the Convention. Rather, it is constantly updated on matters of planning, development, and construction in response to shifting politics within the European Union and the needs of domestic developers. Each time, attempts are made—mainly by representatives of the archaeological community—to make regulations more archaeologically friendly. As a general rule, regulations concerning planning and development are not defined in a way that's necessarily contrary to the principles of the Malta Convention—but in widespread practice and interpretation, it falls short of true preventive archaeology.

Finally, there is only one official 'rule book' on archaeology – *The Rulebook on Documentation of Archaeological Research* (2020), which offers no clear guidelines for archaeological research in the context of planning and development.

The institutional framework of cultural and archaeological heritage preservation in Serbia

Archaeological heritage protection in Serbia is essentially divided into two categories: movable and immovable archaeological heritage. This division is then applied to an institutional framework where *archaeological* heritage protection and management functions as a (not-so-) integral part of a wider system of *cultural* heritage protection, consisting of two separate networks: museums and cultural heritage institutes, both of which fall under the control of the Ministry of Culture. The museum network is comprised of regional and local museums, 43 in total, of which the most important is the National Museum of Serbia in Belgrade⁵. Among museums that cater to movable heritage, we see such specialized institutions as the Historical Museum, the Museum of Science and Technology, and the Museum of Mining and Metallurgy.

⁵ Adam CRNOBRNJA, "The Current Archaeological Heritage of Serbia – The Responsibility of the State or Enthusiasts?", in *Modern Conservation*, 5/2017, 2018, p. 90.

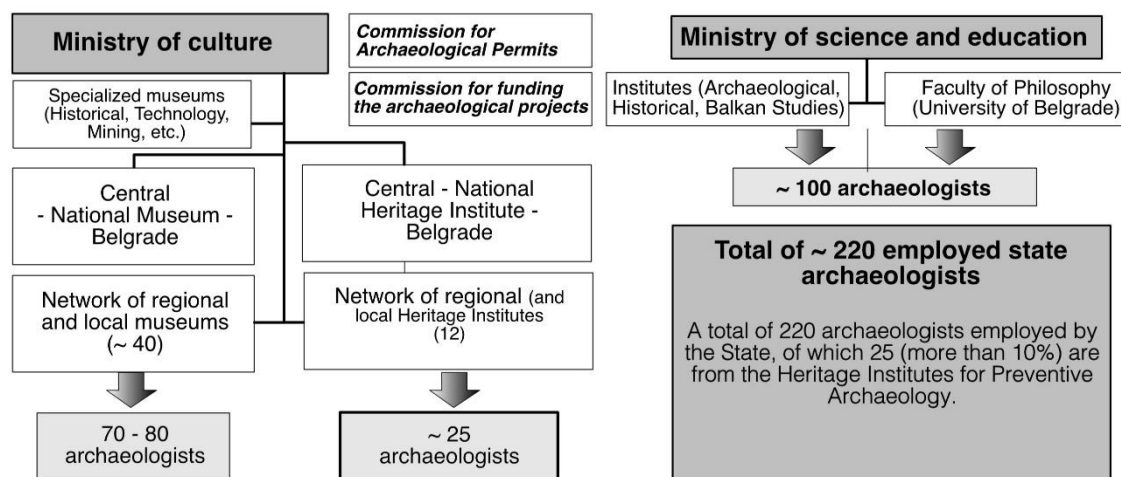
The institutional backbone of archaeological heritage management and protection in Serbia is comprised of one central and 12 regional offices⁶. All such institutes serve as autonomous entities with territorial jurisdiction, but with varying levels and sources of state, provincial, and municipal funding. They become involved in development and construction via centralized local and state bodies responsible for issuing building permits.

Academically, archaeology falls under the purview of a variety of centres of higher education, of which the University of Belgrade (Faculty of Philosophy) and the Archaeological Institute of Belgrade are by far the largest.

All archaeological research in Serbia is conducted by public institutions, and each office oversees salvage archaeology operations within its territory of jurisdiction, although the Archaeological Institute of Belgrade also takes part in their organization as well.

It must be noted that none of these institutes is sufficiently well-staffed to properly engage in rescue archaeology without hiring external, part-time archaeologists (either unemployed or employed by other institutes, mainly museums).

The institutional framework of Serbia



< Figure 1 - The Institutional Framework for the Protection of Cultural and Archaeological Heritage in Serbia, 2023 >

Serbian rescue Archaeology in 2023 – Stuck in the ‘Salvage Phase’

The ‘incident’ and ‘polluter-pays’ principle

In this text, we argue that rescue archaeology and archaeological heritage protection in Serbia remain in the phase of salvage archaeology.

⁶ Adam CRNOBRNJA, “The Current Archaeological Heritage of Serbia – The Responsibility of the State or Enthusiasts?”, *op. cit.*, p. 90; Tonko RAJKOVAČA, *Frameworks and Development Perspectives of Preventive Archaeology in Bosnia and Herzegovina and Serbia*, *op. cit.*, p. 101.

To wit, ‘chance finds’ procedures—traditionally meant to serve as a ‘last line of defence’ in archaeological heritage protection—are ironically those most commonly used in practice.

They are outlined in the Law on Cultural Properties, art. 109:

If during construction or other works archaeological sites or artifacts are encountered, the contractor is obligated to immediately, without delay, cease work and notify the competent Institute for the Protection of Cultural Monuments, and to take measures to ensure that the find is not destroyed or damaged and is preserved in the location and position in which it was discovered.

And according to the ‘polluter pays’ principle, outlined in Art. 110 by the same Law:

The investor of the construction is obliged to provide funds for research, protection, storage, publication and display of protected heritage goods that are discovered during the construction of the investment facility.

These articles thus define the general approach archaeological heritage protection during construction and other archaeologically sensitive operations (e.g. mining) in Serbia, both in theory and in practice—both for developers, contractors and planners and for archaeologists. Indeed, it is the most frequently used legislative ‘tool’ in the rescue archaeologist’s toolbox, as it gives a clear official and legal basis for taking action.

However, ‘chance-find’ protocols aren’t initiated automatically and don’t always follow the same path. Rather, they are conditioned by multiple different factors, depending largely on the different parties’ reactions to the find.

First, information about the incident must be promptly provided to the relevant rescue archaeologists of a competent heritage institute; then, the archaeologists must act upon it. If the first condition is met, the institute in question initiates the chance-find protocol, which necessarily includes the suspension of construction or work. In theory, this should take mere hours, if not minutes. If the incident happens over the weekend or during a holiday, though, this won’t happen until the next working day. In urban areas, and especially in commercial construction zones, the presence of an archaeologist on site, physically positioned between artefacts and construction machinery, is often necessary to ensure their survival.

What typically follows next is a series of exhausting negotiations between developers and archaeologists, where the former are under pressure to finish the job as quickly and cheaply as possible and the latter are often left feeling that “anything is better than nothing.” By this point, it is already too late for any method of archaeological research other than excavation to be seriously considered. Such excavations are undertaken in extreme working conditions, regardless of weather, with limited funding, razor-thin time frames, and to the point of mental and physical exhaustion. Post-excavation steps are clear in theory (e.g. research, protection, storage, publication, display) but rarely implemented in practice⁷.

As a result of all this, archaeologists are most often left scrambling to reduce the negative consequences of chance finds, rather than being able to reduce the number of incidents or

⁷ Aleksandar ALEKSIĆ, Archaeological heritage protection and spatial planning and development in Serbia, *in Preventive archaeology and the protection of the Archaeological heritage*, Niš, Serbian Archaeological Society; Institute for the Protection of Cultural Monuments, 2023, p. 217-220; based on twenty years of real-world work experience in the protection of archaeological heritage across numerous incidents.

effectively prevent them. To do so, archaeologists would need to be brought in much earlier, during the planning phase and not after a chance find has occurred upon breaking ground.

But even the law seems to preclude this: Art. 110 asserts that the polluter pay principle only comes into effect when heritage goods ‘are discovered **during the construction**’ of a building.

These conditions have created a ‘choke point’ in Serbian archaeological heritage protection, which effectively remains stuck in the phase of salvage archaeology.

That’s not to say that there haven’t been significant exceptions and numerous examples and attempts to make organize archaeology as more fully preventive. But more often than not, archaeology doesn’t intervene before planning is officially completed and approved and, in many cases, until after construction has started⁸.

Serbian Archaeological Heritage Protection in Numbers

To create real change, it’s vital the current situation is effectively conveyed to decision-makers in a compelling way.

One way to do this is to compare the number of archaeological sites officially listed in the Registrar of Archaeological Sites of Serbia (196) to the number of sites mentioned in the literature over the last 150 years as having been surveyed or excavated (to any extent): somewhere between 10,000 to 20,000.

Unfortunately, there is also no archaeological map of Serbia to date, despite numerous attempts since Second World War. It is therefore difficult to give an exact report of the current situation. Nonetheless, it’s clear that something is very wrong.

Alternatively, we can compare the number of available archaeologists to the demand for their expertise.

In total, there are around 220 archaeologists currently employed in Serbia. Most of them (~100) work in academic, and archaeological heritage protection and rescue archaeology is not their responsibility. Another 70 to 80 are employed by museums, primarily as curators of permanently exhibited, movable artefacts. Neither of these groups deal with rescue archaeology as their primary task (although many of them are solicited for field operations)⁹.

Then there is the smallest group of archaeologists: around 25-28 or approximately 10 % of the archaeological workforce in Serbia, employed across the 12 regional and one central heritage institutes¹⁰ (fig. 1). The latter employs seven archaeologists, and their main task is to manage archaeological heritage listed in the official Registrar of Archaeological Sites, artefacts of ‘exceptional importance’ to the Republic of Serbia (the highest level of legal protection granted to cultural heritage), and UNESCO sites. Thus, they deal with a very specific kind of archaeological heritage, both within and beyond the context of construction and development.

⁸ There are even cases of a somewhat ‘hybrid’ model. This involves ‘diverting’ certain components of a building project ‘around’ archaeologists, who are left working just meters away from construction machinery.

⁹ Adam CRNOBRNJA, “The Current Archaeological Heritage of Serbia – The Responsibility of the State or Enthusiasts?”, *op. cit.*, p. 90 (numbers provided by the Serbian Archaeological Society).

¹⁰ Cultural Heritage protection Institutes.

This leaves roughly 20 archaeologists to deal with all other kinds of archaeological heritage preservation. Besides conducting rescue field operations and missions, including archaeological research, surveys, excavations, watching briefs, and even the supervision of archaeological research conducted by other institutions, these archaeologists also bear the burden of all the administrative work: contributing mitigation measures to development and planning documentation; construction and mining projects; monitoring and enlisting new heritage sites; dealing with looters; assisting the police; and more. Their everyday work consists of long hours, often in extreme weather conditions, under strict time constraints and immense political and economic pressure, all while navigating the complex, administrative limits of public procurement necessary for even the simplest field operations¹¹.

To put this even further into perspective, Serbia is a country of around 6.6 million inhabitants and a surface area of roughly 88,000 square kilometres divided into 170 municipalities. This means that, among archaeologists responsible for heritage protection, there is:

- 1 archaeologist per 330.000 inhabitants
- 1 archaeologist per 4.400 km²
- 1 archaeologist per 8.5 municipalities.

Compared to most European countries, this means there are roughly 15 times fewer archaeologists than necessary to maintain an appropriate level of archaeological heritage protection.

We must also consider the fact that not all the areas of Serbia are equally developed in terms of archaeological institutes. There are areas where a single institute, comprising just 2 archaeologists, is responsible for 40 municipalities, around 21.000 km² and around 1,2 million. In such cases, there is just:

- 1 archaeologist per 600.000 inhabitants
- 1 archaeologist per 10.500 km²
- 1 archaeologist per 20 municipalities¹².

Archaeological heritage protection in urban planning documents

The prevailing attitude among developers is that heritage institutes are responsible for providing data on archaeological sites of interest before the planning process is initiated, within 15 to 30 days of being notified of the project.

And yet, despite this obligation, no funds or time are awarded to ensure its fulfilment. Nor are heritage institutes organized in a way to facilitate this, whether in terms of management, number of experts (especially archaeologists), defined methodology, or available equipment. Rather, as we've seen, the institutional framework governing archaeological heritage preservation has not evolved in a significant manner since its inception in the 20th century. It is inadequately staffed and ill equipped to face the challenges of intensive economic development. And yet, with just a little attention and support from the political spectrum, it

¹¹ Publishing the results of archaeological research conducted by archaeologists in heritage institutes becomes luxurious not in terms of funds, but in terms of time.

¹² The author of this paper is one of two employed archaeologists at Cultural Heritage Protection Institute Nis. The area of jurisdiction is the size of the Republic of Slovenia (with less population). Comparing the number of archaeologists working in the Heritage Institute of the Republic of Slovenia (~ 40-50) and the Heritage Institute Nis (2) makes a clear image.

offers the basis of a system that experienced, battle-hardened archaeologists could leverage, given the chance.

To work around these obstacles, heritage institutes typically prescribe very general measures for the preservation of archaeological heritage, citing an obligation to conduct archaeological research. Planning documents are then drawn up that include ‘built-in’ protection measures—but no real archaeological research is done. Based on that plan, a development project is created, where the same protective measures appear, and again, no archaeology is conducted. At this point, depending on the source of funding for the project and the competence and interests of its investors and supervisors, archaeological research may be initiated for the first time.

It's worth noting that, in most cases, documents required for the international funding of development projects (such as Environmental and Social Impact Assessments), do not include real-world archaeological data. In some cases, they include data provided by the relevant institute for local projects. In most cases, this data was not collected via preventive or any other kind of archaeological research during the planning phase of the project. Thus, it usually boils down to a few sentences that say, ‘There is evidence of sites of archaeologically significance in the area, and it will be necessary to conduct research to obtain data, such as spatial distribution, character, and type, so as to define the appropriate measures necessary for the preservation of archaeological vestiges in relation to the planned development.’ But nothing is done from an archaeological standpoint until the project is initiated—when it is usually too late to avoid conflict between archaeologists and developers.

We are not making any judgements for or against commercial archaeology. But one thing should be made clear: allowing for commercial archaeology in Serbia to be initiated under the conditions outlined in this paper presents a serious threat. There is no unique, official methodology or set of instructions governing archaeological research in the context of urban development nor any type of rigorous quality control of the research conducted. And, at least in Serbia, there are certainly not enough archaeologists, even if we take academic archaeologists (the majority) into account.

It is for all these reasons that we claim that the principles of the European Convention have been misunderstood, with most rescue archaeology being conducted after planning, documentation, and funding, rather than at the beginning or alongside these stages and in collaboration with developers¹³.

Main characteristics of Archaeological Heritage preservation in Serbia

There are both positives and negatives when it comes to archaeological heritage protection in Serbia over the last 30 years. Below we mention those that are most relevant to the principles of the Malta Convention.

- Archaeological heritage is state owned, no matter who owns the land that contains the remains.

¹³ Aleksandar ALEKSIĆ, Archaeological heritage protection and spatial planning and development in Serbia, *op. cit.*, 217-220.

- Obtaining an Archaeological permit (for most archaeological field operations) is obligatory, and it is a crime to conduct field research without a permit. Archaeological permits can only be issued by the Ministry of Culture.
- The ‘polluter pays’ principle is embedded in the legislation, although it’s application is influenced by a number of important factors (as shown before).
- All institutions dealing with archaeology, both its preservation and its academic study, are public.
- Archaeological heritage protection is embedded in professional archaeological associations, most notably the Serbian Archaeological Society, which is one of the oldest professional associations of any kind (est. 1883).
- Legislation recognizes four main levels of archaeological heritage:
 1. Officially unknown and unrecorded (protected by law in advance);
 2. Known (published and unpublished written record) but unregistered;
 3. Officially registered; and
 4. Officially recognized as Cultural Heritage (further divided into three separate categories).
- There are currently no official, legal methodologies or guidelines for archaeological research and field operations. There is only one official rulebook on archaeological documentation, but no established and codified methods of field research where building and land development is concerned.
- There is no quality control of archaeological research where building and land development is concerned.
- Archaeology as it’s taught in universities is 100% academically oriented; there is no undergraduate, master’s level, or PhD university program for archaeological heritage preservation. Students of archaeology are trained only as (possible) future academics.
- Several institutional reforms are sorely needed to properly implement the principles of the Malta Convention:
 1. Heritage institutes and museums are hugely understaffed for field operations of all kinds. By our estimate (see above), less than 10% of archaeologists are employed in archaeological heritage protection. Not one heritage instituted employs enough archaeologists to conduct even the most basic archaeological field operation without engaging unemployed archaeologists or those from other institutions.
 2. Heritage institutes are autonomous entities, without common policies. As a result, similar situations may be resolved in vastly different ways depending on the institute. They also benefit from very different levels and sources of funding. Although public, some institutes are essentially ‘on their own’ and operate under huge political and economic pressure.
 3. Heritage institutes are extremely limited when it comes to conducting everyday activities due to procedural and administrative constraints (e.g., public procurement procedures), leading to absurd operational conditions. Heritage institutes must engage in public procurement procedures even for hiring unemployed archaeologists and those from other public institutions via third-party enterprises.
- Public developers (municipalities, public infrastructure companies, etc.) are obliged to pass through public procurement channels for archaeological field operations in relation to development projects (prescribed by relevant heritage institutes), resulting in a situation where only public institutions are allowed to conduct

archaeology. As a result, different public institutions are left competing with one another—very often in terms of price rather than quality.

- Most archaeological heritage protection field operations are somewhat behind when it comes to technology. The use of Lidar, photogrammetry, GIS, geophysics, geoarchaeological core boring, etc., is on the rise. But much of this depends on the personal ambitions and understanding of the leading archaeologist as project director.
- The core principles of the European Convention for the Protection of the Archaeological Heritage have been essentially misunderstood. Most archaeology related to land development is initiated after the project is established and, very often, after breaking ground.
- The Convention on the Value of Cultural Heritage for Society (Faro Convention, 2005) is theoretically incomplete and yet to be put into practice.

Conclusion. Signs of hope for Preventive archaeology in Serbia

Although Serbia ratified the European Convention on the Protection of the Archaeological Heritage (Revised) in 2009, preservation methods in Serbia are not well aligned with the Convention's principles. Rather than being considered during the planning phase of new land developments, preventive archaeology only intervenes after project inception and often during construction.

There has been a significant increase in construction and land development in Serbia in the last few years, especially since the Covid19 pandemic. This represents both an opportunity to improve preventive archaeology in Serbia and, at the same time, a danger to its systems, institutions, and definitions. The fragile institutional and legal framework of Serbian archaeological heritage preservation could flourish or vanish under the pressure of development and according to even small decisions made by policymakers. There are numerous examples of rescue sites where archaeologists have tried to implement appropriate preventive measures, but the outcomes depend largely on the individual views of the project director, negotiations with development investors, and the situation itself.

Large infrastructure projects, especially those funded by international finance organizations that adhere to international standards (e.g. renewable and green energy) are the main influencers of this change. And domestic Serbian companies (which influence policymakers) are also starting to realize that preventive archaeology is less expensive and less demanding than 'gambling and waiting' for salvage archaeology protocols to kick in and that preventive archaeology actually *is* in their best interest.

The tension between archaeology and urban development presented in this paper can only be understood by taking into consideration the political and economic crises that Serbia was exposed to and which led to its political isolation for more than two decades—exactly those decades when preventive archaeology was first introduced and implemented in most European countries under the burden of intense development. The effects of that isolation are still evident in the way preventive and salvage archaeology is implemented in Serbia today.

We see two key steps that must be taken before the principles of the European Convention can be implemented in Serbia:

- Dramatically increase the number of archaeologists dealing with heritage preservation.
- Establish clear, official policies and procedures for archaeology as it relates to development, with simple yet efficient methods of quality control.

After all, if we can implement and secure international support for rapid urban development, can we not do the same for preventive archaeology in Serbia?



< Figure 2 – Test trenches during the construction of the IBS gas pipeline, 2023 >

The impact of the evolving understanding of the Malta Convention on Polish heritage practices

Arkadiusz MARCINIAK
Michał PAWLETA

The Malta Convention and the Transformation of European Archaeology

The late 1980s bore witness to a significant transformation in the field of archaeology, driven by two main factors. First, a growing dissatisfaction with traditional research paradigms driven by the primary schools of European archaeological thought at the time, namely cultural history, functionalism, structuralism, and Marxism; and second, changing expectations regarding the discipline itself and the knowledge it produced. It was evidenced by a notable shift from theories focused on conceptualizing the past and its elements to new methodologies, largely due to the rapid emergence of innovative new research methods and techniques. It also marked a turning point in the trajectory of the field's development, as for the first time in history, its principles and conditions of operation were being shaped by external factors. One important example of this was the European Convention for the Protection of the Archaeological Heritage (commonly known as the Malta Convention), adopted by the Council of Europe in 1992 and ratified by Poland in 1996.

The convention not only gave an accurate account of the many changing conditions impacting the field of archaeology at the time, but it also set forth a series of directives that would result in a cascade of important changes in the years to come. Chief among these was the recognition of a collective European memory as an object of concern and a subject worthy of scientific and historical research. The protection of the individual artefacts, structures, and complex landscapes that were the physical manifestations of this memory became the primary task of archaeologists at the European, national, and regional level. Doing so required an effective strategy for managing these resources and recognizing the protection of archaeological heritage as a key element of sustainable development. This meant integrating archaeology and archaeological heritage into the practice of spatial planning, and as a result, archaeology, archaeological heritage, and investment in infrastructure all became inextricably linked. This provided archaeologists with an important source of funding, distinct from previous sources, which were largely restricted to cultural and museum activities and scientific research¹.

As a result of these processes, the notion of 'archaeological heritage' has become the primary framework of discussing the past and its material remains. As noted by Richard Nycz,

¹ Arkadiusz MARCINIAK, « Protection and management of archaeological heritage in Europe: the importance and achievements of the European Association of Archaeologists », in *Archaeologia Polona*, vol. 38, 2000, p. 205-213; Arkadiusz MARCINIAK, « Poland: cultural heritage management », in *Encyclopedia of Global Archaeology*, Claire SMITH (éd.), New York, Springer, 2014, p. 5990-5995.; Murzyn-Kupisz 2012).

a Polish philosopher and literary critic, the etymology of the term ‘heritage’ evokes a dual meaning, encompassing both *patrimonium* and *hereditas*. *Patrimonium* denotes paternity and inherited property, typically passed down from father to eldest son or the entire family. It underscores the importance of preserving traditions by elevating the significance of important places and objects, thereby creating a shared past and common identity. *Hereditas*, on the other hand, speaks to inheritance, legacy, and succession in a broader, cultural sense. It pertains to the tangible and intangible cultural assets that endure from the past and with which we are all endowed—often involuntarily².

Heritage, in the sense of *patrimonium*, serves an integrative, community-building purpose, and is explicitly referenced as such in the Malta Convention. The convention emphasizes activities that view heritage through the lens of its relevance to the challenges of the present and immediate future. It presupposes that the heritage we inherit and manage today represents both opportunities and challenges for the future, on scales both global and local. It serves as inspiration and a foundation for economic and cultural development, fostering local, regional, national, and transnational identities, while increasing historical and environmental awareness in society. Understanding heritage in this way also endows it with particular value, effectively transforming it into 'cultural capital'. These processes, catalysed by this unique interpretation of heritage, inevitably led to its formalisation and institutionalisation³.

An important consequence of these changes was a shift in the presence of archaeology within the public domain. Driven by statutory provisions and administrative and organizational regulations, this shift prompted a reassessment of the way we conceptualize the past and assign value to material remains. It also stood as a challenge to academia and its monopoly on the culture-defining paradigms that shape our understanding of prehistory, allowing space for novel approaches developed in the realm of archaeological heritage protection and management.

Malta Convention-driven archaeology after the global crisis

Over time, it became clear that the actual implementation of the Malta Convention had fallen short of expectation. Tasked with fulfilling an important public mission and fostering a sense of identity, the practice of protecting and managing archaeological heritage, in practice, veered increasingly away from these goals and evolved into a profit-oriented endeavor guided by market forces. This shift was driven by a desire to conform with business regulations and market dynamics, resulting in efforts to minimize costs, even to the point of compromising on quality, all in the pursuit of efficiency and economic gain⁴.

² Arkadiusz MARCINIAK, Michał PAWLETA and Kornelia KAJDA, « Dziedzictwo we współczesnym świecie: wprowadzenie », *Dziedzictwo we współczesnym świecie. Kultura, natura, ludzie*, Michał PAWLETA, Arkadiusz MARCINIAK and Kornelia KAJDA (éd.), Kraków, Universitas, 2018, p. 10.

³ Arkadiusz MARCINIAK, « Archeologia współczesności jako formuła archeologii we współczesności », in *Materiałne pozostałości konfliktów i zbrodni XX wieku w świetle najnowszych badań archeologicznych*, Hanna MIK and Wirginia WĘGLIŃSKA (éd.), Gdańsk: Muzeum II Wojny Światowej, 2019, p. 17-31.

⁴ Arkadiusz MARCINIAK, Michał PAWLETA, « Archaeology in crisis: the case of Poland », in *Archaeology and the global economic crisis. Multiple Impacts, possible solutions*, Natchan SCHLANGER and Kevin AITCHISON (éd.), Tervuren, Culture Lab Editions, 2010, p. 87-96; Zbigniew KOBYLŃSKI, « The Malta Convention and Contemporary Polish Archaeology », in *Training and Practice for Modern Day Archaeologists*, John H. JAMESON and James EOGAN (éd.), New York, Springer, 2013, p. 193-199.

The largely unchecked commercialization of archaeological practices, and the administrative and organizational structures that accompanied it, resulted in a market-driven, managerial aspect of archaeology that was hitherto inconceivable. When this transformation did not prove to be particularly conducive or welcoming to the scientific method and community, it understandably elicited disappointment and resentment. Moreover, while both public and private expenditures on archaeology have soared to unprecedented levels, these investments have not yielded commensurate improvements in measurable outcomes.

The 2008 global crisis accelerated this process. In particular, it threw a wrench in those parts of the Convention aimed at fostering a cohesive European community, united by a common history. In the face of this crisis and the subsequent re-evaluation of many principles and norms, it became evident that the provisions of the Malta Convention were inadequate to address many emerging challenges, especially those related to local and global environmental and social issues.

This situation led to a shift in the dominant heritage paradigm, from primarily *patrimonium* in nature to increasingly *hereditas*. Heritage was thus seen more as a process of creation rather than merely preservation—an integral part of contemporary social practices and something continuously constructed and reproduced through a dynamic process involving elements of diverse nature and origin.

In this context, it bears recalling Zygmunt Bauman's⁵ view of heritage as representing an absence of choice. This implies that we become endowed with inheritance as a legacy of the past. Despite having never asked for it, we are compelled to contend with it. Heritage, therefore, cannot solely be viewed as a value bequeathed by past generations; it also carries a certain burden, often presenting itself as a troublesome gift that we are nonetheless obligated to accept. This viewpoint has prompted a re-evaluation of heritage protection doctrine and the introduction of the concept of rejected and unwanted heritage⁶. Acknowledging that heritage is defined and constructed through socially and politically empowered processes transforms it from a mere inheritance into a conscious choice. Thus, it can be understood as a collection of “constructed and demand-driven contemporary uses”⁷ or as “anything that contemporaries select from the past, which they themselves have fashioned for present use or to pass on to future generations”⁸. A dynamic process rather than a static resource. These new perspectives fractured the previously established consensus on how to protect and manage archaeological heritage, signalling the end of a prosperous period for archaeology and archaeological heritage throughout Europe. Most importantly, they have inaugurated the development of a new, largely undefined *modus operandi*.

The evolution of archaeological practices in Poland over the last three decades is particularly illustrative of this transition from *patrimonium* to *hereditas*.

⁵ Cited in Stefan BEDNAREK, Anatol OMELANIUK, Andrzej TYSZKA and Andrzej ZIELIŃSKI (éd.), *Kongres Kultury Polskiej 2000*, Wrocław, Warszawa, Wydawnictwo Dolnośląskie Towarzystwo Społeczno-Kulturalne Silesia, 2000, p. 102-103.

⁶ John E. TUNBRIDGE and Gregory J. ASHWORTH, *Dissonant Heritage: The Management of the Past as a Resource in Conflict*, Chichester, Wiley, 1996.

⁷ Gregory J. ASHWORTH, « Heritage in fragments: a fragmented instrument for fragmented policies », in *Cultural heritage in the 21st Century: opportunities and challenges*, Monika A. MURZYN and Jacek PURCHLA (éd.), Krakow, International Cultural Centre, 2007, p. 33.

⁸ *Ibid.*, p. 32

Polish archaeology and the Malta Convention

The profound socio-economic and political changes that occurred in Poland after 1989 were mirrored in legal regulations governing the protection of monuments. In 1995, Poland ratified the Malta Convention, and today, nearly all its provisions have been incorporated into existing laws on heritage protection, road construction, and spatial planning. These regulations have had a significant influence on archaeological practices in Poland over the past three decades, as has the evolving role and significance of the Malta Convention across Europe.

Evolving legal frameworks

In 2003, Poland enacted a new law: the Act of 23 July 2003 on the Protection and Guardianship of Monuments, which replaced the previous legislation from 1962 and remains the primary legal framework governing the protection of archaeological heritage in Poland today. It provides a definition of monuments and archaeological monuments and the different responsibilities concerning its protection and guardianship. Additionally, it addresses various aspects of archaeological research and financing.

The Polish legal framework employs the term “monument” rather than “heritage”⁹. As a result, this legislation has certain limitations, as it specifically pertains to historic monuments rather than encompassing the broader concept of cultural heritage described in scholarly literature. The Act of 2003 has undergone revisions and updates, notably in 2017 and 2020, and there are efforts within the Polish Parliament to further amend the act. In May 2021, Poland also ratified the Council of Europe’s Convention on the Value of Cultural Heritage for Society (Faro Convention, 2005).

A primary goal of the Malta Convention is to safeguard archaeological projects against destruction due to development projects before proper rescue excavations can be conducted. It also underscores the importance of employing “non-destructive methods of investigation” whenever feasible.

These principles have had some important consequences¹⁰:

- i. A significant decrease in the number of excavations conducted solely for research purposes, particularly at archaeological sites not under immediate threat of destruction.

⁹ Bogusław SZMYGIN, « Heritage in transformation. Polish experiences », in *Cultural heritage in the 21st Century: opportunities and challenges*, Monika A. MURZYN and Jacek PURCHLA (éd.), Krakow, International Cultural Centre, 2007, p. 129-138.

¹⁰ Jacek PURCHLA, *Dziedzictwo a transformacja*, Kraków, Międzynarodowe Centrum Kultury, 2005; Jacek PURCHLA, « Towards a system of heritage preservation in Poland » in *Protecting and safeguarding cultural heritage. Systems of Management management of cultural heritage in the Visegrad countries*, Jacek PURCHLA (éd.), Krakow, International Cultural Centre, 2011, p. 223-246; Bogusław SZMYGIN, « Heritage in transformation, *op. cit.*; Bogusław SZMYGIN, «Transformation of the Heritage Protection System in Poland after 1989 », in *Protecting and safeguarding cultural heritage. Systems of Management management of cultural heritage in the Visegrad countries*, Jacek PURCHLA (éd.), Krakow, International Cultural Centre, 2011, p. 31-38; Bogusław SZMYGIN, « Protection of historic monuments and sites – achievements, problems, perspectives », in *Heritage in transformation. Cultural heritage protection in XXI century – problems, challenges, predictions*, Bogusław SZMYGIN (éd.), Lublin, Florence, ICOMOS Poland, Lublin University of Technology, Romualdo Del Bianco Foundatione, 2016, p. 191-200; Piotr SZPANOWSKI, « Organisation of heritage protection in Poland », in *Protecting and safeguarding cultural heritage. Systems of Management management of cultural heritage in the Visegrad countries*, Jacek PURCHLA (éd.), Krakow, International Cultural Centre, 2011, p. 211-222.

- ii. Implementation of the principle “who destroys, must pay” in cases where development leads to the destruction of archaeological sites, resulting in an increase in the number of rescue excavations.
- iii. Extensive development and application of non-invasive methods. These methods have led to the rapid discovery of numerous previously unknown sites, such as Neolithic rondels previously undocumented in Polish territory¹¹, and have profound implications for archaeological heritage protection and management, as well as spatial planning.

Two main consequences have emerged as a result of the current situation. The first is the widespread privatization of monuments. Prior to 1989, monuments were publicly owned, non-commercial sites. The responsibility for managing and financing their preservation fell to the state. Today, the situation is very different. The growing influence of neoliberal ideologies on public policy and a relaxing of laws relating to preservation created fertile ground for programs and policies that view culture and heritage as financial assets. As with other goods and services, this has led to their privatization, and the vast majority of monuments are now privately owned. Their owners, driven by commercial profit to a far greater extent than managers of state-owned assets, are now responsible for their protection, and any budget allocated to doing so is considered an investment. The state conservation service is involved in only a very limited, passive capacity. Unsurprisingly, this has significantly curbed attention given to the protection and preservation of monuments.

Second—and partly as a result of privatization—heritage administration has become less centralized overall. Local governments are more involved in managing and protecting heritage sites within their jurisdiction (albeit to a very limited degree), and decision-making power has shifted from federal to local authorities. The role of public conservation services has also been diluted: post-1989 policies assign the lowest possible rank to conservation professionals, stripping them of their authority by making them subservient to Voivodes, i.e., their strictly political superiors. Conservation offices have fallen from 49 to just 16, placed in the capitals of as many large *voivodeships*. Technically, they now fall under the jurisdiction of these local governments, but the exact legal and organizational framework is imprecise and functions poorly in many regions.

But the situation is fluid. Heritage protection in Poland is still taking shape. The goal is to find a balance between preserving cultural heritage and accommodating evolving social and economic needs and priorities. There is an urgent need to formulate a new doctrine of conservation, with a newly organized monument protection system, tailored at once to this new reality and the country’s cultural and economic needs¹².

Commercialization of the archaeology sector

One of the most notable changes in the legal and administrative system of heritage protection in Poland triggered by the Valletta Convention is the commercialization of the archaeology sector. This is due to changes in the way archaeological institutes and projects are financed,

¹¹ Fabian WELC, Louis NEBELSICK and Dariusz WACH, « The first Neolithic roundel discovered in Poland reinterpreted with the application of the geophysical Amplitude Data Comparison (ADC) method », in *Archaeological Prospection*, vol. 26 (4), 2019, p. 283-297.

¹² Bogusław SZMYGIN, *Heritage in transformation. Polish experiences*, *op. cit.*, p. 138.

shifts in societal interests and expectations, and trends in the broader economic landscape. Several examples illustrate this phenomenon:

- i. Rescue excavations along planned motorway routes are now being undertaken by private companies
- ii. There is greater competition around the popularization and dissemination of historical knowledge, various forms and platforms vying for public attention.
- iii. Archaeological tourism has grown significantly, with more people engaging in tours and visits of archaeological sites.
- iv. There is a trend toward the material exploitation of monuments, where artifacts and archaeological remains are increasingly commercialized for profit.

The question of rescue excavations serves as a particularly illustrative example of the evolving adoption of the Malta Convention in Poland. It reflects many of the challenges associated with the commercialization of archaeology, for which the discipline was largely unprepared.

Since the mid-1990s, Poland has witnessed the implementation of large-scale rescue excavations in conjunction with numerous significant construction and road projects. Notably, the construction of the Yamal gas pipeline from Siberia to western Europe marked the inception of several major projects in the post-1989 era¹³. Additionally, in 1995, Poland embarked on a motorway program aimed at constructing 2,300 kilometres of major expressways and highways. This ambitious initiative entailed a comprehensive program designed to mitigate adverse effects by identifying, investigating, and documenting all archaeological sites threatened by its construction¹⁴.

As a consequence, there was a rapid escalation in archaeological excavations, resulting in many unexpected and spectacular discoveries. The Act of 2003 governs how the maintenance of monuments should be financed, which is particularly important when it comes to rescue excavations and was directly influenced by the “polluter pays” principle embodied in the Malta Convention. Accordingly, investors are required to bear the costs associated with rescue excavations, documentation, and analysis of the findings.

An important milestone in the development of archaeological heritage protection during large-scale rescue excavations was the establishment of the Centre for Archaeological Rescue Excavations in 1995¹⁵. In 2002, it was succeeded by the Centre for Protection of

¹³ Zbigniew BUKOWSKI, « Budowa autostrad jako zagrożenie dla dziedzictwa archeologicznego », in *Aktualne zagrożenia dziedzictwa archeologicznego. Materiały z Konferencji Ogólnopolskiej. Poznań, 17 kwietnia 1997 r.*, Andrzej PRINKE (éd.), Poznań, Muzeum Archeologiczne w Poznaniu, 1997, p. 31-37; Lech CZERNIAK, « Badania ratownicze na trasach wielkich inwestycji: nowe wyzwania metodyczne, organizacyjne i etyczne », in *Aktualne zagrożenia dziedzictwa archeologicznego. Materiały z Konferencji Ogólnopolskiej. Poznań, 17 kwietnia 1997 r.*, Andrzej PRINKE (éd.), Poznań, Muzeum Archeologiczne w Poznaniu, 1997, p. 38-41; Bogusław Gediga, « Archeologia wobec ratownictwa na wielkich budowach », in *150 lat Muzeum Archeologicznego w Krakowie*, Jacek Rydzewski (éd.), Kraków, Muzeum Archeologiczne, 2000, p. 91-100; Jerzy GAŚSOWSKI, « Rescue Archaeology in Poland. Past and Present », in *European Preventive Archaeology. Papers of the EPAC Meeting, Vilnius 2004*, Katalin BOZÓKI-ERNYEY (éd.), Budapest, National Office of Cultural Heritage, Hungary, Council of Europe, 2007, p. 161-166.

¹⁴ Arkadiusz MARCINIAK, Michał PAWLETA, « Archaeology in crisis: the case of Poland », *op. cit.*, p. 88; Jan CHOCHOROWSKI, « Polish Archaeological Investigations on Linear Construction Projects – Contemporaneity and Tradition », in *Analecta Archaeologica Ressoviensa*, vol. 11, 2016, p. 289-309.

¹⁵ Bogusław GEDIGA, « Doświadczenia metodologiczne, metodyczna i organizacyjne w badaniach ratowniczych na autostradzie A-4 », in *Badania na autostradzie A4: praca zbiorowa. Cz. 3*, Bogusław GEDIGA (éd.), Wrocław,

Archaeological Heritage, which partially retained the functions of its predecessor, particularly in the realm of formal and legal activities¹⁶.

In essence, both centres were designed to collaborate closely with conservation institutions and other entities, including private companies acting as commercial providers of “archaeological services”¹⁷. This approach aligns with the intentions outlined in the Malta Convention, which aims to ensure that “archaeological excavation and exploration are conducted in a scientific manner” (Article 3). Both centres served as partners for development funders and potential contractors of large-scale projects. Additionally, they upheld principles of best practice and established a scientific framework for the protection and conservation of archaeological heritage.

Rescue excavations were recognized as a scientific endeavour in their own right. Contractors were selected based on their previous experience in similar projects, scientific qualifications, professional personnel, and adequate storage facilities, among other criteria. As a result, large-scale rescue excavations were primarily carried out by national scientific institutions such as universities, museums, or the Institute of Archaeology and Ethnology at the Polish Academy of Sciences. This approach ensured high-quality archaeological work, facilitated effective oversight, and prevented compromises in quality standards.

A significant shift in this organizational framework occurred when the Archaeological Heritage Protection Centre lost its independence in 2007 and was absorbed into the National Heritage Board of Poland. This restructuring led to a notable reduction in its role, as it became entwined with the administration and management of other forms of heritage in the country. Subsequently, the National Heritage Board of Poland made the decision to withdraw from the coordination and oversight of large-scale preventive projects.

This situation created a void, as there was no independent professional body overseeing the quality of the work conducted. The responsibility for controlling and reviewing these projects now rests solely with developer-appointed committees comprising administrative staff employed by the developer, including archaeologists¹⁸.

One of the most significant changes involved the selection process for contractors undertaking archaeological work. With the introduction of free-market regulations, contractors are now chosen through a commercial tendering system, Pricing is the decisive factor, which has led to significant competition among private firms, consortia, and state institutions and, as a result, a significant reduction in both the scope and quality of archaeological work. Academic institutions have gradually been sidelined from this market due to the higher costs associated with conducting excavations to academically acceptable standards as well as numerous administrative hurdles faced by state institutions, which can cause considerable delays.

Zespół Badań Ratowniczych IAiE PAN, 2007, p. 8; Michał GRABOWSKI, « Od Ośrodka Dokumentacji Zabytków do Narodowego Instytutu Dziedzictwa. Rewolucyjna zmiana czy procesowa kontynuacja zadań z zakresu archeologii? », in *Ochrona Zabytków*, vol. 1-2, 2012, p. 75-77.

¹⁶ Bogusław GEDIGA, « Doświadczenia metodologiczne, metodyczna i organizacyjne w badaniach ratowniczych na autostradzie A-4 », *op. cit.*, p. 12.

¹⁷ Jan CHOCHOROWSKI, « Polish Archaeological Investigations on Linear Construction Projects – Contemporaneity and Tradition », in *Analecta Archaeologica Ressoiviensa*, vol. 11, 2016, p. 292.

¹⁸ Sławomir KADROW, « The Settlement Complex in Targowisko - One of The Leading Achievements of The ‘Golden Age’ of Polish Rescue Archeology », in *The Journal of the International Union for Prehistoric and Protohistoric Sciences*, vol. 1 (1), 2018, p. 70.

It is notable that approximately 97% to 98% of all archaeological projects in Poland are driven by development needs. Archaeological contractors in Poland typically compete based on offering the lowest price, and the market is predominantly controlled by private companies. For instance, in 2018, private firms conducted 95% of all field research, while only 3% was carried out by museums and a mere 1% by universities and the Institute of Archaeology and Ethnology of the Polish Academy of Sciences¹⁹.

Public role of archaeology

The Malta Convention explicitly speaks to the public role of archaeology, emphasizing the importance of disseminating archaeological knowledge to a wider audience. While numerous archaeological projects in Poland include public outreach and education as integral elements, the concept of public archaeology is not yet fully realized. The situation is complex, as public archaeology is still not widely recognized as a legitimate subject within the field by many professionals. Historical and political circumstances in Poland are such that the trajectory of its archaeology has diverged from that of other countries, and this has influenced the retention of certain practices²⁰.

Ethical Foundations and Codes of Practice

Archaeology in Poland has been viewed as an ethical pursuit. Various associations have developed formal codes of practice to guide archaeologists in making decisions and outlining their responsibilities to society. These codes emphasize the importance of making archaeological work widely accessible, particularly through the media. The implementation of the Malta Convention has significantly reinforced these ethical standards, shaping both formal academic programs and extracurricular activities related to archaeology.

Educational Impacts of the Malta Convention

The Malta Convention has also had a substantial impact on education in Poland, influencing both formal and informal educational initiatives:

- **Formal Education:** There has been a noticeable increase in interest among academics and the public regarding heritage and related issues, as reflected in the subjects being taught at universities. This shift has led to a gradual move away from the dominance of cultural-historical approaches focused on traditional archaeological topics such as time periods and regions in prehistory—a tradition dominant in many Central European countries. Instead, there is now a greater emphasis on heritage- and problem-oriented classes. A variety of courses now cover topics related to heritage, including archaeological heritage, heritage management and protection, heritage legislation, public archaeology, community archaeology, archaeological tourism, dissemination of archaeological heritage, digital heritage, data management, and critical heritage studies. Additionally, several major departments of archaeology offer

¹⁹ Lech CZERNIAK and Aleksander KOŚKO, « Great Expectations: Reflection on the 20th Anniversary of Poland's Motorway Construction Rescue Archaeology Programme », in *Sprawozdania Archeologiczne*, vol. 71, 2019, p. 457-464; Michał PAWLETA and Marcin IGNACZAK, « Rescue archaeology in Poland: legal frameworks and organisational aspects », in *Preventive archaeology and the protection of the archaeological heritage. Conference proceedings of the thematic session of the Section for the Protection of the archaeological heritage, XLIV Annual Meeting, SAS, Paraćin 2021*, Alexander ALEKSIĆ (éd.), Niš, Serbian Archaeological Society, Institute for the Protection of Cultural Monuments, 2023, p. 107-126.

²⁰ Michał PAWLETA, « Public archaeology in Poland: current state of affairs and future directions », in *European Journal of Archaeology*, vol. 25 (1), 2022, p. 103–118.

specialized MA courses in archaeological heritage. This tendency is further reinforced by the increasing number of programs focusing on the archaeology of the contemporary past.

- **Informal Education:** Interest has grown for heritage-related issues in informal education, particularly in lifelong learning initiatives. Many of these programs are developed by the National Heritage Board of Poland and cater to various stakeholders involved in heritage management and protection at different levels. These initiatives include e-learning courses, trainings, workshops, guidelines, and manuals. They aim to provide accessible and practical education on topics relevant to heritage management and protection.

Dissemination and Public Engagement

Dissemination plays a crucial role in public archaeology, making it a vital component of archaeologists' professional responsibilities. A number of expert-led initiatives now exist to engage the public and disseminate archaeological knowledge. These include museum education and exhibiting, archaeological festivals, archaeological parks and open-air museums, historical re-enactment performances, open days at archaeological excavations, websites, and social media posts. These initiatives serve to make archaeology more accessible and engaging to a broader audience, fostering an appreciation for cultural heritage and encouraging active participation in archaeological endeavors.

However, not all of these efforts have been well-received by the archaeological community. For example, reconstructions and the creation of open-air archaeological museums have come under scrutiny in recent years²¹. The availability of EU structural funds aimed at supporting regional tourism development has led to a surge in reconstructions of sites such as hillforts and settlements. The primary objective of these projects is to create tourist attractions, enhance the appeal of a region, and stimulate future tourism needs. But many of these reconstruction projects have been criticized for conflicting with existing conservation doctrines, such as the Venice Charter of 1964. Reconstructions often disregard the principles of in situ conservation and are built directly atop archaeological remains or without proper respect for traditional building techniques and materials²².

These concerns highlight the importance of ensuring that reconstruction projects adhere to established conservation principles and standards and take into account the significance of archaeological sites and their preservation for future generations²³. Collaboration between archaeologists, heritage professionals, local communities, and policymakers is essential to striking a balance between tourism and the preservation of cultural heritage²⁴.

²¹ Jan GANCARSKI (éd.), *Archaeological Open-air Museums: Reconstruction and Re-enactment – Reality or Fiction*, Krosno, Muzeum Podkarpackie w Krośnie, 2020.

²² Agnieszka ONISZCZUK, « The convention in action – Poland almost 20 years after the ratification of the Valletta Convention », in *The Valletta Convention: twenty years after. Benefits, problems, challenges*, Victoria M. VAN DER HASS and Peter A. SCHUT (éd.), Budapest, Archaeolingua, 2014, p. 63-68

²³ Michał PAWLETA, « Re-constructing the past, re-negotiating authority: reconstructed archaeological sites in present-day Poland », in *Berichte zur Wissenschaftsgeschichte*, vol. 44 (4), 2021, p. 433-460.

²⁴ Michał PAWLETA, « Archaeotourism Spaces in Present-Day Poland: Thoughts on reconstruction and Reenactments », in *Feasible Management of Archaeological Heritage Sites Open to Tourism*, Douglas C. COMER and Anne-Marie WILLEMS (éd.) Cham, Springer, 2019, p. 115–27.

Balancing Engagement and Integrity

Dissemination and popularization initiatives aimed at increasing awareness of cultural heritage and its protection within society are indeed crucial. However, they raise legitimate concerns regarding credibility, accuracy, and the quality of presentations and educational activities. In some cases, the educational objectives of these initiatives may be overshadowed by entertainment purposes, leading to a dominance of style over substance. It is essential for these initiatives to strike a balance between engaging presentation formats and ensuring the accuracy and educational value of the content. This requires careful planning, collaboration between archaeologists and educators, and a commitment to maintaining high standards of professionalism and integrity in dissemination efforts. By addressing these concerns, dissemination initiatives can effectively contribute to raising awareness and fostering a deeper appreciation for cultural heritage and its preservation within society.

1. **CARE (Community Archaeology in Rural Environments):** Aimed at addressing societal challenges through community archaeology in rural areas²⁵.
2. **Science for Society, Society for Science at the Site of National Remembrance in Łambinowice:** A multidisciplinary project in and around the former prisoner-of-war, resettlement, and forced labor camps that functioned between 1870 and 1946 in Lamsdorf (now Łambinowice, Poland). This project aims at researching its material remains and explaining their social significance for local communities²⁶.

These projects highlight the growing recognition of the importance of involving local communities in archaeological research and heritage management processes, fostering mutual understanding, collaboration, and the shared stewardship of cultural heritage.

Concluding remarks

Nearly 30 years after the ratification of the Malta Convention, Poland continues its journey towards sustainable heritage management. While significant progress has been made, the Polish heritage protection system remains a blend of outdated and modern practices. While the system may appear satisfactory at a distance, a closer inspection reveals several faults. Importantly, large-scale rescue excavations have fundamentally altered the perception and nature of archaeology, transforming it into a profit-driven economic activity and leading to its commercialization.

The past three decades have been a period of significant turbulence in the history of Europe and Poland, characterized by political, legislative, and administrative upheavals. Against this backdrop, the Malta Convention has had a profound impact on the practice of archaeology and the portrayal and understanding of heritage. During the first half of this period, there was a sense of enthusiasm towards becoming a part of Europe, with its rich heritage and culture. Polish archaeologists and heritage practitioners believed that their primary duty was to care

²⁵ Clarenza LEWIS, Helen VAN LONDEN, Arkadiusz MARCINIAK, Pavel VAŘEKA and Johan VERSPAY, « Exploring the impact of participative place-based community archaeology in rural Europe: Community archaeology in rural environments meeting societal challenges », in *Journal of Community Archaeology & Heritage*, vol. 9 (4), 2022, p. 267-286.

²⁶ Dawid KOBIAŁKA, Michał PAWLETA, Kamil KARSKI, Mikołaj KOSTYRKO, Adam LOKŚ, *et al.*, « Camp Archaeology at the Site of National Remembrance in Łambinowice (former Lamsdorf), Poland », in *International Journal of Historical Archaeology*, vol. 27, 2023, p. 1035-1067; Dawid KOBIAŁKA, Michał PAWLETA, Kamil KARSKI, Mikołaj KOSTYRKO, Adam LOKŚ *et al.*, « Scientific review and cultural significance of the Site of National Remembrance in Łambinowice, Poland », in *Antiquity*, vol. 97 (396), e35, 2023, p. 1-7.

for the inheritance of Europe's forebearers found in Poland. They viewed it as the *patrimonium*, an integral part of a common European memory, emphasizing the need for its preservation and protection to shape and strengthen a common European identity and sense of belonging.

The mid-2000s marked a turning point. Poland began to question its hitherto unchallenged sense of belonging to the European community. This shift was fuelled by a growing recognition of the inefficiencies of commercial archaeological practices accompanied by delays to major infrastructural projects. Additionally, there was a more mature and self-critical understanding of the nature of the inherited past and the diverse needs of different public constituents. During this period, the past transitioned from being viewed as *patrimonium* to *hereditas*—an obligation and, at times, a burden. Its protection required an explicit assessment of different assets and a more professional approach to preservation. It became evident that ongoing dialogue with the public was essential, and efforts were made to emphasize the social, cultural, and economic benefits resulting from the sustainable use of archaeological heritage resources.

The Malta Convention and Scientific Challenges in Archaeology: the French example

Anne LEHOËRFF

Science and archaeological heritage in the 1992 text

The writing and adoption of the Malta Convention was a major international undertaking, carried out by government officials, lawyers, and scientists. In France, these discussions took place against the backdrop of scandal and growing tensions between developers and archaeologists, on the rise since the 1960s and 70s.¹ As with any document of this nature, it had to cover a variety of scenarios. It also had to offer a coherent definition of archaeology itself. Every word was carefully weighed to meet the many challenges relating to its implementation and ratification. The 18 articles of the text are divided into two main groups: those dealing with questions of organisation and state responsibilities and those dealing with definitions and general objectives. The first are most numerous, as they deal with practical issues of implementation impacting each of the signatory states and at a concerted European level. The latter, which mostly appear at the beginning of the text and relate closely to passages in the preamble, are essential for understanding the spirit of the Convention and the archaeology it defends.

Let's take a closer look at the precise terms used by the authors. The preamble recalls that "the archaeological heritage is essential to a knowledge of the history of mankind". It notes that "the European archaeological heritage, which provides evidence of ancient history, is seriously threatened with deterioration because of the increasing number of major planning schemes, natural risks, clandestine or unscientific excavations". As a result, "it is important to institute, where they do not yet exist, appropriate administrative and scientific supervision procedures." Furthermore, "the need to protect the archaeological heritage should be reflected in town and country planning and cultural development policies". Article 1 specifies that "the aim of this Convention is to protect the archaeological heritage as a source of the European collective memory and as an instrument for historical and scientific study", defining "elements of the archaeological heritage all remains and objects and any other traces of mankind". It also says (point 3) that "the archaeological heritage includes structures, constructions, groups of buildings, developed sites, moveable objects, monuments of other kinds as well as their context, whether situated on land or under water."² The work of "preservation and study ... help[s] to retrace the history of mankind and its relation with the natural environment". Archaeological excavations are one way of achieving this objective. Article 3 notes that the archaeological heritage must be preserved in order to guarantee the scientific significance of archaeological research operations.

¹ Marc GAUTHIER, « L'élaboration de la convention de Malte », in Jean-Paul DEMOULE, Christian LANDES (dir.), *La fabrique de l'archéologie en France*, Paris, INHA/La Découverte/Inrap, 2009, p. 227-238.

² Convention, article 1.

The aim of the Convention is therefore clear: to protect the archaeological heritage (the definition of which is unambiguous and includes the "context" in which remains are found) and, within this perspective, to understand humanity's past. Here, "preventive" archaeology is not opposed to "programmed" archaeology. In fact, neither term is used. It is a coherent whole that can only be achieved through specific operational intervention mechanisms.

The implementation of the Convention's recommendations, the organisation of this protection and of studies addressing the endangerment of the archaeological heritage, has taken place according to different timetables in different countries. It has taken place within a legislative framework that has been rethought, reformulated, and varies according to the States (46 today) that have ratified the Convention. Various administrative and legal departments have been involved in the enactment of relevant laws over the past three decades, involving no small amount of debate, some of which is ongoing. And, importantly, realising the objectives of the Convention required funding; institutions, texts, and legislative and regulatory procedures had to evolve as a result. The unique history of archaeology in each of the countries concerned determined in part the development and organisation of these frameworks. In France, at the time of the 1992 Convention, the reference text in force was still the law of 1941. Although the legislative and administrative aspects of the Convention are the most important, it is science that gives it meaning. The three French laws of 2001, 2003, and 2016 are key milestones in the birth of what has come to be known as "preventive archaeology," an heir to the "rescue archaeology" of the 1970s³. Laws respond to needs; in this case, to the needs of archaeology, the scientific nature of which Malta recognised and promoted. Once again, the choice of words is important: it was no longer acceptable simply to save what could be saved from disaster. Instead, one must anticipate actions and carry them out in such a way as to *prevent* rather than cure.

Half a century after archaeologists first became aware of the threat to this non-renewable heritage, and thirty years after the Malta Convention, what impact has archaeological research and knowledge had? Has archaeology, in its 'preventive' form, changed the way we approach the past, and if so, in what way? Is there evidence of this in the way archaeological research is conducted today? In France, the *Programmation nationale de la recherche archéologique* (National Program for Archaeological Research) has accompanied archaeological thought for half a century, serving as a companion to the Convention in 1992 and archaeological activity since. How has this *Programmation* positioned itself in debates over the last three decades within the French system and its unique shape and contours?

French scientific institutions involved in preventive archaeology

When the Malta Convention was adopted in 1992, the landscape of French archaeology was very different from that of today. Three ministries were already involved at the time, although their names and parameters have changed over time: the Ministry of Culture (Ministère de la culture), the Ministry of Higher Education and Research (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche) and the Ministry of Foreign Affairs (Ministère de l'Europe et des affaires étrangères). In December 1973, the *Association pour les fouilles archéologiques nationales* (AFAN; National Association of Archaeological Excavations) was formed to manage what would become preventive archaeology. It was governed by private law but placed under the supervision of the French State, in this case the Ministry of Culture.

³ Marc GAUTIER, « L'élaboration de la convention de Malte », *op. cit.*

Across France, a number of towns or local administrations and their associated territories or *départements* (Lyon in 1935, Douai in 1976, Arras in 1977, etc.) carried out excavations and monitored construction sites following archaeological interventions. In 1982, the French program of decentralisation encouraged the creation of new, public archaeological initiatives among local authorities (Autun in 1989 and Aix-en-Provence in 1991, for example) a system that's very specific to France.⁴

Within the Ministry of Culture, scientific issues relating to archaeology were discussed and managed by the *Conseil supérieur de la recherche archéologique* (CSRA; Higher Council for Archaeological Research), which was set up in 1964 and reformed in 1985 to better represent the diversity of archaeological stakeholders from the various ministries. The CSRA's missions was extensive. It was responsible for all scientific assessments of new development projects authorized by the Ministry of Culture (Law of 1941). However, alongside this general system, a second system allowed the Director of Antiquities to issue exceptional authorisations for emergency or minor excavations and prospecting⁵. At the time, the CSRA was divided into two distinct departments: "Prehistoric Antiquities" and "Historical Antiquities". The dividing line between the two was played out in the chronology of the Iron Age, where the written word was seen as a criterion for dividing up human history. In the early 1980s, at the *Centre national de la recherche scientifique* (CNRS; National Centre for Scientific Research, created 1939), archaeology was divided into four sections: section 33 for prehistorians, 39 for Classical Antiquity, 40 for Protohistory and the Gallo-Roman and medieval worlds, and 44 for orientalisists.⁶ A number of important debates occurred in French archaeology at this time, including those beyond the critical state of salvage archaeology and heritage preservation but more broadly. This was exemplified by the organisation of the "Year of Archaeology" in France in 1989. The following year, Christian Goudineau, Professor at the Collège de France and head of the CSRA, alerted the government to the situation.⁷

In 1995, when the Convention came into force (Council of Europe Treaty Series 143), a number of changes were already underway, reflecting the rapidly evolving field of archaeology itself and the impressive scale of what still needed to be done. In 1994, the CSRA was dissolved after a major internal crisis caused by the growing number of unresolved casefiles and an overall increase in excavation operations. It was replaced by the *Conseil national de la recherche archéologique* (CNRA; National Council for Archaeological Research) at the national level (presided over by the Minister of Culture, although chaired in practice by a deputy-president chosen from the academic world) and the *Commissions interrégionales de la recherche archéologique* (CIRA; Interregional Commissions for Archaeological Research) at the local and regional levels. Today, the Council is no longer the decision-making body for authoring and funding excavations. These prerogatives now fall within the remit of central administration and in part the *Services régionaux de l'archéologie* (SRA; Regional Archaeological Services), created in 1991 by the administrative merger of the

⁴ Pierre DEMOLON, « L'archéologie dans les collectivités territoriales en France », in Vincent NEGRI (dir.), *L'organisation territoriale de l'archéologie en Europe*, CNFPT, 1993, p. 67-77.

⁵ Jack MEURISSE, « L'organisation de l'archéologie en France », dans Vincent NEGRI (dir.), *L'organisation territoriale de l'archéologie en Europe*, CNFPT, 1993, p. 61-65.

⁶ Bruno MAUREILLE, Cécile MICHEL, « L'archéologie et le CNRS. Événements et réflexions sur les 40 dernières années », in *Les Nouvelles de l'archéologie, numéro spécial 157-158 : Les Nouvelles ont 40 ans !*, 2019, p. 17-25.

⁷ Christian GOUDINEAU, « Rapport au Premier ministre sur l'archéologie nationale », *Les nouvelles de l'archéologie*, numéro spécial, 1990.

two Antiquities Directorates (prehistoric and historical) within the *Directions régionales des affaires culturelles* (DRAC; Regional Directorate of Cultural Affairs), which came into being in 1977. The choices and decisions are ultimately made under the control of the State and the Ministry of Culture. The CNRA now deals exclusively with scientific issues and supports the supervisory ministries in their strategies. Following the 2003 law, the CNRA was given a new mission: to provide scientific expertise for preventive archaeology operators, be they public services or private companies⁸. More broadly, archaeological science is also carried out within universities and teaching and research institutes (e.g. EHESS, EPHE, ENS, l'École du Louvre, le Collège de France, French schools abroad, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, which is responsible for the 'Carte archéologique', etc.), and museums and institutions such as the European centre at Bibracte, capital of the Eduens, opened in 1995 in the heart of the Morvan, France).⁹ Likewise, the archaeological 'sections' of the CNRS were redefined at the start of the decade: section 31 sees archaeology in terms of natural science, anthropology, and prehistory; section 32 includes historical archaeology associated with texts and epigraphy. An Archaeology Committee comprising representatives from the Ministries of Culture (including the CNRA and the Museums of France) and Foreign Affairs (the "*Commission des fouilles*": Excavations Commission) was then set to bring the two sections closer together and promote dialogue between them on scientific issues, although it was dismantled in 2003. It was against this backdrop of change and internal dynamics that France took part in the debates in Valletta.

Developments in science and knowledge through preventive archaeology

In addition to institutional and administrative changes, the 1980s and 90s also saw changes in the scientific approaches employed within these organisational frameworks. The notion of archaeological "research programmes" emerged at the end of the 1970s as a way to provide greater structure. The *Programmation nationale* does not claim to be exhaustive. Instead, it provides guidelines and priorities as identified by scientists themselves. It was set up within the CSRA (under deputy-president Roland Martin at the time), as it was here that archaeological excavations and their funding were appraised. In 1980, the CSRA drew up the first real National Programme, comprising 92 programmes that combined chronological aspects with cross-disciplinary themes, all of which took up less than 8 typewritten pages: 7 themes incorporating 48 programmes in Prehistory, 4 themes and 44 programmes in Historical Antiquities¹⁰. It was therefore more a list of themes than a genuine exposé of research subjects. Nonetheless, it encompassed an essential principle of archaeology, namely, excavation for the sake of excavation is imprudent. Rather, we must set our clearly defined research goals and determine how excavations will help to answer certain questions. Excavation is not an end unto itself but a means to historical research; it should be undertaken on sites selected based on reasoned criteria by multi-disciplinary research teams. In 1984, the

⁸ About CNRA: <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Acteurs-formations/Les-instances-scientifiques-de-l-archeologie/Le-Conseil-national-de-la-recherche-archeologique>; and for its 25-year anniversary 2019 : <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Acteurs-formations/Les-instances-scientifiques-de-l-archeologie/Le-Conseil-national-de-la-recherche-archeologique/9-mai-2019-Un-quart-de-siecle-d-archeologie-francaise.-Des-hommes-des-idees-des-institutions>

⁹ <https://www.bibracte.fr/le-centre-archeologique-europeen>

¹⁰ Jean CHAPELOT & CSRA, « Les programmes de recherche 1980 du service des fouilles », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1, 1979, p. 57-60.

Programmation was further developed to include publication and dissemination of the results as an objective. The CSRA, while noting the urgent need to save certain sites, nonetheless agreed that doing so would be meaningless absent a scientific approach¹¹. Even before the debates of the 1990s, the scientific importance of excavations (whatever they may be) was being emphasised. Subsequent changes to the *Programmation nationale* followed from these years of debate: in 1990, it included strong recommendations, particularly on methodological aspects (at a time when many new methods were being developed, both in the field and in the laboratory)¹²; in 1995, when the CNRA had just been created, a new text was drawn up.¹³ It was divided into two parts: an assessment of archaeological activity from 1990-1994, subdivided into "Prehistory" and "History", followed by the new *Programmation* (in 32 programmes), now presented in a more deliberately historical continuum, with four major chronological divisions (Prehistory, Neolithic, Protohistory, and historical periods). Two new themes were added: (a) History of techniques and (b) Communications networks, port developments, and naval archaeology. Questions of geology, palaeoenvironment, and overseas territories were brought together under a diachronic heading. The appendices included a list of archaeological sites of national interest. This was the last version of a national archaeological research programme for a long time to come. The text published in 1999 serve merely as a report on the Council's term of office and a reiteration of the list of programmes from 1995¹⁴. It was at this time that the Minister of Culture asked for a report on the state of archaeology in France. The resulting report would be decisive for the introduction of new legislation¹⁵.

For more than two decades, no *Programmation nationale* was drawn up to incorporate the new issues and areas of research that had emerged from rescue archaeology and other themes. Nonetheless, in June 2004, the Ministry of Culture issued a circular asking each of the regional archaeology departments to draw up an assessment of the results of archaeological research over a period of ten or fifteen years in their region¹⁶. The circular made clear the Ministry's concern to tie 'preventive' archaeology to science—something not at all new to the field of archaeology and the laws that govern it.¹⁷ The Montalivet circular of 1838, for example, stressed the importance of competent field personnel and publication.

Organising preventive archaeology has not always been easy, despite the efforts of many actors and professionals. Over the years, different operational frameworks have played an important role in the way we work and collaborations between preventive and programmed archaeology, sometimes with a significant impact on outcomes. In addition to the realities of competition in the context of a post-2003 operations market (with the creation of private

¹¹ « Le nouveau Conseil supérieur de la recherche archéologique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 20, 1985, p. 73-77.

¹² *La recherche archéologique en France, 1985-1989*, Ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, Paris, 1990.

¹³ *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*, Ministère de la culture, Direction du patrimoine, Sous-direction de l'archéologie, Paris, éditions de la MSH, 1997.

¹⁴ « La recherche archéologique en France, Bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique », *Les nouvelles de l'archéologie*, 88, 2002.

¹⁵ Jean-Paul DEMOULE, Bernard PECHEUR, Bernard POIGNANT, *L'organisation de l'archéologie préventive en France*, Paris, La Documentation française, 1999.

¹⁶ *Programmation scientifique de la recherche archéologique*, Direction de l'architecture et du patrimoine, 1^{er} juin 2004.

¹⁷ Vincent NEGRI (dir.) *La diversité dans la gouvernance internationale. Perspectives culturelles, écologiques et juridiques*, Paris, Bruylant, 2015.

archaeological companies subject to State oversight and scientific inspection by the CNRA), there were issues of access to data, research, showcasing of results and publications: who, how, with what resources and over what timeframe...? Preventive archaeology seemed to be better funded than programmed archaeology, but with tighter operational and time constraints. Student training has sometimes been a source of tension. The structuring of preventive archaeology undoubtedly explains this hiatus in the *Programmation nationale*. Inrap, created in 2002, draws up its own internal 'Programmation'. In the world of academia and the *Unités mixtes de recherche* (UMR; Mixed Research Units) at its heart, researchers work according to their own roadmap—without necessarily feeling connected to the issues or questions raised by preventive archaeology. And most of them ignore this *Programmation*, anyway.

In 2011, the Senate's Culture Committee produced a report on preventive archaeology and scientific development, which somewhat contradictorily distinguishes between preventive archaeology (which serves the needs of "heritage preservation") and programmed archaeology (which has "scientific research objectives"), while asserting that the common objective is to advance science generally (p. 7). Then, in 2012, the Ministry of Culture asked the CNRA to carry out an "assessment" of the preventive archaeology system, its organisation including the division of responsibilities, the effectiveness of the system, and the overall success of the conservation and management of archaeological remains. The "*Livre blanc de l'archéologie*" (Archaeology white paper) was submitted in March 2013, 10 years after the enactment of the current law¹⁸. This was undoubtedly an important milestone. It was finally possible to assess the initial results of preventive archaeology and measure the unique contributions it offered, now that the legislative framework had had time to mature to a certain extent. At the same time, though, there was a growing desire for a new national archaeological research programme.

In 2015, the CNRA drafted the terms of a "scientific project" to be included in applications to the Ministry of Culture (co-signed by the Ministry of Higher Education and Research), enabling them to respond to calls for tenders for preventive excavations. This project reinforces the scientific nature of fieldwork, whatever the methods used—a nature that was already evident in the first *Programmation* of 1980 and the rule that excavations must take place in the context of scientific inquiry.¹⁹ The fact that we're speaking about "preventive" archaeology doesn't change that. At the most, it needs to be adapted to suit specific situations, operators, and local constraints. Incidentally, the Ministry of Higher Education and Research (via the CNRS, which organises the commission) set up an invaluable annual scheme to fund dedicated time for preventive archaeology operators to support research, still active today.

In 2016 the CRNA drew up a new *Programmation nationale*, published in 2017²⁰. This was after more than 20 years without a new framework to govern excavations, at a time when archaeology as a whole (preventive and programmed) had undergone profound changes in its approaches, methods, and operational frameworks. It structured archaeological research around 15 main topics or 'axes.' They are both chronological and diachronic in nature. Chronology because permits ("*agrément*s" for private operators, "*habilitations*" for public

¹⁸ <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/134000214.pdf>

¹⁹ <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Acteurs-formations/Les-operateurs-d-archeologie-preventive>

²⁰ <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Ressources-documentaires/Programmation-nationale-de-la-recherche-archeologique/Programmation-nationale-de-la-recherche-archeologique-2016>.

operators) are granted according to period. Diachronic because some subjects require a long-term approach. They take account of recent archaeological findings and propose prospects for future research. This *Programmation nationale* was also adopted by Inrap and is therefore used by all French preventive archaeology operators and government departments. Casefiles and archaeologists' research projects submitted to the CNRA for scientific appraisal must be now structured along these lines.

In 2023, the CNRA will produce an update of the 2016 text, with the help of a large number of collaborators²¹. The new programme will be informed by discussions from within the Council, including an analysis of the 2016 version, and input from various colleagues, which will help to promote new areas of research and adapt existing ones. It will aim to consider a variety of shortcomings, gaps, and outstanding requirements. This 2023 version will also borrow from the assessments of the *Commissions territoriales de la recherche archéologique* (CTRA; Territorial Commissions for Archaeological Research, which replaced the CIRA in 2016), whose members comprise nearly half the CNRA. Since 2017, the Commission's assessments have been presented at plenary council sessions, the day after the public release of the "*Programmation nationale de la recherche archéologique*." Finally, in June 2023, a "Scientific Conference on French Archaeology in France and Abroad" will offer all those involved a chance to debate the *Programmation* before its final release. The aim is to get the archaeological community together around a living document before it is validated by the Council in autumn 2023, through key notes and round tables²².

Archaeological science today in the light of the Malta Convention

Archaeology in association with land development and construction projects was not born of the Malta Convention. A conquest of the past, in time and space, has its origins in ancient practices²³. The ground is dug up as towns, roads and the countryside are restructured or to extract building materials, leading to the discovery of material remains that were not always understood, long before archaeology was considered a science. A cuneiform tablet from Larsa (Iraq), dated to the 6th century BC, already underscored King Nabonidus of Babylon's desire to establish his legitimacy in the vestiges unearthed beneath the dust of the temples. The discoveries made during work in sixteenth- and seventeenth-century Rome were prompted by urban developments driven by a number of popes. Many of them, such as Julius II, Paul III, Sixtus V, Urban XVIII and Alexander VII, were very active in the search for antiquities. The successive restructuring of Paris also presented opportunities for excavations to unearth material remains. A form of erudition and pioneering science therefore existed before these legislative frameworks were put in place, and they accompany and respond to that need but do not precede it²⁴. The meeting of development and archaeology within the framework of the Malta Convention has made it possible to redefine how we produce historical knowledge, qualifying it as "preventive". Tensions between developers and archaeologists have arisen on a number of occasions, particularly during the huge construction projects that began in the

²¹ <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/archeologie/Ressources-documentaires/Programmation-nationale-de-la-recherche-archeologique/programmation-nationale-de-la-recherche-archeologique-2023>

²² <https://aibl.fr/seances/assises-scientifiques-de-larcheologie-francaise-en-france-et-a-letranger>; Anne LEHOËRFF Anne (dir.), *La Programmation nationale de la recherche en débats : les Assises scientifiques de la recherche archéologique en France et à l'étranger*, Académie des Inscriptions et belles lettres, Paris, 2024.

²³ Antony GRAFTON, Maren Elisabeth SCHWAB, *The art of discovery: digging into the past in Renaissance Europe*, Princeton University Press, 2022 ; Alain SCHNAPP, *La conquête du Passé*, Paris 1993, 2020.

²⁴ Anne LEHOËRFF, *Mettre au monde le patrimoine. L'archéologie en actes*, Paris, le Pommier, 2023.

1960s and 70s. In 1992, the Convention opened up prospects in this context of unprecedented economic development. The preventive archaeology it promoted did not "revolutionise" everything, but it did offer new approaches and methods of investigation and data analysis, better adapted to the unique constraints and possibilities in question, employed in the day-to-day work of many public and private operators in Archaeology. These developments have been accompanied by important discussions within archaeology's scientific institutions.

In France, the "*Programmation nationale de la recherche archéologique*" is a formalised illustration of this. It claims neither to be exhaustive nor exclusive. It is the result of synergy between science and practical frameworks. It does not confine; it invites. Its content and guidelines, which are designed to support a national scientific policy, are representative of this interaction between practice, reality on the ground, and historical issues. Its 2023 edition offers an opportunity to measure the impact of two decades of preventive archaeology, alongside programmed archaeology, one complementary to the other in the service of a global knowledge of the past. The text has been received much more positively by all archaeologists than in 2016, particularly the academic world (at least in part) and museums, which did not consider themselves to be much concerned by the *Programmation* at the time. Instead, it was seen by some as a technical tool for preventive archaeology, with no relation to programmed archaeology (or even science). A confirmation, then, of their distinction. In five years, though, the situation has evolved. This time, none of the professional involved, in all their diversity and plurality, feel alienated from these areas of research. This is also an indicator of the success of dialogue and scientific collaboration built up over the years, again for the benefit of archaeology as whole and indivisible beyond operational issues.

A number of important points emerge in the different areas of the *Programmation*, reflecting changes in the science itself. The development of large areas of land (e.g. major road or rail lines, peri-urban areas covering tens or hundreds of hectares) has led to a better understanding of issues relating to territories, past patterns of occupation, and the benefits of different spatial scales for analysis. They have also made it possible to identify certain remains and traces that are less frequently encountered (certain habitats or settlement patterns for which there is little evidence). New fields have emerged, both chronologically (recent periods in particular, with a focus on contemporary archaeology) and thematically (archaeologies of care and health; conflicts; subjects relating to gardens; invisible players such as slaves or Jewish populations, etc.). Direct human traces, even if they give rise to debate (e.g., human remains), are better integrated (see e.g. topic 16 in the *Programmation* on care and health; research into funerary rituals). More recently, reinvestment in urban centres has gone hand-in-hand with developments in the archaeology of buildings (topic 6). The chronological framework has been extended, from the earliest settlements (topic 1 and 2) to contemporary archaeology (topic 12). And overseas territories have been given a dedicated focus (topic 11).

It should not be forgotten that archaeological science develops in relation to contemporary concerns and the societies to which the researchers belong²⁵. It therefore evolves in a triple temporality: that of a long-term past from which the remains come; that of the actor's present; and that of a future, as archaeologists try to think about their science and the world of tomorrow. Environmental concerns are undoubtedly at the top of the list. The 2023

²⁵ Anne LEHOËRFF, "Les enjeux transversaux de la programmation nationale. Introduction », *Programmation nationale de la recherche archéologique*, ministère de la Culture, 2023, p. 19-29.

Programmation gives it special attention, making it integral to the priority given to coastal archaeology (topic 14) and certain fragile environments, subject to storm damage (topic 15). Indeed, it is present in every question of development. The planet is heating up and the whole world is being asked to take measure, understand the phenomenon, and take action. Archaeology, by taking a long-term view, is obviously remarkably well placed to tackle these issues. The Convention is an invitation to study endangered sites and data generated by human intervention on the environment and its consequences. Similarly, the study of funerary gestures, which developed in the 1980s, incorporates current issues in palaeogenetics, opening up new perspectives. We can therefore be pleased to see that the initiatives begun in 1992 have produced real effects and tangible results for historical knowledge.

Pitfalls and future prospects

However, archaeological science is not without its critics and shortcomings—particularly preventive archaeology, even in 2024. There are still detractors who find it neither meaningful nor appealing: they criticise it for costing too much, delaying work, and sometimes even delivering "no results" (said in a mocking tone). The link between archaeology and historic monuments is not always straightforward, whether for prehistoric caves or more recent buildings. However, in a multibillion-dollar economic model, the cost of archaeology is only a tiny fraction of total expenditure, and it is supported by a specific financing and tax exemption model. Concerning the "delay", the archaeological world cannot be conceived without a long-term perspective and a good dash of humility. Who exactly are these *Sapiens* (us...), faced today with the non-renewable heritage they are inheriting? No archaeologist intends to delay work; merely, they believe we have a collective responsibility not to destroy the past without first studying it. This is the founding principle of preventive archaeology and indeed of archaeology as a whole. As for the "lack of results", this is a criticism mostly levelled by neophytes and ignoramuses (even egomaniacs, in some cases) of French, European, and global archaeology. The remains of the past are often modest, tenuous, and barely visible. History is inhabited by a humanity that has left behind mostly unglamorous testimonies. This does not make them any less important. The "treasures" of archaeology often have nothing flashy, monumental, or prestigious about them. Archaeologists say it over and over again: it is science that is the most precious asset.

Although it would be a nice way to celebrate its anniversary, it cannot be said that the Malta Convention alone changed archaeological science. On the other hand, the archaeology it promoted has contributed to a considerable increase in field data and knowledge. For 30 years, the emphasis was on urgency. The need for excavation was not debatable. The notion of archaeological heritage and its value was non-negotiable. It was a battle for legitimacy to be won and for protection to be imposed

Today, alongside the need to safeguard archaeological remains through excavation and study, other complementary scientific challenges are emerging, some of them imperative, such as the preservation, promotion, and sharing of data. Archaeology destroys by its very nature. The archaeologist's trowel damages the layers of time that have been piled up and the data that has accumulated, both numerous and incomplete. Development projects also damage this buried or submerged heritage. The aim of preventive archaeology was to integrate ineluctable destruction with science. Of course, post-excavation study was included in these specifications. The first obligation is to submit a report that is scientifically assessed by the

CTRA. Over the last thirty years, most excavations have been preventive (in number) and have generated a considerable quantity of remains and documentation. In a form of ‘anxiety of exhaustiveness’, the question of sorting through it all, which archivists have been tackling for years, remains unevenly addressed, even if it has not been absent from the field of subjects since the end of the 1990s²⁶.

Teams, especially smaller ones, have often lacked the time to turn reports into publications and promote their work. There are liabilities to be managed, especially in this age of digital archives and databases. In 1992, the Internet did not exist as it does today... The Convention emphasised the importance of time for studying remains and the need for conservation (article 5). In this aspect, although dedicated facilities such as the *Centres de conservation et d'étude* (CCE; Conservation and study centres) in France have been created, the resources are still insufficient to meet the overall demand. The convention did not forget the need to promote and share data (articles 8 and 9 in particular). It even included an invitation (article 2) to establish "archaeological reserves, even where there are no visible remains on the ground or under water, for the preservation of material evidence to be studied by later generations". At a time when archaeology cannot be reduced to excavation but must take into account the immense amount of work that follows on from it, prioritising an overall reduction in the number of digs when other methods exist, this recommendation retains all its relevance. Non-destructive methods (such as LIDAR) are already helping to enrich knowledge by preserving data.

There are hardly any passages of the Malta convention that are out of step or at odds with current scientific expectations (which can also be found in *Programmation nationale*), in a text that was discussed by a pioneering and militant generation, born with the first law in France. Three decades after Malta, preventive archaeology has earned its place as an actor in scientific research. It plays its part in producing data and adding to our knowledge. It cannot be seen as an opportunistic archaeology that simply "cleans the land". What's more, it is not disconnected from "programmed" archaeology. Archaeology has evolved in terms of the questions it asks and the methods it uses, thanks to all the actors involved, including both academic and preventive archaeologists. More mature, it can continue to question itself and the meaning of its practice, which it sees as more environmentally friendly, all without abandoning its fundamentals. In a responsible and clear-sighted way, it can undoubtedly also continue to reflect on its choices and scientific strategies, so that they are not dependent on political dictates or crushed by the multiplication of administrative procedures. In this context, archaeological science has everything to gain from the new generation's re-reading and re-discussion the text of the Convention on a European scale and in the light of their contemporary concerns. Scientific institutions and councils such as the CNRA, with representatives of all archaeology professionals, have a role to play here, more than ever.

²⁶ Isabelle BALSAMO, (éd.), *Tri, sélection, conservation. Quel patrimoine pour l'avenir ?*, Paris, 1999 ; Jacques DERRIDA, *Mal d'archive. Une impression freudienne*, Paris, Galilée, 1995 ; Michel MELOT, *Des archives considérées comme substance hallucinogène*, Paris, École nationale des Chartes, [1986], nouvelle édition 2023 ; Helen SAMUELS, « Who controls the past », *The American Archivist*, 49, 1986, p. 109-124.

Les auteurs

Valeria ACCONCIA

Professeur associé d'étruscologie et d'antiquités italiennes à l'université de Chieti (Italie).

Elle a travaillé comme agent de l'*Istituto Centrale per l'Archeologia* jusqu'en septembre 2024, s'occupant en particulier des collaborations de l'Institut avec les projets de recherche en Italie et à l'étranger et des politiques éditoriales liées à la publication des données de recherche, en tant que coordinateur éditorial du *Bollettino di Archeologia online*.

Polyxène ADAM-VELENI

Directrice générale de la Direction générale des Antiquités et du Patrimoine culturel du Ministère grec de la Culture et des Sports (Grèce)

Diplômée d'archéologie et de dramaturgie. De 1979 à 2003, elle dirige plusieurs fouilles au Département des Antiquités d'Edessa et de Thessalonique. Elle assume ensuite les directions des Antiquités de Piérie (2003-2006) et de l'éphorie de Spéléologie de Grèce du Nord (2006 pour six mois) en parallèle avec la direction du Musée Archéologique de Thessalonique (2006 à 2018), avant d'être nommée directrice des Antiquités de la ville (2017-18, en parallèle avec la direction du Musée Archéologique de Thessalonique), puis enfin directrice générale des Antiquités et du Patrimoine Culture au niveau national, en 2018 jusqu'au 2023.

Aleksandar ALEKSIC

Institut pour la protection du patrimoine culturel Niš (Serbie)

Aleksandar ALEKSIC a plus de 20 ans d'expérience dans la protection du patrimoine archéologique, à la fois dans l'archéologie de sauvetage sur le terrain (participation et direction de plus de 60 projets distincts) et dans la protection juridique du patrimoine archéologique (valorisation, enregistrement, protection dans le cadre de la planification du développement, de la construction, de l'exploitation minière, etc.) Son travail se concentre principalement sur la mise en œuvre des principes de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique en faisant évoluer la méthodologie et la pratique de la protection du patrimoine archéologique de la Serbie de l'archéologie de sauvetage vers l'archéologie de sauvetage préventive.

Eszter BANFFY

Commission romano-germanique de l'Institut archéologique allemand Centre de recherche de Budapest (Hongrie)

Eszter Bánffy is a Hungarian professor of European archaeology. Between 2013 and 2023, she worked as Director of the Romano-Germanic Commission at the German Archaeological

Institute, in Frankfurt am Main. She is a professor at the Archaeological Institute of the Hungarian RCH, Centre of Excellence of the Hungarian Academy of Sciences, a fellow of the British Academy and the European Academy of Sciences and Arts, and member of the newly founded *Académie Internationale Préhistorique et Protohistorique*. Eszter has been President of the European Association of Archaeologists (EAA) since 2021

Valeria BOI

Agent archéologue à l'*Istituto Centrale per l'Archeologia* (Italie)

Docteur en méthodologie de la recherche archéologique, Valeria BOI est coordinatrice du *Geoportale Nazionale per l'Archeologia*, et s'occupe des normes descriptives, des flux documentaires et des échanges de données ainsi que de leurs modalités de publication et de réutilisation. Valeria BOI coordonne les relations avec les Surintendances en matière de protection de données et elle est référente pour la *Direzione generale Archeologia, belle arti e paesaggio nella Consulta Nazionale per l'Informazione Topografica*.

Marc BOUIRON

Directeur scientifique et technique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, Inrap (France)

Conservateur en chef du patrimoine et chercheur et membre du laboratoire CEPAM - UMR 7264, Marc Bouiron est directeur scientifique et technique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives depuis 2018 et ancien vice-président d'ICOMOS-Monaco. Ses études ont porté sur l'évolution urbaine des villes du Midi de la France, allant de la Protohistoire à la période Moderne, avec une spécialisation sur l'Antiquité tardive et le Moyen Âge à partir des archives et des données archéologiques. Il a dirigé plusieurs volumes sur les fouilles archéologiques à Marseille et à Nice. Sa thèse a porté sur les mentions se rapportant à l'Europe occidentale chez le grammairien Stéphane de Byzance.

Elena CALANDRA

Professeur d'archéologie classique à l'université de Pavie (Italie)

Diplômée de l'Université de Pavie, *Collegio Ghislieri*, spécialisée à l'Université de Bologne, et titulaire d'un doctorat à l'université de Rome, La Sapienza. Elle a eu diverses expériences internationales: Académie américaine à Rome (Fulbright fellow), Université de Zürich et de Mayence, Institut archéologique allemand (Henkel Stiftung), École archéologique italienne à Athènes. Elena CALANDRA a dirigé l'*Istituto Centrale per l'Archeologia* dès sa création en 2016 à septembre 2024.

Jean-Paul DEMOULE

Professeur émérite de protohistoire européenne à l'université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne (France)

Jean Paul DEMOULE et membre honoraire de l'Institut Universitaire de France. Il s'est particulièrement intéressé aux problèmes de l'archéologie de sauvetage et a participé à l'élaboration de la loi française sur l'archéologie préventive et à la création de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), qu'il a présidé de 2001 à 2008.

Annalisa FALCONE

Agent d'archéologie à l'*Istituto Centrale per l'Archeologia*, au sein du *Geoportale Nazionale per l'Archeologia* (Italie)

Titulaire d'un doctorat en archéologie des provinces romaines de l'université de Rome La Sapienza. Annalisa FALCONE coordonne les recherches archéologiques portées par les universités et autres instituts de recherche, ainsi que les recherches menées par les missions archéologiques italiennes à l'étranger. Elle est référente de la *Direzione generale Archeologia, belle arti e paesaggio* des relations avec le Ministère des affaires extérieures et de la coopération internationale italien, ainsi que pour les Journées européennes de l'archéologie. Elle porte la coordination éditorial du *Bollettino di Archeologia online*.

Ricardo GONZÁLEZ VILLAESCUSA

Professeur d'archéologie de l'université Paris Nanterre, UMR 7041 ArScAn (France).

Ancien membre scientifique de l'École des hautes études hispaniques et ibériques de la Casa de Velázquez, Ricardo GONZALEZ-VILLAESCUSA est professeur d'archéologie à l'université Paris-Nanterre et directeur de l'UMR Archéologies et Sciences de l'Antiquité. Ses recherches portent sur la diffusion et la réception des modèles urbains de la colonisation romaine. Titulaire de la chaire d'études européennes Jean Monnet CivEUr : Cités et villes d'Europe (2022-2025).

Paul JOBIN

Responsable de la gestion du risque archéologique de l'Office de l'archéologie cantonale de Neuchâtel (Suisse)

Géomaticien de formation initiale, Paul JOBIN bénéficie d'expériences très variées dans la recherche programmée comme en archéologie préventive. Il travaille actuellement au sein de l'Office de l'archéologie cantonale de Neuchâtel, en tant que responsable de la gestion du risque archéologique. En parallèle à ses activités professionnelles, Paul Jobin a achevé en 2023 une thèse de doctorat à l'Université de Neuchâtel sur l'émergence de l'archéologie préventive en Suisse dans le cadre des opérations liées à la construction du réseau autoroutier du pays. Ses recherches actuelles portent sur les interactions sociales et économiques liées aux vestiges du passé, et plus particulièrement sur les rôles de l'archéologie au sein des politiques et de l'administration du territoire.

Anne LEHOËRFF

Professeur des universités, chaire Archéologie et patrimoine, CY Cergy Paris université (France).

Anne LEHOËRFF, Professeur des universités, chaire Inex Archéologie et patrimoine à CY Cergy Paris université, membre de l'Institut universitaire de France et ancien membre de l'École française de Rome, a présidé le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) de 2014 à 2024. Spécialiste de Protohistoire européenne, archéométallurgiste, elle s'intéresse également à l'histoire et l'épistémologie de l'archéologie. Elle a organisé des colloques scientifiques et publié dès le début des années 2000 sur le sujet en Italie, et a poursuivi les débats dans le cadre du CNRA avec des journées thématiques et des rencontres

scientifiques, dont les actes de dernière d'entre elles en juin 2023 accueillie par l'AIBL/Institut de France est sous presse. Elle est également, à l'initiative d'un cycle de conférences ouvert sur la société, « Archéologie dans la Cité », qui réunit aujourd'hui différents partenaires institutionnels du patrimoine.

Arkadiusz MARCINIAK

Professeur d'archéologie à l'université Adam Mickiewicz de Poznań (Pologne)

Arkadiusz Marciniak specialises in the development of early farming communities in the Old World, zooarchaeology, heritage education, and heritage policy and strategy. Since 2001 he has directed the excavation of the Late Neolithic settlement at Çatalhöyük. He is a member of the Academia Europaea, the Polish Academy of Sciences and the German Archaeological Institute.

Amala MARX

Chargée de développement de projets et d'actions de formation à l'international de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, Inrap (France)

Archéologue, Amala MARX travaille depuis plus de 10 ans à l'Institut national de recherches archéologiques préventives. En charge des projets internationaux, elle participe au montage et coordination des projets internationaux et européens de l'institut ; elle s'est particulièrement intéressée aux différents systèmes d'archéologie préventive dans le monde et à l'application de la convention de Malte en Europe. Dans le cadre de ses missions, elle s'occupe également du développement du transfert de compétences en matière d'archéologie préventive à l'international.

Michał PAWLETA

Professeur d'archéologie à l'université Adam Mickiewicz de Poznań (Pologne).

Michał Pawleta est professeur à la faculté d'archéologie de l'université Adam Mickiewicz de Poznań. Ses recherches portent sur les fonctions sociales de l'archéologie, l'utilisation et l'abus du passé dans le présent, les méthodes et théories archéologiques, la protection et la gestion du patrimoine archéologique et les études sur le patrimoine. Il a publié de nombreux ouvrages dans ces domaines, contribuant à la fois au discours académique et à la compréhension par le public des questions liées au patrimoine. Il participe aussi activement à des projets de collaboration qui explorent les valeurs patrimoniales pour différentes parties prenantes, y compris celles liées à des sites au patrimoine difficile.

Christian RIGG

Responsable des opérations à Eleven Media (France)

Titulaire d'un master en archéologie, Christian Rigg travaille en tant que traducteur académique et professionnel pour des universités et des entreprises en France et à l'étranger. Il occupe également le poste de Directeur des Opérations au sein de Eleven Media.

Sadie WATSON

Archéologue Directeur MoLA (Museum of London Archaeology) (Royaume-Uni)

Sadie Watson FSA MCifA porte le projet de recherche qui essaye de centrer la pratique de l'archéologie contractuelle sur la valeur sociale et sa plus grande pertinence pour la société. Garantir que les impacts culturels et sociaux de l'archéologie soient axés sur le développement sont des considérations primordiales dans les projets futurs, ainsi que faciliter les politiques, patrimoniales et les meilleures pratiques. Sadie Watson est une praticienne de premier plan de l'archéologie de terrain depuis plus de vingt ans et possède une connaissance approfondie de la profession et des pressions qui s'exercent sur les professionnels. Son expérience professionnelle porte sur des fouilles urbaines complexes dans la ville de Londres, et plus particulièrement sur la période romaine.

Les participants

Polyxène ADAM-VELENI

Directrice générale de la Direction générale des Antiquités et du Patrimoine culturel du Ministère grec de la Culture et des Sports (Grèce)

Aleksandar ALEKSIC

Archéologue conservateur senior de l'Institut pour la protection du patrimoine culturel Niš (Serbie)

Eszter BANFFY

Professeur à l'Institut archéologique de l'Académie hongroise des sciences directrice de la commission romano-germanique à l'Institut archéologique allemand (DAI) (Hongrie).

Valeria Boi

Direzione Generale Archeologia, Belle Arti e paesaggio del Ministero della Cultura (Italia)

Marc BOUIRON

Directeur scientifique et technique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, Inrap (France)

Felipe CRIADO-BOADO

Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC) – Instituto de Ciencias del Patrimonio (INCIPIT) (Espagne)

Christian CRIBELLIER

Adjoint au sous-directeur de l'archéologie, Ministère de la Culture (France).

Ann DEGRAEVE

Présidente du Conseil Européen d'Archéologie, Direction du Patrimoine Culturel, Brussels (Belgique)

Jean-Paul DEMOULE

Professeur émérite de protohistoire européenne à l'université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne (France)

Carlos FABIÃO

Professeur d'archéologie à l'université de Lisboa, Centre d'archéologie de l'université de Lisbonne, UNIARQ (Portugal)

Ricardo GONZALEZ VILLAESCUSA

Professeur d'archéologie à l'université Paris Nanterre – ArScAn, Chaire d'études européennes Jean Monnet *Ciuitates et Urbes Europæ*, CIVEUR (France).

Terje Birkrem HOVLAND

Vice-président du Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP) du Conseil de l'Europe (Norvège)

Paul JOBIN

Responsable de la gestion du risque archéologique de l'Office de l'archéologie cantonale de Neuchâtel (Suisse)

Marc-Antoine KAESER

Director du Laténium, Parc et musée d'archéologie (Hauterive-Neuchâtel) et professeur titulaire à l'Institut d'archéologie à l'université de Neuchâtel

Anne LEHOËRFF

Professeur des universités, chaire Archéologie et patrimoine, CY Cergy Paris université, présidente du Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) de 2014 à 2024 (France)

Arkadiusz MARCINIAK

Professeur d'archéologie à l'université Adam Mickiewicz de Poznań (Pologne)

Jan Mařík

Directeur de l'Institut d'archéologie de l'Académie tchèque des sciences, Prague (République Tchèque)

Amala MARX

Chargée de développement de projets et d'actions de formation à l'international de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, Inrap (France)

Sanjin MIHELIC

Director du Musée des arts et de l'artisanat de Zagreb (Croatie)

Vincent NEGRI

Chercheur du Ministère de la Culture à l'Institut des Sciences sociales du Politique, Centre national de la recherche scientifique CNRS, (France).

Anne NISSEN

Professeur d'archéologie médiévale à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne (France)

Michał PAWLETA

Professeur d'archéologie à l'université Adam Mickiewicz de Poznań (Pologne)

Hrvoje POTREBICA

Vice-Président de l'Association européenne d'archéologues (EAA), Professeur à l'université de Zagreb (Croatie)

Kai SALAS ROSSENBACH

Chargé des programmes de recherche stratégiques nationaux et européens, de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, Inrap (France)

Jens-Bjørn RIIS ANDRESEN

Professor d'archéologie à l'université d'Aarhus (Danemark)

Sadie WATSON

Archéologue Directeur MoLA (Museum of London Archaeology) (Royaume-Uni)

4^e de couverture

Les 26 et 27 juin 2023, une trentaine de participants originaires de quatorze pays (Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Serbie, Suisse, Tchéquie) se sont réunis avec le but de faire un bilan des conséquences et des perspectives de la Convention de La Valette du Conseil de l'Europe pour la protection du patrimoine archéologique, trente ans après sa signature. L'objectif était de faire le point sur les succès obtenus par la convention et de construire une synthèse sur les répercussions de l'adoption et de la ratification de la convention par 46 États membres en prenant en considération les apports de la convention, les conséquences patrimoniales, les écueils et les perspectives. La réunion a essayé de répondre à des questions telles que la perception de la discipline par les citoyens européens, les répercussions économiques, sociales et scientifiques (la connaissance des villes et des territoires européens), les imprévus de la convention ainsi que les défis de société qui se posent à l'archéologie en Europe et la manière de les relever dans un futur proche. Le résultat est double. D'une part, les vidéos des 19 conférences des journées sont disponibles sur le site web de l'Inrap et de la chaire d'études européennes CivEUr. D'autre part, le résultat par écrit est ce livre. Il s'agit d'une compilation de dix articles plus l'essai introductif concernant huit pays européens. Les différents textes abordent la diversité d'applications de la convention, l'attachement des citoyens au patrimoine, la crise de croissance et les crises potentielles crises de l'archéologie... En définitive, ils dressent le bilan et les perspectives d'avenir de l'archéologie préventive sur le continent.